

Séance plénière

du

JEUDI 28 MARS 2024

Après-midi

Plenumvergadering

van

DONDERDAG 28 MAART 2024

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 25 et présidée par Mme Eliane Tillieux, présidente.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter.

La **présidente**: La séance est ouverte.

De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans le compte rendu intégral de cette séance ou son annexe.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. U kan deze terugvinden op de webstek van de Kamer en in het integraal verslag van deze vergadering of in de bijlage ervan.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:

Alexander De Croo.

01 Ordre du jour

01 Agenda

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 27 mars 2024, vous avez reçu un ordre du jour modifié pour la séance d'aujourd'hui.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 27 maart 2024 heeft u een gewijzigde agenda voor de vergadering van vandaag ontvangen.

Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

Questions

Vragen

02 Question de Vanessa Matz à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Le Conseil national de sécurité" (55004273P)

02 Vraag van Vanessa Matz aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De Nationale Veiligheidsraad" (55004273P)

02.01 **Vanessa Matz** (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, vous avez tenu hier un énième Conseil national de sécurité (CNS) sur la situation liée à la drogue et à l'extrême violence que celle-ci entraîne. Je dis énième parce que diverses mesures ont déjà été adoptées par le passé, et nous avons l'impression d'assister à une sorte de saucissonnage plutôt qu'à une vision globale pour lutter contre ce phénomène criminel.

Vous avez tout d'abord souligné la nécessité d'un meilleur échange d'informations et d'une meilleure coordination entre les services. Je pense qu'il s'agit là d'une lapalissade et que vous enfoncez des portes ouvertes. Vous aviez déjà évoqué ce point lors des précédents Conseils nationaux de sécurité. Cela nous semble une évidence, et c'est toujours par là que nous péchons en Belgique. Il faudrait peut-être arrêter d'être dans l'incantation.

La deuxième question est celle des ingérences étrangères et des *fake news*, qui peuvent avoir des effets nuisibles sur la démocratie. Il ne faut pas tomber dans la psychose mais il ne faut pas non plus partir la fleur au bout du fusil. Je souhaiterais savoir pourquoi vous ne confiez pas davantage de moyens et de missions au Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB), qui est sous votre tutelle et qui est un organe qui possède de l'expertise mais dont le budget est trop faible – 35 millions d'euros – pour gérer toutes les actions. Vous l'avez d'ailleurs reconnu dans votre note de politique générale.

Troisièmement, vous avez nommé une série de personnes. Enfin, vais-je dire! Trois postes-clés, mais il en reste un sur lequel nous ne vous entendons pas, à savoir celui du procureur du Roi de Bruxelles. Je voudrais savoir où cela en est.

02.02 Alexander De Croo, premier ministre: Madame Matz, vous avez abordé beaucoup de sujets différents. Tout d'abord, au sujet de la violence à Bruxelles, le gouvernement fédéral a pris une série de mesures, comme augmenter les moyens de la police fédérale à Bruxelles, renforcer les parquets et les tribunaux, ou encore renforcer les investissements dans la douane pour éviter qu'il y ait trop de drogue qui entre par nos ports, par exemple à Anvers. Aussi, nous avons spécifiquement expliqué comment la police, les parquets, l'Office des étrangers doivent travailler ensemble.

Tout ceci ne peut se faire que si tout le monde fait un effort. Aujourd'hui, nous voyons que plus ou moins 650 postes sont ouverts dans toutes les zones de police de Bruxelles. C'est une question qui doit être traitée par les communes et la Ville de Bruxelles. C'est dans leur budget; c'est à elles de mettre l'argent nécessaire pour pouvoir remplir tous ces postes ouverts à la police locale.

Nous nous réjouissons que le ministre-président de la Région bruxelloise ait présenté une vision globale. La question est maintenant de savoir comment la mettre en œuvre. Pour Bruxelles, c'est naturellement un travail de grande ampleur, qui ne pourra être résolu que si nous travaillons tous ensemble. Je pense que du côté fédéral comme du côté de la Région, de la Ville et des communes de Bruxelles, une bonne coopération est à l'œuvre actuellement.

Vous abordez ensuite le point sur le Centre pour la Cybersécurité Belgique. Le budget de ce Centre a été augmenté de 350 % durant cette législature. Dans tous les classements internationaux, on voit d'ailleurs que la Belgique est bien positionnée au niveau de la protection cyber.

Alors, quand vous parlez du énième Conseil national de sécurité qui est organisé, je pense en effet qu'il est normal, au vu de la situation mondiale, d'en organiser beaucoup, mais je préciserai que ces CNS mènent à des investissements et à des résultats.

02.03 Vanessa Matz (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, plus de 800 postes sont ouverts dans les zones de police bruxelloises. Dire que cela relève de leur responsabilité est un peu simple, alors que le gouvernement fédéral n'est pas parvenu à édicter une norme KUL qui tienne compte des besoins des zones de police, et pas seulement de Bruxelles. Vous dites que ce n'est pas votre problème mais le leur alors que vous prêchez de grands principes de coordination et de soutien des autorités les unes par rapport aux autres. C'est un peu simple, je trouve. Tout le monde doit ramer dans le même sens pour lutter contre la cybercriminalité mais aussi contre la criminalité liée à la drogue. Vous dites chaque fois: "Ce n'est pas moi, ce sont les autres."

Par ailleurs, vous n'avez pas répondu à ma question sur le procureur du Roi de Bruxelles ni sur les moyens dédiés à la cybercriminalité. Il faut avoir une véritable culture du risque et de la dangerosité, et nous ne l'avons pas en Belgique. Nous devons amplifier la stratégie pour lutter contre tout ce qui concerne la cybercriminalité.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Samengevoegde vragen van

- Wouter De Vriendt aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Buitenlandse inmenging in de verkiezingen" (55004276P)
- Egbert Lachaert aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Buitenlandse inmenging in de verkiezingen" (55004277P)
- Franky Demon aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Buitenlandse inmenging" (55004285P)
- Peter De Roover aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Buitenlandse inmenging in de verkiezingen" (55004288P)

03 Questions jointes de

- Wouter De Vriendt à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'ingérence étrangère dans les élections" (55004276P)
- Egbert Lachaert à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'ingérence étrangère dans les élections" (55004277P)
- Franky Demon à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'ingérence étrangère" (55004285P)
- Peter De Roover à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'ingérence étrangère dans les élections" (55004288P)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, de Veiligheid van de Staat waarschuwt voor buitenlandse inmenging in de komende verkiezingen. Landen zoals Rusland en China doen er alles aan om ons land te destabiliseren. Zij beschikken daarvoor over een heel arsenaal: cyberaanvallen, fake video's, valse beschuldigingen. Collega Samuel Cogolati kan daarover meespreken.

Wat is het actieplan van de regering daartegen? Dat is mijn eerste vraag. Een open democratie is immers fragiel en kwetsbaar en onze weerbaarheid moet absoluut omhoog.

Autoritaire regimes hebben in ons land echter personeel rondlopen en dat personeel zit in de Vlaams Belangfractie. Vlaams Belangers als Filip Dewinter laten zich betalen door regimes als China en Rusland om onze democratie te verzwakken en ons land zwart te maken in de buitenlandse pers. Daar bestaat een woord voor, collega's. Dat is landverraad en dat is voor ons totaal ontoelaatbaar.

Wij kunnen de Veiligheid van de Staat wel vragen wat ze kan doen om ons te beschermen, maar is het verdorie niet in de eerste plaats aan verkozen politici in het halfroond om ons land te beschermen? Men mag toch niet in de kaart van Rusland en China spelen? Wat een farce! Bent u niet beschaamd, leden van het Vlaams Belang? Het Vlaams Belang pleit altijd voor meer middelen in de strijd tegen de onveiligheid, maar u maakt verdorie zelf ons land en onze democratie onveilig. Bent u niet beschaamd?

Er zit een Trojaans paard in onze democratie en dat zijn extreemrechtse politici. Mijn vraag aan de regering en aan de politiek in het algemeen is hoe wij daarmee omgaan. Als u dat vraagt aan Groen, dan zeggen wij heel duidelijk dat wij niet naïef mogen zijn, want ons democratische systeem ligt echt onder vuur, of wij dat nu graag hebben of niet.

03.02 Egbert Lachaert (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, afgelopen week was er inderdaad een vergadering van de Nationale Veiligheidsraad met betrekking tot buitenlandse beïnvloeding van onze verkiezingen. Toen ik met enkele collega's op werkbezoek was bij de NAVO in de Baltische staten, kreeg ik tijdens een briefing over de invloed van Rusland op de verkiezingen in Europa te horen dat er de tien voorgaande jaren geen enkele verkiezing in Europa had plaatsgevonden, zonder dat Rusland die had proberen te beïnvloeden. Die vergadering van de Nationale Veiligheidsraad was dus zeer welkom.

De voorbije jaren, met onder andere de covidcrisis, toen wij aangewezen waren op digitale en sociale media, waren gouden tijden voor de verspreiding van fake news, het creëren van wantrouwen in de samenleving en het tegen elkaar opzetten van mensen. De buitenlandse beïnvloeding van de publieke opinie in het Westen is deel van de oorlogsstrategie van Rusland en van de buitenlandse politiek van een land als China. Die landen hebben er alle belang bij dat onze democratie ontworcht wordt en de stabiliteit in het Westen aangetast wordt.

Groot was dan ook mijn verbazing dat fracties in het halfroond, toevallig partijen met meningen die het buitenlands beleid van Rusland of China in de kaart spelen, hand-en-spandiensten leveren aan buitenlandse

regimes. De heisa over de broer van een federale collega kennen wij. Uit schriftelijke documenten blijkt nu dat een collega uit het Vlaams Parlement, namelijk Filip Dewinter, fictieve kostennota's schrijft voor de Chinezen, om betaald te worden voor diensten aan die regimes. Wiens belangen dient men hiermee? Die van de mensen, die van de Vlamingen of die van de Chinezen? Dat is ronduit zorgwekkend.

Mijnheer de eerste minister, lopen er, naast de feiten die afgelopen week aan het licht zijn gekomen, nog onderzoeken? Zal de Nationale Veiligheidsraad na die onthullingen extra acties ondernemen?

03.03 Franky Demon (cd&v): Mijnheer de eerste minister, wie nog geloofde dat buitenlandse inmenging in onze democratie enkel en alleen voorkomt in middelmatige films is ondertussen wel van zijn roze wolk gedonderd.

Deze week konden wij lezen hoe bepaalde parlementsleden ter bevordering van het Chinese belang regelmatig gaan dineren op kosten van de Chinese communistische partij.

Ondertussen kwam het nieuws naar buiten dat Tsjechië in de aanloop naar de Europese verkiezingen een pro-Russische desinformatiecampagne heeft blootgelegd. Spil in het netwerk was de nieuwssite *Voice of Europe*. Uit het onderzoek van de Tsjechen bleek eveneens dat politici uit verschillende Europese landen benaderd, en eventueel betaald, zouden worden met het oog op deze desinformatiecampagne. Daarbij werd ook ons land expliciet genoemd.

Mijnheer de eerste minister, onze democratie is het hoogste goed. Tegen desinformatie en fake news moeten wij dan ook kordaat en snel optreden.

De Nationale Veiligheidsraad heeft de situatie besproken. Wat cd&v betreft, is een volgende stap het inlichten en informeren van onze bevolking en het sensibiliseren, zeker nu 16- en 17-jarigen tegen de bedoeling van de wetgever in onderworpen worden aan de opkomstplicht voor de Europese verkiezingen. Deze *first voters* zijn, menen wij, een extra kwetsbare doelgroep.

Ik kom tot mijn vragen.

Heeft ons land contact met Tsjechië inzake de desinformatiecampagne die werd blootgelegd? Zo ja, hebt u zicht op de impact van die campagne? Tsjechië vaardigde reeds sanctiemaatregelen uit. Zal ons land volgen?

Welke initiatieven zal de Belgische regering nemen om kiezers gesensibiliseerd en (...)

03.04 Peter De Roover (N-VA): Naast de Nationale Veiligheidsraad hadden we ook een interventie van de gewezen baas van de ADIV, de militaire inlichtingendienst, die alarmerend is. Echt verbazen mag dat niet. Dat we nu allemaal wakker schieten, is redelijk laattijdig. Elke krant die we openen, heeft vandaag wel een artikel over artificiële intelligentie, maar die is niet gisteren ontstaan. Dit is al langer bezig. De heer Lachaert heeft er daarnet naar verwezen. De vraag is of wij daar eigenlijk al langer mee bezig zijn. Meerdere regimes, Rusland en China zijn genoemd, maar ook Marokko met de Westelijke Sahara, Erdogan, Turkije en Qatar, proberen invloed uit te oefenen op het verloop hier.

Premier, ik wil toch waarschuwen dat wij moeten opletten dat we de vrije meningsuiting, wat een hoogste goed is in een democratie, niet schaden. Het wordt een heel moeilijke oefening om de bewuste manipulatie van buitenlandse regimes stokken in de wielen te steken zonder dat we gebruikers van sociale media met de vinger wijzen omdat ze iets zeggen dat niet fatsoenlijk klinkt of niet naar onze zin is. We moeten werkelijk vermijden dat de overheid bepaalt wat juist is en wat fout is, dat de overheid dat bepaalt in een soort ministerie van waarheid. Dan gebruiken we immers net de technieken van die regimes waar we ons zagezegd tegen afzetten. Dan dreigt het medicijn minstens even erg te worden als de kwaal.

Hoelang bent u hiermee bezig? Ik hoop dat u niet deze week bent wakker geworden?

Hoe probeert u beide bekommernissen met elkaar te verzoenen, waarbij het ene hopelijk niet het slachtoffer wordt van het andere?

03.05 Eerste minister **Alexander De Croo**: Collega's, onze westerse samenlevingen staan onder druk.

Autoritaire regimes houden er niet van dat onze welvarende maatschappij gestoeld is op democratie, vrijheid en respect. Dat houdt hun immers een spiegel voor met betrekking tot de samenleving die ze zouden kunnen zijn. Autoritaire leiders willen geen samenlevingen waarin de macht roteert, waarin kritische vragen gesteld mogen worden en waar er een sterke oppositie is. Onze samenleving moet dus weerbaar zijn. Onze veiligheidsdiensten waarschuwen ons daar al geruime tijd voor en manen ons aan om maatregelen te nemen tegen het gevaar van inmenging in en manipulatie van verkiezingen.

Mijnheer De Roover, dit is absoluut geen nieuw thema. In een vorige regering heb ik als minister van Digitale Agenda opgeroepen om op genuanceerde manier de aanpak van zulke informatie te onderzoeken. Deze informatie is iets totaal anders dan fake nieuws. Deze informatie wordt door buitenlandse mogendheden georganiseerd met als enige doel een samenleving te destabiliseren. Het gaat hier niet over prikkelende zaken die mensen op sociale media plaatsen, maar het gaat over mensen die geld ontvangen om een rol te spelen, wat iets heel anders is.

Voor de zaken die deze week aan licht zijn gekomen, hebben onze inlichtingendiensten en die van de Tsjechische Republiek inderdaad zeer nauw samengewerkt. Zo heeft Rusland Europese parlementsleden benaderd, maar ook betaald voor de promotie van Russische propaganda. Het gaat dus niet over onschuldige mensen op sociale media, maar wel over parlementsleden die geld krijgen. Er is druk van buitenaf en samenwerking van binnenuit, ook in ons land, in de hoogste geledingen van onze democratische instellingen. In een van onze regionale parlementen blijkt men daarvoor open te staan en daar van binnenuit aan mee te werken.

Drie maanden geleden stelde ik hier de vraag welke belangen er worden gediend. Dient men de Vlaamse belangen, of dient men misschien de Chinese belangen? Nu blijkt dat noch de Vlaamse, noch de Chinese, maar wel de Russische belangen worden gediend, terwijl Rusland onze democratie kapot wil.

In de blinde obsessie om ons land kapot te maken, bent u een bondgenoot geworden van Rusland, een bondgenoot van diegenen die alles willen kapotmaken wat wij hier opgebouwd hebben: onze vrije, welvarende samenleving. In uw blinde obsessie bent u een bondgenoot geworden door aan te schurken tegen de vrienden van Poetin. Daarover moet u zich echt eens vragen stellen.

03.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de premier, bedankt voor uw antwoord. Collega's, kunnen we nu alstublieft eindelijk eens onze ogen openen? Dit gaat niet over een andere mening, het gaat over partijen, extreemrechtse partijen als het Vlaams Belang, die onze democratie willen kapotmaken, die niet loyaal zijn, die zich vergapen aan buitenlandse autoritaire regimes zoals Rusland en China en die tegen betaling meewerken aan desinformatie en beïnvloeding van onze verkiezingen. Sinds deze week liggen de bewijzen daarvoor nog maar eens op tafel.

Een democratie moet zich wapenen tegen diegenen die haar willen omvergooien. Nogmaals, het gaat niet over een verschil in opinies. Eigenlijk moeten politici van elke democratische partij zich daarvan bewust zijn, zich daartegen wapenen en actie ondernemen. Als wij dat niet doen, dan doen we uiteindelijk onszelf de das om. De geschiedenis bewijst dat. Een democratie is o zo fragiel.

Over één ding zijn wij het eens: de loopjongens van Moskou en Peking hebben hier geen plaats.

03.07 Egbert Lachaert (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, collega's, we mogen niet meer naïef zijn. We zijn misschien niet officieel in oorlog, maar we voeren als democratie en als NAVO in Oekraïne wel een strijd tegen een autoritaire dictator. Die oorlog wordt niet per se gewonnen op het slagveld. Men wint de oorlog immers ook met informatie. Die informatieoorlog zijn we de laatste tijd echter aan het verliezen. Stop dus met die naïviteit, want we moeten actie ondernemen om onze democratie daartegen te beschermen.

Als gevolg van alles wat we horen, is de vraag aan de collega's van het Vlaams Belang welke belangen zij verdedigen. Verdedigt u de Vlaamse belangen, de Chinese belangen of de Russische belangen? We weten het namelijk niet meer, want we zien dat uw mensen betaald worden. Zolang u daarover geen duidelijk geeft, zult u de facto een handlanger zijn van die regimes.

Mijnheer De Roover, ik wil u ook nog één ding vragen. Kunt u misschien aan de heer Jambon uitleggen dat deze partij geen partij is als een ander zolang mensen als Filip Dewinter erin zitten?

03.08 Franky Demon (cd&v): Mijnheer de premier, bedankt voor uw duidelijke taal. Wij hebben hier alle 150 een gezamenlijke opdracht, namelijk onze democratie beschermen. Sommige fracties lopen echter liever autoritaire regimes achterna. Laat ons daartegen samen een vuist maken. Laat ons tonen wie echt waakt over de belangen van de bevolking. Hopelijk zullen de mensen daarmee rekening houden in juni.

03.09 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de eerste minister, u hebt gelijk. Er is inderdaad een verschil tussen het vrije, democratische debat, waarvan er weleens hoekjes en kantjes afvliegen, en anderzijds de manipulatie door regimes of gestuurd door regimes. Het is dan ook terecht dat hier een oproep wordt gedaan aan iedereen, aan alle fracties, om toch eens heel diep 't in eigen hart te kijken en na te denken over de manier waarop ze in het spel willen functioneren. Die oproep van de andere sprekers steun ik dus.

Ik herhaal echter wat ik daarstraks heb aangegeven. Wij moeten niet de indruk wekken dat het onderscheid tussen beide bij maatregelen niet makkelijk in elkaar begint te schuiven. Niettegenstaande de terechte kritiek op de fractie van het Vlaams Belang, zal ik mij blijvend verzetten tegen het voorstel dat dergelijke uitspattingen zouden worden omgezet in maatregelen die het vrije debat discrediteren. Ik hoop dat u een bondgenoot bent om dat onderscheid heel duidelijk te maken.

Mijnheer Lachaert, ik hoop dan ook dat de liberalen ter zake een bondgenoot zijn.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Samengevoegde vragen van

- **Barbara Pas aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De rellen tussen Turken en Koerden" (55004278P)**

- **Jean-Marie Dedecker aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Het conflict tussen Turken en Koerden en de buitenlandse inmenging door Erdogan" (55004291P)**

04 Questions jointes de

- **Barbara Pas à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Les violences entre Turcs et Kurdes" (55004278P)**

- **Jean-Marie Dedecker à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Le conflit entre Turcs et Kurdes et l'ingérence étrangère d'Erdogan" (55004291P)**

04.01 Barbara Pas (VB): Mijnheer de eerste minister, de honderdduizenden nieuwkomers in dit land hebben blijkbaar niet allemaal hun conflicten aan onze grens achtergelaten. Deze keer fungeert dit land als een oorlogszone voor een conflict tussen Turken en Koerden.

Afgelopen maandag braken er gevechten uit voor het Europese Parlement in Brussel. Afgelopen maandagavond werd in Wezet een gebouw van de Grijsse Wolven in brand gestoken en was er ook een brandbom in Maasmechelen. In de nacht van dinsdag op woensdag werd in Gent een café vernield door een groep Turkse mannen. Vorige nacht werd in Gent een Koerdische bakkerij vernield. De politie heeft daarbij 22 met messen en molotovcocktails bewapende reischoppers gearresteerd, van wie de helft zelfs minderjarig bleek te zijn.

De incidenten beperken zich niet tot onze grootsteden, mijnheer de eerste minister. Ook in het Limburgse Heusden-Zolder vielen er afgelopen week slachtoffers door een buitenlands conflict. Afgelopen zondagavond waren daar honderden mensen, al dan niet gewapend met knuppels en messen, betrokken bij zeer zware incidenten. Wagens en vensters vlogen aan diggelen. Er vielen zwaargewonden. Het provinciale interventieplan werd afgekondigd. Om het geweld de kop in te drukken, moest de versterkte politie zelfs het waterkanon en de helikopter inzetten. De politiediensten zeggen vandaag dat ze over informatie beschikken die aantoont dat het nog niet voorbij is.

Mijnheer de eerste minister, hoe zult u ervoor zorgen dat dat wel zo spoedig mogelijk voorbij is? Het gaat hier niet om verspreiders van memes, het gaat om gewapende bendes, om een echt en reëel gevaar voor onze burgers. Mijnheer de eerste minister, hoe zult u ervoor zorgen dat conflicten van waar ook ter wereld niet meer in dit land worden uitgevochten?

04.02 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Mijnheer de eerste minister, collega's, de laatste keer dat Vlamingen en Walen elkaar te lijf gingen, was in 1979. De Groeningekouter lag toen in Voeren en de gowleider van Wallonië was José Happart. Er werd langs de autosnelweg vrede gesloten door wijlen Koning Boudewijn.

Daarna zijn we elkaar in ons multicultureel paradijs een halve eeuw lang nooit meer te lijf gegaan, behalve bij ingevoerde conflicten, en dat hoofdzakelijk uit moslimlanden. Dat gebeurt op allerlei manieren. Als Turkije hier voetbalt tegen de Rode Duivels breekt de pleuris uit aan het voetbalstadion in Gent. Als Marokko voetbalt in Qatar, wordt Brussel gebrandschat, net als wanneer ze verliezen van Senegal.

In 2017 waren er in Antwerpen al rellen tussen Koerden en Turken, tussen de PKK en de Grijsse Wolven en meer van dit fraais. Nu is dat verschoven naar Limburg, eerst in Heusden-Zolder en nu is Houthalen aan de beurt. Het vuur slaat opnieuw over naar Gent en Brussel. De scenario's zijn steeds dezelfde. We vragen aan de imams om de boel wat te sussen, zoals we aan de Witte Paters in Congo hadden kunnen vragen om de etnische conflicten op te lossen.

Mijnheer de eerste minister, ik vraag u niet om die conflicten op te lossen, maar ik heb net een vrij hypocriete vraag gehoord over buitenlandse inmenging. Die inmenging gebeurt net ten voordele van al deze conflicten. In Aalst werd zopas een Diyanetmoskee gesloten. Diyanet is het Turkse ministerie van Geloof van Erdogan. De heer Erdogan heeft de aanvallers van die Turkse jongeren immorele en verachtelijke schurken genoemd. Ze worden door de ambassade opgevolgd. Als u spreekt over buitenlandse inmenging, wat zult u doen tegen de inmenging (...)

04.03 Eerste minister Alexander De Croo: Mijnheer Dedecker, u geeft juist aan dat wij een land zijn waar geweld geen plaats heeft, geen enkele vorm van geweld. Wij zijn een tolerant land waarin wij van mening kunnen verschillen. Als wij vechten met elkaar, doen wij dat met woorden.

Naar aanleiding van de Nationale Veiligheidsraad gisteren waar wij het over het geweld hebben gehad, heb ik heel duidelijk gezegd dat men sympathieën en een mening mag hebben, maar dat er voor oproepen tot haat en geweld en geweld plegen absoluut geen plaats is in ons land. Sympathie uiten voor een organisatie die Europees gecatalogeerd staat als een terroristische organisatie, is iets wat wij in ons land niet kunnen toelaten. Het wordt tijd dat de rust terugkeert. Ik zou onze politie- en veiligheidsdiensten willen danken voor het werk dat ze hebben geleverd om ervoor te zorgen dat het geweld stopt. Ik doe ook opnieuw een oproep om ermee te stoppen. Sympathieën mogen, maar oproepen tot geweld, provoceren en geweld plegen, kunnen absoluut niet. Ook voor het uiten van sympathie voor een organisatie die Europees gecatalogeerd staat als een terroristische organisatie is er geen plaats in ons land.

Mijnheer Dedecker, u spreekt over een rol die de Turkse overheid daarin zou kunnen spelen. Die vraag is heel expliciet gesteld tijdens de Nationale Veiligheidsraad. Ik heb die vraag gesteld aan onze veiligheidsdiensten en zij hebben daarop geantwoord dat zij absoluut geen indicatie hebben dat er een rechtstreekse inmenging van de Turkse overheid in de conflicten bij ons zou zijn. Ook het OCAD heeft in de dreigingsanalyse die het inzake het conflict heeft uitgevoerd, heel duidelijk aangegeven dat het geen enkele link met de Turkse overheid ziet in wat er hier gebeurt. Het is terecht dat u die vraag stelt, maar het antwoord van onze veiligheidsdiensten is absoluut duidelijk. Dit gaat over groepen van mensen bij ons. Onze boodschap moet zijn dat ideeën en sympathieën mogen, maar dat geweld niet toelaatbaar is.

04.04 Barbara Pas (VB): U ziet geen link met massamigratie. Massamigratie betekent niet alleen import van armoede, van taal- en onderwijsachterstand en cultuurschillen en van werkloosheid, maar ook het binnenhalen van bloedige buitenlandse conflicten. Dit land mag niet het strijdtoneel zijn van de oorlogen in Koerdistan, Gaza of gelijk waar ter wereld. Het is dankzij dat opengrenzenbeleid dat hier bepaalde Syriërs, Afghanen en Tsjetsjenen hun eigen buitenlandse oorlog willen uitvechten. Voor hen is hier geen plaats. Wie zich geroepen voelt om die gewelddadige oorlogen te voeren, mag vandaag nog vertrekken naar het front in het land van herkomst om nooit meer terug te komen. Ik wil hen heel graag uitwijken.

04.05 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Wat mij vooral verontrust, is dat we met jongeren zitten van de derde generatie en dat die mensen, die in feite allemaal een paspoort hebben van dit land, na drie generaties nog altijd de roots hebben van hun land van herkomst en de etnische conflicten die daar gevoerd worden, overbrengen naar ons land. Dat wordt hier ook gevoeld. Een antwoord heb ik niet gehoord. De heer Erdogan belt hier rechtstreeks mensen op, immorele en verachtelijke schurken. Hij zegt zelf dat hij interfereert met de

ambassade. De overheid en u als eerste minister zouden de ambassadeur eens op het matje mogen roepen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van Sander Loones aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De actuele ambities van de regering" (55004283P)

05 Question de Sander Loones à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Les ambitions actuelles du gouvernement" (55004283P)

05.01 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de eerste minister, andere landen van Europa hebben de crisissen aangepakt en tegelijk op de centen gelet. Dat hebt u niet gedaan. U hebt vooral miljarden uitgegeven. Ook toen de crisissen voorbij waren, bent u gewoon miljarden en miljarden blijven uitgeven. De cijfers zijn er ook naar. Uw begroting is een absolute ramp. De arbeidsmarkt hebt u niet hervormd en de pensioenen evenmin. De fiscale hervorming is er ook niet gekomen. De cijfers zijn desastreus.

Mijnheer de eerste minister, u hebt niet gekozen voor het algemeen belang, maar voor uw eigenbelang. Dat zijn de woorden van professor Moesen.

Ik was dus enigszins verrast. Een aantal weken geleden stond u hier. Wij hebben hier vier jaar niets zien gebeuren, wij hebben vier jaar enkel stilstand gezien. U stond hier echter en verklaarde dat u zou besturen tot de laatste minuut. Ik hoopte dan ook we toch nog iets te zien zouden krijgen en dat u alsnog in actie zou schieten.

Zouden wij dan toch nog de laatste sprint en enig beleid krijgen? Zouden wij een oplossing krijgen voor de kleine kernreactoren? Intussen blijkt van niet. Zouden wij misschien nog een nieuw migratiewetboek krijgen? Dat staat in uw regeerakkoord, maar het komt er ook niet. Zouden wij nog een knip in de partijfinanciering krijgen? Neen, de vivaldisten lopen gewoon de zaal uit. Ook in het asbestdossier komt er niks. De 850 miljoen euro relancesteun van Europa zouden wij in de laatste sprint toch moeten krijgen? Ook dat krijgen wij niet.

Mijnheer de eerste minister, stop alstublieft met te doen alsof. Ik heb de cijfers opgevraagd: 64 keer hebben de experts van de Inspectie van Financiën en Begroting u in 2023 gewaarschuwd, om het niet te doen en ermee te stoppen. Zij hebben u gevraagd op te letten met de maatregelen die u nam. U hebt hen 64 keer gewoon aan de kant geschoven en de begroting nog slechter gemaakt.

Mijnheer de eerste minister, kan u alstublieft daarmee stoppen? Uw begrotingstekort is al groot genoeg.

05.02 Eerste minister Alexander De Croo: Mijnheer Loones, u bent een goed parlementslid. U kreeg daarom ook een goed rapport van *Het Nieuwsblad*. Ik heb dat zelf ook al meermaals gezegd en u weet dat.

Weet u, ook ons land kreeg goede punten, maar dan van *the Financial Times*. Daarin staat een uitvoerig artikel ... (*Gelach*)

Ja, als er iets positiefs verschijnt over ons land is het natuurlijk zeer moeilijk voor de N-VA om dat te aanvaarden. Ik begrijp dat.

Ik wil u echter een aantal elementen meegeven uit dat lange artikel over ons land. Het looft onze economische veerkracht en de attractiviteit van ons land om er een bedrijf te starten. Het artikel gaat ook over economische groei in ons land, die drie keer hoger is dan het gemiddelde in de eurozone. Het artikel geeft ook aan dat ons land een van de weinige landen is die sinds de crisissen elk kwartaal een economische groei lieten optekenen. Als we kijken naar de positie van Nederland of Duitsland qua economische groei, zien we dat wij een economisch beleid gevoerd hebben dat onze bedrijven gesteund heeft tijdens de crisis. Dat heeft ervoor gezorgd dat we sterker uit deze crisis gekomen zijn. Het staat erin: "*Belgium is a good place to start a business. Belgium is punching above its weight.*" Dat staat in een van de toonaangevende kranten van de wereld. Zij looft wat wij kunnen in ons land.

Mijnheer Loones, ik weet al wat u zult zeggen. U zult zeggen dat dit over Vlaanderen gaat. U hebt immers altijd de neiging om alles in de richting van Vlaanderen te trekken. Vlaanderen is inderdaad attractief, maar

Waals-Brabant is dat evenzeer. Men spreekt bijvoorbeeld over de farmaceutische sector. Die is sterk in Vlaanderen, maar ook in Wallonië.

In uw obsessie om altijd te zoeken hoe slecht we het doen, sluit u de ogen voor het feit dat de internationale pers heel lovend is over waar wij als land staan.

05.03 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de eerste minister, wat een verrassing, u strooit met miljarden en de economie groeit. Misschien hebt u een aantal rapporten gemist. U hebt blijkbaar niet gezien dat de Nationale Bank gisteren een rapport heeft gepubliceerd en zegt dat Wallonië bij de slechtste regio's in Europa zit en er niet op vooruitgaat. U hebt blijkbaar het rapport gemist van het Internationaal Monetair Fonds, dat aantoonde dat uw economie de komende jaren bij de laagste groeiers zal zijn in heel Europa. De komende vijf jaar zal België het zwakst groeien van alle landen in Europa. U zegt dat u 300.000 jobs hebt gecreëerd. Professor Baert toonde aan dat andere landen veel meer jobs hebben gecreëerd en dat u gewoon fout rekent. U zegt dat u de koopkracht hebt beschermd. In de krant waar u graag naar verwijst, staat dat nergens anders dan hier het leven duurder wordt.

Mijnheer de eerste minister, dat is uw rapport. U hebt slechter gepresteerd op het vlak van jobgroei. De economie staat er niet goed voor de komende jaren. Op het vlak van koopkracht hebt u geen lesjes te geven.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van Els Van Hoof aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De situatie in Gaza" (55004293P)

06 Question de Els Van Hoof à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La situation à Gaza" (55004293P)

06.01 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de eerste minister, woorden om het humanitaire drama in Gaza te omschrijven, zijn stilaan uitgeput. Het is er de hel op aarde. De Gazanen worden er vandaag als ratten in een val door Israël behandeld. Gazanen worden platgebombardeerd in het noorden en uitgehongerd in het zuiden. Mensen overleven er op dierenvoeding of op gekookte plantenwortels, kinderen eten gras, zo hoorden wij gisteren nog van UNRWA in onze commissie voor Buitenlandse Betrekkingen. Zelfs voor de VS is het nu genoeg. De Veiligheidsraad vraagt eindelijk een staakt-het-vuren. Maar wat zegt de Israëlische minister van Buitenlandse Zaken, Yisrail Katz: wij blijven voortvechten.

Ondertussen stelt de wereld één vraag: hoelang nog? Er is blijkbaar bitter weinig internationaal gezag. Ook in Europa toont de Frans-Duitse as wat het thema betreft heel weinig daadkracht. Scholz is onzichtbaar en Macron kiest voor woorden in plaats van daden.

Minister Lahbib is nu in Israël. België moet in de Europese Unie als voorzitter van de Raad de juiste kant van de geschiedenis blijven kiezen. Het moet druk blijven zetten. Nieuwe stappen zijn nodig.

Welke boodschap brengt minister Lahbib in Israël?

Hoe staat u tegenover een handelsverbod op producten uit de bezette gebieden om Israël tot rede te brengen?

Zal ons land zich aansluiten bij het initiatief van Spanje, Ierland, Malta en Slovenië met het oog op de erkenning van de Palestijnse Staat, in overeenstemming met onze formulering in het regeerakkoord, dus wanneer de tijd gepast is? Voor ons is de tijd stilaan aangebroken.

06.02 Eerste minister Alexander De Croo: Mevrouw Van Hoof, uw vraag is absoluut terecht: de situatie is vijf maanden na de start van het conflict absoluut dramatisch.

Telkens ik in de regio was, heb ik zeer duidelijke boodschappen gegeven. Ik heb aangegeven dat hongersnood nooit een wapen mag zijn in een oorlog en dat, als men een bepaald gebied bezet, men ook een verantwoordelijkheid ten opzichte van de burgerbevolking heeft. Ik heb gewaarschuwd dat de massieve inval in Rafah absoluut niet aanvaard zou worden.

Ons land heeft van in het begin een heel heldere positie verdedigd. Het respect voor het internationaal humanitair recht geldt overal in de wereld, niet alleen op het Europese continent. Ons land heeft ook duidelijk gemaakt dat wij ons bij de zaak die bij het Internationaal Gerechtshof aanhangig is gemaakt, zullen voegen. Wij zijn vandaag ook aan het bekijken welke invalshoek en welke formulering wij zullen gebruiken.

Bovendien voegen wij de daad bij het woord. De voorbije weken heeft onze defensie een leidende rol gespeeld in het leveren van hulp via de lucht. Dat is noodzakelijk, maar hulp via de lucht is geen oplossing. Wij werken vandaag mee aan hulp via maritieme weg. Dat is ook noodzakelijk, maar het is geen oplossing. De enige oplossing is dat Israël voldoet aan zijn internationale verplichtingen en ervoor zorgt dat toegang via de weg mogelijk is.

Wij blijven op allerlei mogelijk manieren druk zetten. Maar we moeten jammer genoeg vaststellen hoe zwak we zijn, als we niet verenigd zijn. Terwijl wij, Europese landen, sterk staan in de kwestie van Oekraïne, omdat we in dat verband een eengemaakte positie innemen, zijn wij er onvoldoende in geslaagd om een gemeenschappelijk standpunt te formuleren, ook al kon de Europese Raad wel bogen op een positief resultaat vorige week met zijn vraag unisono naar een staakt-het-vuren.

Wij hebben als opdracht om de Europeanen te verenigen rond de Belgische positie. Dan zullen we een invloed hebben. Maatregelen zoals embargo's die in gedeelde slagorde worden genomen, hebben eigenlijk geen impact. Het is onze taak om iedereen op dezelfde lijn te krijgen. Ik geef toe dat dat in het Europa van vandaag jammer genoeg een bijzonder moeilijke opdracht is.

06.03 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de premier, bedankt voor uw antwoord. Inderdaad, België heeft, in vergelijking met andere Europese landen, veel stappen gezet. Wij hebben een voortrekkersrol en moeten die blijven spelen om een staakt-het-vuren te bereiken en de vrijlating van de gijzelaars te bewerkstelligen.

Ik vind dat we nog verder moeten gaan, we moeten heilige huisjes laten sneuvelen. Er is inderdaad unanimité nodig om het Europese associatieakkoord stop te zetten, maar voor een verbod op producten uit de bezette gebieden hebben we niet de instemming van iedereen nodig. Laten we daar samen met gelijkgezinde staten werk van maken, net zoals we met gelijkgezinde staten ook werk moeten maken van de erkenning van de Palestijnse staat in het kader van een vredesconferentie. Daar staat onze fractie voor.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

07 Question de Josy Arens à David Clarinval (VPM Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture, Réformes instit. et Renouv. démocratique) sur "Le Conseil Agriculture et la nécessité de mesures à court terme pour la trésorerie des agriculteurs" (55004290P)

07 Vraag van Josy Arens aan David Clarinval (VEM Middenstand, Zelfstandigen, Kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De Raad Landbouw en de nood aan maatregelen op korte termijn voor de financiën van de landbouwers" (55004290P)

07.01 Josy Arens (Les Engagés): Monsieur le ministre, vous voyez que je m'arrange pour que vous puissiez vous exprimer régulièrement devant cette assemblée. J'espère que vous en êtes heureux.

J'ai trois questions importantes à vous poser.

Je souhaiterais tout d'abord avoir davantage d'informations à la suite de la réunion du Conseil des ministres de l'Union européenne que vous présidiez mardi, surtout sur les mesures applicables concrètement dans les jours et les semaines qui viennent.

Par ailleurs, quand j'écoute les agriculteurs, en particulier les jeunes, je me rends compte que des mesures urgentes sont indispensables, comme le report des échéances du remboursement des prêts consentis aux agriculteurs avec prise en charge des intérêts par les pouvoirs publics. Les jeunes agriculteurs en ont vraiment besoin. Vous me direz que c'est régional mais, au fédéral, il nous faut aussi parfois influencer les Régions. Vous avez au niveau fédéral un autre instrument qu'est la fiscalité.

Enfin, je voudrais vous signaler que votre homologue français, Bruno Le Maire, a réuni les banquiers et les

assureurs pour permettre aux agriculteurs identifiés comme étant en difficulté de retarder d'une année le paiement de leur dettes bancaires et de bénéficier de prêts à taux préférentiels. À ma connaissance, le rééchelonnement des dettes serait accordé en France jusqu'à trois ans.

Monsieur le ministre, j'attends avec impatience des réponses constructives de votre part qui vont réellement soulager les agriculteurs, en particulier les jeunes et les agriculteurs très endettés.

07.02 David Clarinval, ministre: Merci, monsieur Arens, de me permettre de faire le point sur le Conseil Agriculture qui s'est tenu ce mardi. Ce que les agriculteurs veulent avant tout, monsieur Arens, chers collègues, c'est un revenu décent pour leur travail. Des mesures à court, moyen et long termes sont donc nécessaires.

Mardi, au Conseil européen, nous avons travaillé sur trois sujets: tout d'abord, la mise en place d'un observatoire des prix au niveau européen; ensuite, une évaluation et une réforme de la directive sur les pratiques commerciales déloyales (directive UTP); enfin – et c'est une avancée majeure, monsieur Arens –, nous avons décidé de réformer la PAC pour y développer une approche moins restrictive, plus incitative et davantage orientée vers le revenu des agriculteurs.

Vous me posez également la question du court terme. Les indépendants – ce que sont les agriculteurs – ont toujours la possibilité de demander des facilités de paiement pour leurs cotisations sociales. Cela passe par des adaptations, des dispenses de cotisations sociales, des plans d'apurement pour les cotisations à payer ou des remises des majorations qui sont réclamées en cas de retard. Ils peuvent le faire individuellement mais on peut aussi le faire, s'ils le demandent, au niveau des filières et de chaque secteur. Si une filière le demande, j'y répondrai favorablement comme je l'ai d'ailleurs fait pour les arboriculteurs.

Nous travaillons également à des mesures structurelles que nous avons déjà évoquées lors de précédentes questions. Vous savez que nous mettons en place un mécanisme de tunnels avec un système d'alarme pour permettre justement une réaction rapide de la chaîne. Nous avons en outre un projet qui consiste à supprimer – et interdire dans une certaine mesure – les ventes à perte.

Je pense donc, monsieur Arens, que ces mesures à court, moyen et long termes, dont certaines sont structurelles et d'autres ponctuelles, seront de nature à pouvoir augmenter sensiblement les revenus des agriculteurs dans les mois et années à venir.

07.03 Josy Arens (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Mais, permettez-moi, monsieur Clarinval, cher David, de vous inciter à prendre des mesures plus directes, plus concrètes, plus immédiates, que le monde agricole attend avec impatience.

Merci déjà pour les avancées qui ont été obtenues ces derniers jours. Mais le monde agricole attend plus. Le monde agricole attend aussi – et le ministre de Finances est parmi nous – probablement un petit coup de main au niveau de la fiscalité.

Jadis, déjà, tout cela se faisait. Jeune, j'étais dans le métier aussi. J'ai profité de ces différentes mesures. J'aimerais que les jeunes d'aujourd'hui, qui sont serrés, qui sont mal pris... Sans cela, on ne les verrait pas manifester comme ils ont manifesté mardi dernier.

Vraiment, je compte sur vous tous, sur ce gouvernement, pour que, très rapidement, cette situation puisse changer et qu'ils puissent se remettre au travail en ayant devant eux un avenir certain.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Samengevoegde vragen van

- Joris Vandenbroucke aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën, Coördinatie fraudebestrijding en Nationale Loterij) over "Het gebrek aan toezicht op private stichtingen" (55004274P)
- Raoul Hedebouw aan Vincent Van Peteghem (VEM Financiën, Coördinatie fraudebestrijding en Nationale Loterij) over "Private stichtingen" (55004286P)

08 Questions jointes de

- Joris Vandenbroucke à Vincent Van Peteghem (VPM Finances, Coordination lutte contre la fraude et Loterie Nationale) sur "Le manque de contrôles visant les fondations privées" (55004274P)
- Raoul Hedebouw à Vincent Van Peteghem (VPM Finances, Coordination lutte contre la fraude et Loterie Nationale) sur "Les fondations privées" (55004286P)

08.01 Joris Vandenbroucke (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, armoede bestrijden, kunsten of wetenschappelijk onderzoek ondersteunen, het is mooi als mensen zich belangeloos inzetten voor het goede doel. Mensen met een groot vermogen kunnen dat doen door een private stichting op te richten waarin ze geld stoppen om een belangeloos doel te ondersteunen. Wat zien we echter? Dat belangeloos doel blijkt maar al te vaak de eigen portemonnee te zijn. Die stichtingen worden misbruikt om een luxueuze levensstijl te financieren, om villa's in het zuiden of zelfs privéjets te kopen, om vermogens generatie na generatie te kunnen doorgeven zonder dat daarop erfbelasting moet worden betaald.

Opnieuw zien we waarom gewone hardwerkende mensen in dit land te veel belastingen betalen, omdat grote vermogens keer op keer gebruikmaken van achterpoortjes om hun deel niet te moeten doen. In dit geval gaat het zelfs niet om een achterpoortje, want private stichtingen zijn een grote toegangspoort. We zien miljardairs van elders in de wereld naar België komen om hun vermogen hier belastingvrij te parkeren. Er wordt daarvan gebruikgemaakt door buitenlandse criminele organisaties.

Dat komt allemaal naar voren uit een onderzoek van journalisten van *De Tijd* en *L'Echo*, een onderzoek waaruit ook blijkt dat er heel weinig controle is op die private stichtingen. Mijnheer de minister, die private stichtingen, die bedoeld zijn om het goede doel te ondersteunen, zijn eigenlijk papieren belastingparadijzen. We moeten daarmee komaf maken.

Bent u van plan om een initiatief te nemen om daarop grondig controles te laten uitvoeren? Moeten we dat fenomeen van die stichtingen niet eens grondig tegen het licht houden om te vermijden dat ze verder worden misbruikt om fiscale fraude te plegen?

08.02 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, het is in België altijd hetzelfde liedje op het vlak van belastingen. Het volk moet altijd maar betalen en de rijken moeten niet meebetalen. Ik geef het voorbeeld van de erfbelasting. Als men na een leven lang werken een huis of appartement heeft verworven en dat aan zijn kinderen wil overlaten, staat de fiscus klaar om daar erfbelasting op te heffen.

Wat blijkt echter? Behoort men tot de 500 rijkste families in België betalen dan is de kans groot dat men 0 % erfbelasting, zero! Hoe komt dat? Die families zetten private stichtingen op die worden beheerd vanuit mooie landen als het Groothertogdom Luxemburg, Liechtenstein, Curaçao, allemaal mooie plekken in Europa en daarbuiten, om zo geen belastingen te moeten betalen. Het is gewoon een schande!

Wie zijn die families? De familie Solvay, diamantairs en Bernard Arnault betalen geen erfbelasting, terwijl de gewone werkende mensen maar moeten dokken.

Mijnheer de minister, die oneerlijke fiscaliteit in België is al jarenlang aan de gang. Welke partijen hebben in 2002 die private stichtingen toegelaten in België? Open Vld, de partij van de rijken, en de MR, *le "Mouvement des Riches"*, *c'est normal*.

Maar wat blijkt, welke partijen hebben in 2002 nog voorgestemd? Vooruit, Groen, Ecolo en de PS!

Pourquoi élabore-t-on de tels instruments?

Mijnheer de minister, ik vraag u daarom duidelijk of u kunt aanvaarden dat in België vijfhonderd rijke families bijna geen erfbelasting betalen, terwijl de werkende klasse gewoon moet betalen. De mensen zijn zulke oneerlijke fiscaliteit beu. Met de PVDA zullen wij druk uitoefenen opdat eindelijk eerlijke fiscaliteit in België zal

gelden.

08.03 Minister **Vincent Van Peteghem**: Mevrouw de voorzitter, geachte Kamerleden, wanneer de meest vermogenden ontsnappen aan de betaling van een eerlijke bijdrage, dan is er inderdaad een probleem en dat is vooral nefast voor het vertrouwen van onze gezinnen en onze ondernemers in ons fiscaal systeem. Wie echter doet alsof wij dat allemaal gewoon laten gebeuren, verdraait de waarheid en heeft het bij het foute eind.

Wij hebben namelijk wel degelijk maatregelen genomen om het vertrouwen van de gezinnen en de ondernemers te herstellen. Wij hebben onder andere binnen onze administratie een cel private vermogensconstructies opgericht, een cel vol experts die zich net focussen op die problematiek. Na meer dan honderd jaar hebben wij, tegen de lobby van de private constructies in, eindelijk de moed gehad om door een hervorming van de patrimoniumtaks aan die private stichtingen een eerlijke en progressieve bijdrage en belasting te vragen. Die private stichtingen betalen vanaf dit jaar een hogere bijdrage, die veel meer aansluit bij wat betaald zou moeten worden als zij zonder dergelijke constructie zouden werken.

Mijnheer Hedeboom, u goochelde zonet met allerlei ideeën, zoals een vermogenstaks en aanverwanten, maar u vergeet soms wat wij allemaal al gedaan hebben in de afgelopen jaren. Denk onder andere aan het feit dat wij een taks op effectenrekeningen hebben ingevoerd. Effectenrekeningen boven 1 miljoen euro, die net worden aangehouden binnen zulke grote private stichtingen, worden eindelijk belast en leveren eindelijk een eerlijke bijdrage op. We hebben de kaasroute afgeschaft, de kaaimantaks versterkt en achterpoortjes gesloten. Buitenlandse stichtingen kunnen niet langer dienen als fiscale sluiproutes.

En ja, collega's, grondige controles zijn inderdaad het sluitstuk van dit alles. Mijn administratie moet daarvan een prioriteit blijven maken. Dat geldt ook voor controles op private stichtingen. Ik verwacht van de belastingdiensten op het regionale niveau, die bevoegd zijn voor de erfbelastingen, dat ze exact hetzelfde zullen blijven doen.

Ik kan echter niet genoeg herhalen dat, als wij willen dat die achterpoortjes worden gesloten, wij moeten zorgen voor een hervorming en een vereenvoudiging van ons belastingstelsel. Dat is de beste manier om die achterpoortjes te sluiten. Dat is de beste manier om het vertrouwen van de mensen, de gezinnen en de ondernemers in ons fiscaal systeem opnieuw te versterken.

08.04 **Joris Vandenbroucke** (Vooruit): Mijnheer de minister, u hebt gelijk, deze regering heeft ervoor gezorgd dat de grote vermogens en multinationals de voorbije vier jaar meer dan 5 miljard euro extra hebben bijgedragen. Het misbruik van private stichtingen is natuurlijk een slag in het gezicht van vele hardwerkende gewone mensen, die de volle pot belastingen betalen, die te veel belastingen betalen omdat sommigen hun deel niet doen.

Elk zijn deel is niets te veel. Als het daarop aankomt, vindt u in Vooruit een medestander om ervoor te zorgen dat in de toekomst hardwerkende mensen in dit land netto meer overhouden van hun loon en dat de grote vermogens eindelijk hun eerlijke deel bijdragen.

08.05 **Raoul Hedeboom** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, vous n'avez pas répondu à la question. C'est fou: en Belgique, les simples travailleurs qui ont bossé pour une maisonnette ou pour un appartement qu'ils transmettront à leurs enfants payeront des droits de succession, mais 500 riches familles ne paient quasiment pas de droits de succession parce qu'elles mettent sur pied des fondations privées. Et on trouve ça normal!

Daarover gaat het. Het is immers legaal. Het is gegrond. Zij gebruiken gewoon de wet die daarvoor is gemaakt.

Collega's, dat is het probleem. Er wordt geopperd dat wij het kapitaal moeten doen betalen. Het kleinkapitaal pakken jullie aan. Wat de effectentaks betreft, weten jullie heel goed dat de miljardairs hun rijkdom helemaal niet op een effectenrekening hebben staan. Zij hebben allemaal aandelen op naam. Jullie treffen het grootkapitaal niet. Het grootkapitaal wordt niet getroffen. Daarom zullen wij vechten voor een miljonairstaks. Het wordt immers tijd dat de multimiljardairs en de multimiljonairs betalen en niet het kleinkapitaal.

Mijnheer de minister, dat is het probleem. Daaraan wilt u niets doen. Die vijfhonderd families maken deel uit van een big business. Dat zijn miljardairs. Dat is niet voor wie tienduizend euro op de rekening heeft staan. Ik herhaal dat die miljardairs geen belastingen betalen. Mijnheer de minister, dat is het probleem in ons land. (...)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van Robby De Caluwé aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De ongewenste effecten van de afschaffing van ereloonsupplementen voor MRI-scans" (55004280P)

09 Question de Robby De Caluwé à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les effets indésirables de la suppression des suppléments d'honoraires pour les examens IRM" (55004280P)

09.01 Robby De Caluwé (Open Vld): Mijnheer de minister, ik kreeg deze week een e-mail van een dame die naar de dokter was geweest en een MRI-scan moet krijgen. Zij kreeg twee mogelijkheden aangeboden. Ze kon een afspraak krijgen in juli of ze kon volgende week dinsdag om 21 uur langsgaan voor haar MRI-scan, op voorwaarde dat ze 56 euro extra zou betalen. Het gaat hier voor alle duidelijkheid niet om een dringende MRI, maar de dame maakt zich natuurlijk zorgen en wil snel geholpen worden en snel duidelijkheid hebben. Ze heeft dan gekozen voor de optie van 56 euro, omdat ze zich dat ook kan veroorloven.

Er zijn nog patiëntengroepen of zorgberoepen waar hetzelfde probleem zich voordoet. Door onbedoelde bijwerkingen van het afschaffen van bepaalde ereloonsupplementen zijn we aan het evolueren naar een gezondheidszorg met twee snelheden. Ik weet niet hoe u daarnaar kijkt. Ik vermoed dat u daar ook niet blij mee bent. Ik ben dat uiteraard ook niet. Ik vind dat zelfs problematisch. Op die manier kunnen we namelijk niet iedereen op dezelfde manier de gezondheidszorg aanbieden die ze willen. Een aantal collega's heeft hiervoor al gewaarschuwd in de commissie. Zij vroegen om dit op te volgen. Ik heb u dat ook gevraagd.

Hoe kijkt u zelf naar deze problematiek? Hoe denkt u dat we ervoor kunnen zorgen dat in de toekomst iedereen op dezelfde manier toegang tot de gezondheidszorg kan krijgen?

09.02 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer De Caluwé, de wet, die u hier in de Kamer mee goedgekeurd hebt, is bijzonder duidelijk: elk ziekenhuis is verplicht scans aan te bieden binnen een redelijke termijn en een voldoende aanbod te hebben aan scans zonder supplementen. Als het die niet kan aanbieden tijdens de normale uren, moet het die aanbieden buiten de normale uren. Dat zegt de wet. Dat is de wet die u hier goedgekeurd hebt.

Een ziekenhuis dat tegen een patiënt zeg dat het niet lukt binnen de normale uren, dat hij daarom buiten de normale uren moet komen en daardoor zal moeten bijbetalen, doet iets wat strijdig is met de wet die u hier goedgekeurd hebt. Het doet ook iets wat eigenlijk strijdig is met het fatsoen. De wet zegt heel duidelijk dat, als een patiënt zelf uitdrukkelijk verzoekt om buiten de normale uren te kunnen komen, men wel mag zeggen dat er dan een supplement gevraagd kan worden. Men kan dan vragen of hij dat uitdrukkelijk verzoek nog doet. Dat zegt de wet. Als het niet tijdens de kantooruren kan, moet het ziekenhuis voor een normaal tarief, zonder supplementen, een scan buiten de kantooruren aanbieden. Het moet de patiënten ook correct informeren.

Overigens, mijnheer De Caluwé, wat gebeurt er? Ik weet het ook wel. Men wacht al heel lang op MRI's. Er zijn lange wachtlijsten. Ik heb voorgesteld dat er 20 MRI-toestellen bij zouden komen om daar iets aan te doen. De radiologen hebben mij echter in maart zelf nog gezegd dat er genoeg toestellen zijn en dat zij met die toestellen capaciteit genoeg hebben. Misschien zijn er mensen die menen dat zo'n toestel een cashmachine is. Ik meen van niet. Er zijn veel ziekenhuizen waar geen enkel supplement gevraagd wordt. Gaan die failliet? Zijn dat armoezaaiers? Neen.

De wet is de wet. De ziekenhuizen moeten in een aanbod voorzien, ook buiten de normale uren, zonder supplementen. Wij zullen de ziekenhuizen daar dan ook aan houden.

09.03 Robby De Caluwé (Open Vld): Mijnheer de minister, u hebt de mond vol van toegankelijke gezondheidszorg. Dat is terecht, want dat is heel belangrijk. Ik vind dat ook. Er is echter inderdaad wel een verschil in hoe we dat zien. Gratis zorg is namelijk niet per definitie een synoniem van toegankelijke zorg. Toegankelijke zorg is voor ons essentieel en de betaalbaarheid daarvan is een absolute prioriteit. Daarvoor hebt u aan ons absoluut een bondgenoot. Wij willen daarom ook zoeken naar manieren om komaf te maken met de ereloonsupplementen, die niet altijd op een eerlijke manier worden toegepast.

We moeten er in eerste instantie echter voor zorgen dat die zorg er effectief voor iedereen is. Hetzelfde geldt voor de MRI-scans. De 20 bijkomende toestellen zijn er vandaag niet. Ik ben blij te horen dat die wel nog altijd op de planning staan, want die zijn heel belangrijk. Het blijft namelijk een prioriteit om ervoor te zorgen dat we die toestellen hebben.

Een tweede element dat u terecht hebt aangekaart, is het sensibiliseren van de ziekenhuizen rond de wetgeving. We moeten dat echter ook naar de patiënten communiceren. Ik heb eveneens aan die dame meegegeven dat zij wel het recht had om dat buiten de uren te vragen. (...)

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Question de Florence Reuter à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Les avancées en matière d'endométriose" (55004287P)

10 Vraag van Florence Reuter aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De vooruitgang op het stuk van endometriose" (55004287P)

10.01 Florence Reuter (MR): Monsieur le ministre, cela fait presque un an jour pour jour que, dans ce Parlement, nous avons voté à l'unanimité une proposition de résolution en faveur d'une meilleure prise en charge de l'endométriose.

Dès lors, vous me permettrez de revenir sur ce texte et sur ce qui a été entrepris en cette Journée mondiale de l'endométriose. Je rappelle que c'est une association, Toi Mon Endo, qui – alors que la maladie existe depuis très longtemps – avait alerté au sujet des besoins, mais aussi des effets dévastateurs de cette maladie sur de jeunes femmes qui attendent parfois jusqu'à sept ans avant d'obtenir un diagnostic fiable. Il faut répéter que cette maladie concerne une à deux femmes sur dix. C'est énorme! Il s'agit donc d'un enjeu extrêmement important de santé publique.

Bien entendu, une résolution ou une loi ne mettra jamais fin à une maladie, mais elle doit être prise en charge. Dans la foulée de ce texte, mes questions sont assez simples, monsieur le ministre. Quelles ont été les récentes avancées dans la prise en charge de l'endométriose? Avez-vous déjà pu répondre aux demandes des associations et de toutes les jeunes femmes malades? Il importe d'écouter ce que disent ces associations. Par conséquent, quelle est la concertation à ce sujet? Vous ne les aviez pas rencontrées au moment du vote de la résolution. Les avez-vous rencontrées depuis? Surtout, elles demandent une reconnaissance de la maladie, mais également une nomenclature afin d'obtenir un meilleur remboursement et une meilleure prise en charge de la maladie. Quelle réponse pouvez-vous nous apporter aujourd'hui?

10.02 Frank Vandenbroucke, ministre: L'endométriose a un impact considérable sur la vie quotidienne, non seulement à cause de la douleur mais aussi parce qu'elle affecte la fertilité et le bien-être mental d'une femme. Étant donné la complexité de cette maladie mais aussi les tabous qui l'entourent, elle est souvent diagnostiquée très tardivement, ce qui est très pénible. Je crois donc qu'il faut prendre des initiatives, et c'est ce que nous faisons.

L'année dernière, j'ai rencontré les organisations de patientes qui défendent les intérêts des personnes atteintes d'endométriose. Je leur ai promis que je chargerais notre Centre d'expertise des soins de santé d'élaborer une proposition concrète, une stratégie concrète en la matière, dans les meilleurs délais, en concertation avec les organisations des patientes. Je rencontrerai à nouveau ces organisations le 3 avril et j'espère que je pourrai alors leur présenter un avant-projet du rapport du KCE.

Je ne peux pas anticiper ce que le rapport proposera exactement mais sur la base des témoignages, voici déjà ce que je pense. Tout d'abord il faut garantir que dans chaque réseau hospitalier – ces réseaux consistent en des partenariats entre hôpitaux –, il y ait un service qui connaisse bien l'endométriose et qui assure une bonne prise en charge des personnes atteintes. Les femmes atteintes d'endométriose doivent être aidées par une équipe. Il faut prévoir non seulement un gynécologue mais aussi une aide psycho-sociale. Ensuite, il faut rassembler les connaissances et le savoir-faire spécialisé qui sont nécessaires pour des procédures complexes, en particulier pour la chirurgie complexe. Il faut concentrer cette expertise dans un nombre limité d'hôpitaux qui soient capables de mener à bien ces interventions au plus haut niveau.

Donc, la semaine prochaine, le 3 avril, je rencontrerai toutes les organisations pour en parler.

10.03 Florence Reuter (MR): Monsieur le ministre, merci, même si je dois reconnaître que je regrette malgré tout de ne pas avoir déjà des réponses quant à la reconnaissance de cette maladie. Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait que cette maladie a vraiment des répercussions énormes tant psychologiques que physiques sur la santé, sur la fertilité mais aussi sur la vie des jeunes femmes d'aujourd'hui.

L'étude KCE avait déjà été demandée par Toi Mon Endo. Je ne pense qu'elle apportera toutes les réponses, mais c'est déjà un plus.

J'espère pouvoir, avant ces quelques semaines de législature qu'il nous reste, avoir des réponses concrètes sur l'action menée, et qui sera menée à l'avenir, pour sensibiliser mais surtout pour aider les patientes atteintes de la maladie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Question de François De Smet à Paul Van Tigchelt (VPM Justice et Mer du Nord) sur "Le faux-semblant de l'inauguration du nouveau palais de justice de Namur" (55004282P)

11 Vraag van François De Smet aan Paul Van Tigchelt (VEM Justitie en Noordzee) over "De schijnvertoning die de inhuldiging van het nieuwe gerechtsgebouw te Namen is" (55004282P)

11.01 François De Smet (DéFI): Madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, hier après-midi à Namur, votre collègue, le secrétaire d'État Mathieu Michel, recevait en grande pompe les clés du flamboyant neuf palais de justice de Namur. Cela faisait des dizaines d'années que la justice namuroise, ses magistrats et ses avocats attendaient ce jour avec impatience pour avoir enfin un palais de justice digne de ce nom. Pourtant, aucun d'entre eux n'était présent à la fête. Ils protestaient parce que ce mercredi, ils ne pourront pas s'installer dans ce nouveau palais de justice. Ils ne pourront le faire que fin 2025. Pourquoi? Parce qu'on a des murs mais qu'on n'a pas les meubles, pour diverses raisons que personne ne comprend, comme des problèmes de commande. Ces raisons sont assez floues.

En revanche, ce qui n'est pas flou, c'est le fait que cela va coûter cher aux contribuables; en effet, dès aujourd'hui, nous les contribuables, nous les pouvoirs publics, nous payons 600 000 euros par mois de loyer. On s'achemine donc vers un coût d'entretien de 10 millions en plus d'une année qui vont être purement et simplement jetés par la fenêtre. C'est un cas magnifique de gaspillage d'argent public. Notre collaborateur, Julien Lemoine, qui était hier dans les murs de ce qui est toujours l'ancien palais de justice de la ville de Namur, peut témoigner que le monde judiciaire est à bout de souffle. Ils sont dix dans des bureaux de 25 m². Leurs archives traînent dans les couloirs. Pour le troisième pilier de pouvoir de notre démocratie, un pilier qui doit protéger et soutenir nos concitoyens, c'est grave.

Monsieur le ministre, mes questions sont simples. Allez-vous présenter vos plus plates excuses au monde judiciaire namurois et à nos concitoyens pour ces erreurs impardonnables et ce gaspillage d'argent public? Allez-vous dès aujourd'hui accélérer la commande de nouveaux meubles ou accéder à la demande du personnel de transférer leurs meubles actuels vers leurs nouveaux bureaux, tout en sachant que cela mettra aussi sur pause certains dossiers en cours?

Je crois que la justice demande des explications rapides, monsieur le ministre.

11.02 Paul Van Tigchelt, ministre: Monsieur De Smet, je comprends l'impatience des magistrats namurois de déménager parce qu'ils travaillent aujourd'hui souvent dans des conditions pénibles. La remise du bâtiment...

La présidente: Chers collègues, il y a beaucoup trop de bruit. Pour ceux qui souhaitent discuter, il y a des couloirs à l'extérieur de l'hémicycle. J'aimerais que l'on puisse entendre ceux qui s'expriment ici devant ce Parlement.

Monsieur le ministre, vous avez la parole.

11.03 Paul Van Tigchelt, ministre: La remise du bâtiment du palais de justice à Namur à la Régie des Bâtiments a eu lieu hier. À présent, le SPF Justice peut s'occuper du déménagement. Le mobilier, pour une valeur de 1 750 000 euros, a été commandé entre-temps. Le déménagement se déroulera en plusieurs phases et débutera à la fin 2024. La période précédant le début du déménagement est nécessaire pour permettre les livraisons et les travaux mais aussi pour permettre de tester de manière approfondie le bâtiment ainsi que les installations techniques et d'effectuer les ajustements nécessaires, étant donné que le palais de justice de Namur sera entièrement équipé de la nouvelle technologie de téléphones *Voice over IP*. Tout cela prend un certain temps.

À ce propos, je fais référence au palais de justice situé Britselei à Anvers, que je connais bien, dont l'inauguration a eu lieu en juin 2023 et dont le déménagement effectif commencera en mai 2024. Cela prend effectivement du temps.

11.04 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, j'entends vos réponses, mais ce sont des choses qui se prévoient. Il est quand même difficile pour le contribuable d'entendre qu'il faut plusieurs mois – voire un an – entre le moment où on prend réception des clés d'un bâtiment, qu'il faut pouvoir tester, et le moment où les fonctionnaires peuvent s'installer dans leurs locaux. Excusez-moi, mais votre explication ne convainc pas grand monde!

Ce que je vois, c'est qu'on passe notre vie à réclamer un refinancement de la justice et que la Vivaldi a, je l'admets, quelque peu compensé les erreurs du gouvernement MR-N-VA en réinjectant des fonds, mais je vois aussi que nous allons payer à partir d'aujourd'hui 600 000 euros par mois pour des bâtiments qui vont rester vides! Je crois que ces 10 millions d'euros auraient pu être utilisés cette année à bien d'autres fins, en ce compris dans le secteur de la justice, si on avait été un peu plus prévisionnels. Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de Denis Ducarme à Paul Van Tigchelt (VPM Justice et Mer du Nord) sur "Les poursuites systématiques des consommateurs dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic" (55004289P)

12 Vraag van Denis Ducarme aan Paul Van Tigchelt (VEM Justitie en Noordzee) over "De stelselmatige vervolging van druggebruikers in het kader van de war on drugs" (55004289P)

12.01 Denis Ducarme (MR): Monsieur le ministre, je vous pose naturellement cette question relative au narcotrafic dans le contexte bruxellois que nous connaissons – avec 35 fusillades depuis janvier de l'année dernière – et suite au Conseil national de sécurité auquel vous avez participé hier.

J'ai été un peu surpris à la lecture d'un document qui m'a été transmis par la police. Je vais vous demander de confirmer qu'en 2022, une circulaire bruxelloise a bien été adressée à nos forces de police, leur demandant de ne plus verbaliser et, par conséquent, de ne plus transmettre de procès-verbal au parquet pour les consommateurs de drogue contrôlés avec moins de 5 g de cocaïne ou d'héroïne, pour autant qu'il n'y ait aucun indice de vente. Cela m'a donc surpris. Peut-être allez-vous pouvoir nous confirmer cette information.

En tout cas, je considère que les consommateurs, s'ils sont victimes des narcotrafiquants, en sont aussi complices. En effet, peut-on laisser ainsi des consommateurs tranquilles, alors que 5 g équivalent à plus de 10 prises de cocaïne – soit une consommation assez élevée? Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que si nous voulons livrer une guerre aux narcotrafiquants, il est nécessaire de ne pas laisser non plus en paix les consommateurs?

12.02 Paul Van Tigchelt, ministre: Bonne question, collègue Ducarme. Vous savez que nous nous attaquons très vigoureusement à la criminalité liée à la drogue dans notre pays. Sur plus de 12 000 détenus, 4 800 le sont pour des faits de drogue. Je suis conscient qu'il reste encore beaucoup à faire, surtout à Bruxelles. La lutte contre la mafia de la drogue n'est pas uniquement une question d'offre mais aussi de demande. Les personnes qui pensent que la consommation de drogue est un passe-temps inoffensif doivent se rendre compte qu'elles remplissent les poches des criminels de la drogue qui sont responsables de beaucoup de violence et de misère dans notre pays.

Nous avons donc introduit le système de transaction immédiate pour la détention de drogue, avec des amendes qui peuvent aller jusqu'à 1 000 euros. Plus de 10 000 amendes ont déjà été infligées au cours de ces deux dernières années, mais pas encore à Bruxelles. Vous vous référez à juste titre à une circulaire locale de mai 2022. Depuis octobre de l'année précédente, nous avons renforcé le parquet de Bruxelles avec vingt juristes de parquet et huit magistrats. En conséquence, le parquet de Bruxelles, le procureur du Roi a décidé de reprendre à Bruxelles le projet de transaction immédiate dans son arrondissement. Pour les quartiers à problèmes spécifiques que sont la Porte de Hal et le Peterbos, le parquet s'est engagé à donner un suivi judiciaire aux contrôles de police qui s'intensifient actuellement.

Vous le voyez, collègue Ducarme, nous continuerons cette lutte sur tous les fronts, y compris à Bruxelles.

12.03 Denis Ducarme (MR): Je ne suis pas nécessairement toujours satisfait quand un ministre me répond mais ici, c'est le contraire. Je vous remercie pour cette réponse qui fait la démonstration de votre volonté de mener cette guerre contre la drogue et le narcotrafic sur tous les fronts et de ne pas laisser les consommateurs à Bruxelles impunis, dans le cadre de leur participation au trafic de drogue. C'est donc une excellente nouvelle que vous venez de nous donner, une meilleure nouvelle que celles qui sont ressorties, de notre point de vue, des mesures prises par le Conseil national de sécurité.

Au niveau du groupe MR, nous insistons, nous persistons. Nous estimons que la Défense nationale et l'armée peuvent aider à sécuriser Bruxelles. Pour cette raison, nous déposerons en commission de la Défense une proposition de résolution.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 Question de Sofie Merckx à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le prix du caddie pour les isolés" (55004279P)

13 Vraag van Sofie Merckx aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De prijs van de boodschappen voor alleenstaanden" (55004279P)

13.01 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Chers collègues, monsieur le ministre, nous avons encore vu hier M. De Croo et M. Magnette à la télévision dire à quel point le gouvernement Vivaldi avait fait un bon travail pour protéger le pouvoir d'achat. Franchement, dans quelle bulle vivez-vous, vous les ministres, pour dire une chose pareille?

Regardons, par exemple, le prix des courses. Pour un caddie qu'on payait 100 euros il y a deux ans, on paie aujourd'hui 125 euros. Le prix de l'huile d'olive a augmenté de 30 %, celui du beurre de 40 % et celui du pain de 23 %.

J'ai reçu le témoignage d'une femme isolée qui m'a dit: "Vous ne mangez plus ce que vous aimez, mais vous mangez ce que vous savez vous payer." Ça, c'est la Belgique en 2024!

Et vous, en tant que ministre de l'Économie, qui êtes responsable des prix, qu'avez-vous finalement fait face à cette situation? Vous avez commandé des études. Vous avez observé. En gros, vous n'avez rien fait pour bloquer les prix.

Par contre, en tant que ministre de l'Économie, si vous n'avez pas bloqué les prix, vous avez bloqué les salaires, à deux reprises même. Ça, vous savez le faire! Pour bloquer les salaires, vous avez trouvé votre stylo et vous avez signé à deux reprises l'arrêté royal.

Monsieur le ministre, ce que nous attendons de vous, ce n'est pas d'observer les prix, mais c'est de faire en sorte que les prix baissent réellement pour les consommateurs. Que ce soit pour les grandes familles ou que ce soit pour les personnes isolées, qui subissent une double peine. Non seulement elles doivent payer le loyer et l'électricité toutes seules, mais aussi les courses. Pour elles, les prix ont augmenté davantage.

En Espagne, le gouvernement a pris des mesures en décidant de fixer la TVA à 0 % sur les aliments.

Monsieur le ministre, ma question est très concrète. Qu'allez-vous faire pour baisser le prix des courses?

13.02 Pierre-Yves Dermagne, ministre: Madame la députée, tout d'abord, je voudrais vous dire que je ne vis pas dans une bulle. J'ai les pieds sur terre, avec la tête dans les étoiles, mais je ne vis pas dans une bulle! Je ne viens pas d'un milieu particulièrement privilégié, j'ai des amis et des proches qui ne font pas de politique, qui ne vivent pas dans ce monde et qui ne sont pas engagés dans ce monde, des gens normaux, comme vous et moi. Vous parlez de bulle. À nouveau, je vous le dis, je ne vis pas dans une bulle. Et la bulle, c'est plutôt vous, désolé de vous le dire! Quand on voit le résultat des actions politiques du PTB ces dernières décennies, ce n'est pas grand-chose, c'est même quasiment rien.

Alors oui, les prix ont augmenté, nous le savons toutes et tous. Nous avons connu une période de forte inflation, avec un taux d'inflation à plus de deux chiffres. Qu'avons-nous fait, qu'a fait ce gouvernement pendant cette période de crise? Nous avons maintenu l'indexation automatique des salaires et des allocations. Cela paraît simple aujourd'hui mais, tous les jours pendant la crise, du lundi au dimanche, il y avait des expressions des partis de droite, des expressions des fédérations patronales, qui prédisaient un tsunami de faillites et l'effondrement de notre économie à cause de l'indexation automatique des salaires. Et nous avons tenu bon! Nous avons garanti ce acquis social absolument essentiel pour assurer et sauvegarder le pouvoir d'achat de la population.

Nous avons également mis en place des mécanismes de soutien spécifiques, que ce soit en matière d'énergie ou de soutien au pouvoir d'achat de manière plus générale.

Puis, effectivement, j'ai commandité une série d'études de façon à pouvoir objectiver les choses. Et vous n'ignorez pas que ces études ont établi que certains prix dans nos supermarchés sont plus élevés qu'à l'étranger, mais ce n'est pas le cas de tous les produits.

Nous avons notamment chez nous des produits alimentaires non transformés qui sont moins chers que chez nos voisins ainsi que des produits de marques distributeurs. Il faut donc encourager les consommateurs à privilégier ces produits et faire en sorte que les marges des entreprises de la grande distribution baissent pour enfin redonner du pouvoir d'achat à l'ensemble de la population. Nous devons également lutter contre la restriction territoriale de l'offre, un phénomène qui touche particulièrement la Belgique, et en tant que président tournant de l'Union européenne, nous avons inscrit cet élément en haut de l'agenda politique européen.

13.03 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je suis vraiment abasourdie. Vous dites que c'est le consommateur qui doit agir pour faire en sorte que les prix baissent. Vous me dites, en plus, que vous ne vivez pas dans une bulle. Mais pourquoi n'avez-vous pas fait en sorte, alors, de bloquer les prix, et n'avez-vous pas fait comme en Espagne où ils ont décidé de supprimer la TVA sur les aliments? Ça, c'est possible. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait, monsieur le ministre? Il faut bien vivre dans une bulle pour ne pas le faire!

13.04 Pierre-Yves Dermagne, ministre: (...)

13.05 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Je ne pense pas que vous avez le droit de reprendre la parole, monsieur le ministre!

Le vrai problème avec le PS, c'est le gouffre entre les paroles que l'on entend aujourd'hui et le reste. Ce sont les élections. On nous promet tout. Mais les gens se demandent ce que ces paroles deviendront au lendemain du 9 juin. En tout cas, ils peuvent compter sur le PTB qui va se battre afin que les salaires partent à la hausse. (*Tumulte*)

La **présidente**: Chers collègues, puis-je vous demander un peu de calme?

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

14 Question de Gilles Vanden Burre à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "La pénurie de distributeurs Batopin à Bruxelles" (55004292P)

14 Vraag van Gilles Vanden Burre aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het tekort aan Batopinautomaten in Brussel" (55004292P)

14.01 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): Monsieur le vice-premier ministre, je vais essayer de garder l'ambiance au même niveau avec une question importante. L'accès à l'argent liquide est un droit et doit le rester. On sait aussi depuis de nombreuses années que les banques ferment leurs agences et donc leurs distributeurs de cash où nos concitoyens peuvent se servir. Pour nous, la grande inquiétude, c'est de créer, avec ce mouvement, des citoyens de seconde zone, des communes de seconde zone, des commerçants de seconde zone qui n'auraient plus accès à ce service qui, pour nous, devrait être un service sociétal à valeur publique positive. Aujourd'hui, c'est de moins en moins le cas. C'est sur cette base qu'a été créé le projet Batopin pour améliorer l'accès à l'argent liquide.

Force est de constater, un an après la signature du protocole Batopin entre le gouvernement et Febelfin, le secteur des banques, qu'on en est loin. Il n'y a pas une semaine sans qu'une commune ou une association de citoyens ne se plaigne du manque d'accès au cash. À Bruxelles en particulier, est sortie cette semaine une étude de hub.brussels qui montre qu'on est vraiment en déficit important. Rien que pour la commune de Forest, une belle commune de la Région bruxelloise, on dénombre un distributeur pour 28 852 personnes! C'est inacceptable! C'est impensable dans notre société! On parle de plus de 87 distributeurs qui manquent uniquement en Région bruxelloise. Vraiment, pour nous – et j'espère que pour vous aussi – cette situation est inacceptable.

Monsieur le vice-premier ministre, que comptez-vous faire par rapport au protocole? Vous êtes en contact avec Batopin. Comptez-vous lui forcer la main pour changer cette situation? Comptez-vous partager l'étude de la Banque nationale qui montre commune par commune le benchmark et la répartition des distributeurs?

14.02 Pierre-Yves Dermagne, ministre: Monsieur le député, merci pour votre question sur un sujet que nous avons déjà eu l'occasion d'aborder et de traiter à de nombreuses reprises. Comme vous, j'ai bien pris connaissance de l'étude de hub.brussels sur les distributeurs bancaires, notamment via la presse. Sachez que la Banque nationale a transmis toutes les données demandées par cette institution pour que cette étude puisse être réalisée.

La diminution du nombre de distributeurs de cash est une tendance structurelle liée à la réduction de son utilisation, à laquelle nous faisons face depuis plusieurs années. Cette tendance s'est notamment accélérée pendant la pandémie de covid-19.

Nous nous sommes attaqués à cette problématique, tout d'abord en obligeant les commerçants à accepter l'argent liquide, pour mieux protéger les publics les plus précaires, mais aussi ceux qui font le choix de continuer à payer en cash.

Nous avons aussi encadré la volonté des quatre grandes banques de ce pays via un protocole négocié et signé avec le secteur bancaire. L'accord qui a été conclu avec le secteur améliore la situation qui aurait prévalu en l'absence d'accord. Nous avons été amenés à forcer Batopin et les banques qui composent ce consortium à revoir leurs plans initiaux. Mais je ne suis pas sourd et j'entends les critiques régulières à propos du manque de distributeurs bancaires. Cet accord n'est certainement pas parfait, mais il a le mérite d'exister et d'amener de nombreux distributeurs bancaires qui, sinon, n'auraient jamais été installés.

Face à la problématique de la suppression des distributeurs bancaires, j'ai activé tous les leviers à ma disposition. Il n'y a cependant pas eu, au sein du gouvernement, de volonté d'avancer avec un projet législatif en la matière. C'était pourtant un des éléments que j'avais mis sur la table du gouvernement. Il appartiendra donc au prochain gouvernement de décider d'avancer ou non dans cette voie, notamment sur la base de l'évaluation de la mise en œuvre du protocole que nous avons signé avec le secteur.

Il existe aussi d'autres leviers, dont ceux des Régions et des communes, qui peuvent agir en matière de fiscalité et de permis d'urbanisme. Toutefois, jusqu'à présent, je n'ai rien vu venir de ce côté-là.

14.03 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): Merci, monsieur le vice-premier ministre. Effectivement, nous savons que l'utilisation du cash diminue dans la société. Il n'empêche, le droit à avoir accès à de l'argent liquide reste pour nous fondamental, quel que soit le lieu où on habite – c'est là que se situe principalement l'enjeu –, que ce soit dans les grandes villes, où certaines communes connaissent un vrai problème, ou dans des zones non urbaines. C'est pour nous une question de droit et d'éviter d'avoir des citoyens de deuxième zone.

Pour nous, il est important de pouvoir discuter en toute transparence des données compilées par la Banque nationale commune par commune parce que la communication de Batopin pourrait clairement être meilleure en termes de transparence. C'était la première chose. La deuxième, c'est que si la situation ne s'améliore pas – et elle est actuellement inacceptable –, il faudra alors passer par une modification de la loi pour forcer Batopin à installer un nombre sérieux et juste de distributeurs dans notre pays.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Question de Chanelle Bonaventure à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "L'augmentation du salaire minimum" (55004294P)

15 Vraag van Chanelle Bonaventure aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De verhoging van het minimumloon" (55004294P)

15.01 Chanelle Bonaventure (PS): Monsieur le ministre, lundi prochain, le 1^{er} avril, le salaire minimum passera la barre des 2 000 euros par mois. Pour tous ces travailleurs et travailleuses qui doivent jongler entre les factures, les soins, le loyer et le prix du caddie, c'est quand même une belle nouvelle. Il y a bientôt deux ans, les partenaires sociaux atterrissaient sur un accord historique. Ce salaire minimum qui n'avait plus bougé depuis 2008 allait enfin augmenter. Ce salaire minimum qui avait complètement décroché du salaire médian et qui stagnait à moins de 10 euros de l'heure. Après une première augmentation en avril 2022, avec les indexations automatiques que vous aviez garanties depuis le premier jour de ce gouvernement, il avait déjà atteint les 1 995 euros alors qu'il était à peine à plus de 1 600 euros en mars 2022.

Lundi, ce salaire minimum aura donc augmenté de plus de 400 euros en deux ans. C'est une bouffée d'oxygène pour tous ces travailleurs qui galèrent au quotidien. Certes, 2 030 euros, ce n'est pas le grand luxe, mais 400 euros de plus par mois, c'est quand même une sacrée différence, surtout face aux prix qui grimpent.

Il n'y a pas de raison de s'arrêter en si bon chemin. Nous avons une nouvelle directive européenne sur le salaire minimum, qui nous fixe un objectif clair: 60 % du salaire médian. En Belgique, c'est 2 800 euros par mois, et c'est le cap pour la suite.

Monsieur le ministre, une dernière augmentation est encore prévue pour 2026. Pourriez-vous nous en dire plus?

15.02 Pierre-Yves Dermagne, ministre: Merci, madame Bonaventure, pour votre question, qui me permet de revenir sur une des avancées majeures de ce gouvernement et de cette législature, à savoir l'augmentation régulière du salaire minimum, chose qui n'était plus arrivée depuis plus de douze ans maintenant.

Pendant la crise covid, on a vu les emplois et les métiers essentiels avoir comme corollaire d'être souvent mal rémunérés, avec des conditions de travail difficiles, très souvent payés au salaire minimum. Il était essentiel pour moi de sortir de cette crise avec plus qu'un message pour ces travailleurs, à savoir un juste retour de l'effort fourni ces dernières années. C'est la raison pour laquelle nous avons effectivement fait en sorte que, malgré la loi de 1996 et le cadre de l'accord de gouvernement, nous puissions avancer de manière historique pour enfin augmenter ce salaire minimum.

Ce salaire minimum aura augmenté deux fois pendant cette législature. Vous l'avez rappelé, il augmentera encore le 1^{er} avril 2026. Avant la formation du gouvernement Vivaldi, le salaire minimum était de 1 626 euros bruts par mois, soit moins de 10 euros bruts de l'heure. À la suite des deux augmentations et grâce à l'indexation automatique des salaires, il sera de 2 030 euros bruts par mois, soit près de 12,5 euros de l'heure. Sous cette législature, le salaire minimum aura donc augmenté de 444 euros par mois; en net, une augmentation de quelque 400 euros par mois. Il faut y ajouter la hausse du bonus à l'emploi, qui constitue une avancée fondamentale pour plus de 500 000 travailleurs en Belgique.

Bien entendu, le combat n'est pas terminé. Je suis convaincu qu'il faut continuer à augmenter les salaires. Il faudra donc permettre des hausses salariales sous la prochaine législature. Et il faudra également faire en sorte que le salaire minimum continue de croître. *(Applaudissements sur les bancs PS)*

La **présidente**: Merci, monsieur le ministre, en particulier pour votre respect du temps de parole.

15.03 Chanelle Bonaventure (PS): Monsieur le ministre, il y a ceux qui parlent et qui s'agitent. Et puis, il y a ceux qui agissent.

Je suis fière d'être socialiste et de me battre pour que les travailleurs gagnent dignement leur vie. Vous aussi, vous vous êtes battu dans ce gouvernement pour maintenir ce cap: l'indexation des salaires, l'augmentation du salaire minimum, mais aussi des allocations les plus basses, puisque les accidents de la vie surviennent aussi.

Les pièges à l'emploi, qui sont brandis par la droite, je sais comment les déjouer: un salaire minimum à 2 800 euros par mois, voilà ce qui rend le travail attrayant! Travailler sans devoir calculer chaque dépense. Pour moi socialiste, la fin du mois ne doit pas exister; ni le 15, ni le 20, ni le 31 du mois. On doit vivre, et là voilà, la vraie valeur du travail!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 Question de André Flahaut à Ludivine Dedonder (Défense) sur "La situation dans l'Est de la République démocratique du Congo" (55004284P)

16 Vraag van André Flahaut aan Ludivine Dedonder (Defensie) over "De toestand in Oost-Congo" (55004284P)

16.01 André Flahaut (PS): Madame la ministre, on a parlé de l'Ukraine et Mme Van Hoof a parlé de Gaza. Moi, je voudrais parler aujourd'hui de la situation préoccupante dans l'Est du Congo, comme le montrent les images diffusées au quotidien.

Madame la ministre, je crois qu'on a déjà fait beaucoup de choses. Vous avez envoyé sur place un A400M avec des moyens. Pourrions-nous continuer comme cela en intégrant, par exemple, le mécanisme B-FAST? Je tiens beaucoup à ce mécanisme puisqu'on en a été à la base et parce qu'il permet d'intégrer des associations multiples dans notre pays qui récoltent de l'aide pour cette population en détresse.

En ce qui concerne l'Est du Congo, il faudrait peut-être être aussi volontariste que ce qu'on l'est pour l'Ukraine. Il est clair que nous ne prononçons pas le mot "sanction" à l'égard du Rwanda par rapport à ce qui se passe là-bas. Et pourtant notre pays a fait sortir les rapports accablants sur la politique suivie par le Rwanda.

On devrait être plus déterminé à faire en sorte qu'on condamne aussi la Commission européenne qui passe des accords de coopération pour l'exploitation des minerais, alors que ceux-ci sont au Congo et sont exploités au Rwanda pour être, comme le disait le président Kagame, envoyés vers Bruxelles, Israël ou la Russie.

Il faudrait peut-être être assez sévère, puisque nous présidons l'Union européenne, vis-à-vis de la Pologne qui continue à envoyer des armes au Rwanda.

Madame la ministre, je sais que cela ne relève pas précisément de votre compétence mais, à travers vous, je veux interpeller le gouvernement ainsi que la ministre des Affaires étrangères qui se rendra au Rwanda et au Congo dans les prochains jours. Quel discours ce gouvernement va-t-il tenir pour être crédible et continuer à faire en sorte que nous soyons un partenaire sérieux et solide pour le Congo, pour cette population qui souffre et que nous pouvons continuer à aider, comme vous l'avez déjà fait?

16.02 Ludivine Dedonder, ministre: Madame la présidente, je vais évidemment répondre pour la partie qui me concerne directement.

Monsieur, je suis extrêmement touchée par la souffrance de la population congolaise. La situation humanitaire est dramatique et s'aggrave de jour en jour dans l'Est du Congo, notamment à Goma qui est encerclée par les forces armées rebelles du M23 et qui doit faire face à des difficultés d'approvisionnement, tout comme à un grand nombre de personnes déplacées. Il est évident que la Défense suit la situation de très près.

Dans des contextes de crises humanitaires, des organismes publics ou privés peuvent s'adresser à la Défense

afin de transporter des biens à caractère humanitaire vers une zone touchée. Lorsqu'il reste de la place à bord, ce matériel peut être embarqué dans des avions de la Défense qui effectuent par exemple des vols au profit de militaires à l'étranger.

Lorsque les vols opérationnels sont pleins ou que les destinations ne correspondent pas aux besoins humanitaires, des vols spécifiques peuvent être effectués. Pour ce faire, une enveloppe prévisionnelle d'environ quatre vols dits *Africa shuttle* a été coordonnée à ma demande avec l'état-major pour 2024, dans la continuité de 2023.

L'exécution de ces vols n'engendre pas de frais spécifiques pour la Défense, qui y trouve également des opportunités d'entraînement.

En 2023, près de 430 m³, soit plus de 82 tonnes de matériel humanitaire, ont pu être distribués par la Défense à la RDC. La Défense continue d'entretenir des contacts permanents avec les organisations humanitaires afin d'optimiser ces vols.

Cette année, deux vols humanitaires ont déjà eu lieu, en février et ce mois-ci, notamment dans le contexte des récentes inondations du fleuve Congo. Un troisième vol est d'ores et déjà prévu pour début avril.

Plus largement, nous avons relancé une coopération avec la RDC, qui avait été stoppée sous la précédente législature; une coopération que nous voulons intensifier au travers de l'approche 3D.

Au-delà de la nécessité d'une implication de la communauté internationale dans l'Est du Congo, il est urgent d'œuvrer à une désescalade de la violence et à un retour au dialogue politique. Aucune solution viable et durable au service des populations locales n'advient de la confrontation des armes qui prévaut actuellement.

16.03 André Flahaut (PS): Merci, madame la ministre, je salue votre volontarisme et j'espère que nous pourrions poursuivre dans cette direction, notamment avec l'équipe B-FAST. Je sais que vous vous rendrez aussi au Rwanda, et je pense que nous devons effectivement marquer notre solidarité à l'égard des événements qui se sont produits en 1994. Il faut être clairs et fermes à l'égard du Rwanda, car cela ne peut pas continuer. Nous ne pouvons pas avoir deux applications ou deux appréciations du droit international.

Nous devons être sévères à l'égard de la Russie, être sévères à l'égard d'Israël et être aussi sévères à l'égard du Rwanda, en n'ayant pas peur de prendre nos responsabilités ou le *lead* au niveau européen quant à ce qui se passe dans l'Est de la République démocratique du Congo. Dans le cas contraire, je crois que la situation va se détériorer et deviendra irréversible, mais nous aurons prévenu. Tout comme nous avons prévenu en 1994 de l'arrivée d'un génocide, ici aussi, nous sommes à la veille d'un génocide.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

17 Vraag van Vicky Reynaert aan Caroline Gennez (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "De strijd tegen dakloosheid en de rol van de Housing First-initiatieven" (55004275P)

17 Question de Vicky Reynaert à Caroline Gennez (Coopération au développement et Grandes Villes) sur "La lutte contre le sans-abrisme et le rôle des initiatives Housing First" (55004275P)

17.01 Vicky Reynaert (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, waar slaap ik vanavond, die vraag moeten bijna 40.000 mensen in België, een heel voetbalstadion vol, zich elke dag stellen. Daar hoeft niemand verbaasd over te zijn. Alleen al in Vlaanderen staan immers meer dan 170.000 mensen op een wachtlijst voor een sociale woning. Ook ik zie in mijn thuisgemeente Beernem mensen die dakloos worden. Het gaat allang niet meer over buitenbeentjes, over mensen die altijd al in de problemen hebben gezeten. Neen, het gaat om mensen die hun job verliezen, een scheiding meemaken of ziek worden. Iedereen heeft een eigen verhaal. Bovendien gaat het in meer dan een kwart van de gevallen om kinderen.

Een sterke overheid staat klaar voor die kinderen, maar helaas zien we een Vlaamse regering die niet doet wat nodig is. Ik zie daklozen die elke dag op zoek zijn naar een betaalbare woning. We vangen hen immers op in onze noodwoning. Ook al hebben ze recht op een sociale woning, ze worden geconfronteerd met een

eindeloze wachtlijst en er werden er de afgelopen jaren nauwelijks bij gebouwd.

Mevrouw de minister, niet kunnen wonen, betekent vaak ook niet kunnen werken. Voor jonge mensen is dat nog schrijnender, want niet kunnen werken betekent ook dat zij hun leven niet kunnen aanvatten. De rol die de federale overheid in die crisis kan spelen, is bescheiden. U zet in op Housing First en biedt jonge mensen een dak boven het hoofd, zodat zij stabiliteit krijgen, kunnen werken en hun leven starten.

Kunt u, gelet op de cijfers, uw aanpak toelichten en uiteenzetten welke maatregelen u nog zult nemen?

17.02 Minister **Caroline Gennez**: Mevrouw Reynaert, dank voor uw zeer prangende vraag. De regering heeft inderdaad 10 miljoen euro geïnvesteerd in Housing First in steden over heel België, zeer specifiek voor de kwetsbaarste jongeren onder de 25 jaar. Dat de Koning Boudewijnstichting eerder deze week 45.000 daklozen telde, zou een wake-upcall moeten zijn. Het huidige woonbeleid faalt. Als we een complex en hardnekkig probleem als dak- en thuisloosheid willen aanpakken, dan moet het roer radicaal om. Housing First is geniaal eenvoudig. Het idee is dat dak- en thuislozen eerst en vooral een dak boven hun hoofd nodig hebben. Het werkt, aangezien 90 % van de van straat gehaalde mensen twee jaar later nog steeds in een huis woont. In de traditionele welzijnsgerichte aanpak daarentegen is dat slechts 50 %.

Housing First leidt bovendien tot minder ziekenhuisopnames, minder psychiatrie, minder druggebruik en dus minder noodzakelijke politietusschenkomsten. Housing First kost 18 euro per nacht. De traditionele noodopvang kost 55 euro. Het is dus ook nog gewoon slim investeren. De 10 miljoen euro investeringen van vandaag betekenen mijns inziens, een stap in de goede richting, maar blijven een druppel op een hete plaat, mevrouw Reynaert. We hebben al woningen in Antwerpen, Luik, Kortrijk en Turnhout aangekocht. Vele aankopen zijn bijna rond.

Om dakloosheid echter volledig uit te bannen, wat mijn ambitie is, moeten we Housing First op veel grotere schaal toepassen. Het moet structureel gebeuren vooral in het woonbeleid van de regio's Vlaanderen, Wallonië en Brussel. Collega's, in een land als België zou niemand zich mogen afvragen waar hij of zij de nacht zal doorbrengen. Dat is nu helaas wel het geval voor te veel landgenoten, waaronder ook duizenden jongeren en kinderen. Het hoeft niet uitzichtloos te zijn. Er is een oplossing die werkt, die mensen van straat haalt, die hen helpt hun levens weer op de rails te krijgen en die betaalbaar is, namelijk Housing First. Waar wachten we op federaal vlak dus op en waar wachten de regionale regeringen op?

17.03 **Vicky Reynaert** (Vooruit): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Wie op straat moet slapen, heeft geen thuis. Wie in de nachtopvang terecht komt, heeft geen thuis. Wie op de zetel van iemand anders moet slapen, heeft geen thuis. De nood aan een beleid inzake sociaal wonen is op Vlaams niveau gigantisch.

Ondertussen doet Vooruit zijn werk op het federale niveau. Iedere persoon die wel een veilige thuis en de juiste ondersteuning krijgt, kan een stap vooruit zetten in zijn of haar leven.

Dat is het resultaat van een sterke overheid. Dat is waar Vooruit voor staat. Dat is ook waar socialisten het verschil maken. Het is hoog tijd dat Vlaanderen hetzelfde doet.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

18 **Vraag van Wouter Vermeersch aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De ontsporende financiën" (55004281P)**

18 **Question de Wouter Vermeersch à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Le dérapage des finances" (55004281P)**

18.01 **Wouter Vermeersch** (VB): Mevrouw de staatssecretaris, mijn vraag is gericht aan de premier. Ik reken erop dat u die overmaakt. We hebben namelijk het debat al uitgeput in de commissie deze week.

Uw regering heeft haar paasrapport gekregen en dat staat vol bloedrode cijfers. Laat mij de verschillende vakken waar een regering voor moet slagen eens overlopen. Financiën, daarvoor hebt u een dikke buis. Het tekort in dit land groeit in de komende jaren uit tot maar liefst 45 miljard euro. Dat is de verpletterende erfenis die u en uw regering nalaten voor de toekomstige generaties. Koopkracht, ook daarvoor hebt u een dikke buis.

Vandaag kunnen we in de pers lezen dat de prijsstijgingen, de inflatie in dit land, aanhoudend hoog blijven. Eerder konden we al lezen dat de voedselprijzen vorig jaar sterker gestegen zijn dan in de buurlanden. Sterker nog, onze winkelkar is op twee jaar tijd 29 % duurder geworden. Dat is bijna een derde erbij. Iedere gewone Vlaming heeft ondertussen ongetwijfeld gemerkt dat de diesel- en benzineprijzen opnieuw naar recordniveaus stijgen. Er is echter geen ruimte meer, zeker na de doortocht van uw regering, om die koopkrachtproblemen aan te pakken.

Wat moet er namelijk gebeuren om de financiën op orde te krijgen en ruimte te creëren om onze koopkracht te versterken? Dat is hervormen. Neem nu de fiscale hervorming. Die is in uw regering volledig mislukt, maar wel perfect financieel binnen Vlaanderen, waar er een werkzaamheidsgraad van bijna 80 % is, in tegenstelling tot in Wallonië en Brussel. Een arbeidsmarkthervorming is wel mogelijk als er homogene bevoegdheden zijn in Vlaanderen. Er is momenteel bijvoorbeeld een politieke meerderheid in Vlaanderen voor een beperking van de werkloosheid in de tijd, mits een sociale correctie. Daarvoor is er echter geen meerderheid in dit federale Parlement.

Moeten wij dan niet tot de conclusie komen dat het land onhervormbaar en België onhoudbaar geworden is, maar vooral dat het onaanvaardbaar geworden is dat de koopkracht van de Vlamingen op dit politieke niveau gegijzeld wordt?

18.02 Staatssecretaris **Alexia Bertrand**: Mijnheer Vermeersch, ik start met de begroting en de overheidsfinanciën, want u verwees naar het rapport van het Monitoringcomité, dat ik ook aandachtig heb geanalyseerd. Ik neem daaruit twee boodschappen mee.

De eerste boodschap gaat over 2024 en de inspanning van bijna 5 miljard euro die de regering heeft geleverd. Het rapport van het Monitoringcomité – dat zal u geen plezier doen, mijnheer Vermeersch – zegt daarover dat wij *on track* zijn. Dat is de werkelijkheid. Het tekort voor 2024 wordt geraamd op 2,9 % voor entiteit I. Dat is zelfs beter dan wat wij in ons stabiliteitsprogramma hadden geschreven. Wij zijn dus perfect in lijn met onze eerdere inschattingen en de engagementen ten aanzien van Europa. Op dat vlak ben ik dus tevreden dat onze inspanning loont.

De tweede boodschap – dat punt maakte u ook – gaat over de periode 2025 tot 2029. Daarover geeft het Monitoringcomité een waarschuwing die ik ook al eerder gaf: de begroting zal een absolute uitdaging zijn in de volgende legislatuur. Zonder maatregelen – bij ongewijzigd beleid – zal het tekort van alle overheden samen tegen 2029 oplopen tot 44,8 miljard euro of 6,3 % van het bbp. Het Federaal Planbureau is wel optimistischer, maar dat zijn de cijfers van het Monitoringcomité.

Ik hoop dat alle partijen die boodschap goed vatten. De begroting zal terecht een van de thema's van de campagne zijn. U had het over de hervormingen die er moeten komen inzake de arbeidsmarkt, de fiscaliteit, de gezondheidszorg en de pensioenen. Ja, dat zal het thema van de campagne zijn. Ik hoop – dat is een oproep aan alle partijen – dat iedereen zo snel mogelijk klaarheid zal scheppen over de begrotingsplannen. Open Vld heeft dat in ieder geval al gedaan.

18.03 **Wouter Vermeersch** (VB): Mevrouw de staatssecretaris, u hebt niet geantwoord op mijn vragen en de premier al helemaal niet. Als een volleerd ontsnappingskunstenaar doet de premier er alles aan om niet op onze politieke vragen te moeten antwoorden.

Dit land is op. De kas is leeg. Het politieke systeem in dit Parlement is vastgeroest en geblokkeerd. Tegelijkertijd is onze winkelkar nog steeds veel duurder dan die in onze buurlanden, stijgen de prijzen aan de pomp naar nieuwe records en blijft de rente op spaarboekjes belachelijk laag.

In België is er geen ruimte en mogelijkheid meer voor een oplossing, maar wel in Vlaanderen, want meer Vlaanderen betekent minder belastingen. Meer Vlaanderen betekent dus eindelijk ook meer koopkracht. Het is in het Vlaams belang, in het belang van de Vlamingen om daar in juni eindelijk werk van te maken. Wij maken daar een breekpunt van.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

La **présidente**: Merci beaucoup. Ceci clôture l'heure des questions orales.

19 Procédure de nomination du nouveau greffier de la Chambre
19 Benoemingsprocedure voor de nieuwe griffier van de Kamer

Le greffier de la Chambre a demandé à pouvoir cesser l'exercice de ses fonctions le 1er novembre 2024.
De griffier van de Kamer heeft gevraagd om op 1 november 2024 zijn ambt te mogen neerleggen.

Je vous propose d'accéder à sa demande.
Ik stel u voor met dit verzoek in te stemmen.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Conformément à l'avis du Bureau du 27 mars 2024, je vous propose de marquer notre accord sur la procédure de nomination du nouveau greffier, reprise ci-après:

- Les candidatures sont limitées aux membres du personnel de la Chambre titulaires d'un grade de directeur général/greffier adjoint, de directeur d'administration ou de (premier) conseiller de direction.
- Les conditions doivent être remplies à la date à laquelle la fonction sera vacante.
- Le Bureau de la Chambre se prononce au sujet de la recevabilité des candidatures.
- Les candidats seront interviewés le 5 avril 2024 par un jury composé de membres du Bureau.
- Le greffier est nommé par la séance plénière de la Chambre, sur présentation du Bureau.
- La présentation du Bureau sera communiquée aux candidats.
- Le vote pour cette nomination se fait conformément aux règles établies pour la nomination du Bureau (art. 168 Rgt).
- Le dossier sera disponible pour tous les membres avant la séance plénière.
- Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitæ complet et d'un texte de vision doivent parvenir au plus tard le 4 avril 2024 à 12 h 00 à M. Jan Deltour, greffier.
- Les décisions prises par l'assemblée plénière sont portées à la connaissance des candidats.

Overeenkomstig het advies van het Bureau van 27 maart 2024, stel ik u voor in te stemmen met de volgende benoemingsprocedure voor de nieuwe griffier:

- De kandidatuurstelling wordt beperkt tot het personeel van de Kamer dat houder is van de graad van directeur-generaal/adjunct-griffier, van bestuursdirecteur of van (eerste) directieraad.
- De voorwaarden moeten vervuld zijn op de datum waarop de vacature ontstaat.
- Het Bureau van de Kamer spreekt zich uit over de ontvankelijkheid van de candidaturen.
- De kandidaten zullen op 5 april 2024 worden geïnterviewd door een jury samengesteld uit leden van het Bureau.
- De griffier wordt benoemd door de plenaire vergadering van de Kamer, op voordracht van het Bureau.
- De voordracht van het Bureau zal aan de kandidaten worden medegedeeld.
- De stemming voor deze benoeming heeft plaats overeenkomstig de regels die gelden voor de benoeming van het Bureau (art. 168 Rgt).
- Het dossier zal voor de plenaire vergadering voor alle leden beschikbaar zijn.
- De candidaturen, met compleet curriculum vitæ en visietekst, moeten uiterlijk op 4 april 2024 om 12.00 uur worden bezorgd aan de heer Jan Deltour, griffier.
- De door de plenaire vergadering genomen beslissingen worden medegedeeld aan de kandidaten.

Pas d'observation?
Geen bezwaar?

Motion d'ordre
Ordemotie

19.01 Sander Loones (N-VA): Mevrouw de voorzitter, wij hebben de opvolging van de griffier besproken gisteren in het Bureau. Ik wens nogmaals expliciet, namens heel mijn fractie, de griffier te danken voor zijn

engagement en inzet voor de Kamer.

Collega's, hetgeen voorligt, is zeer belangrijk. Wij moeten op zoek naar een nieuwe griffier. Het Kamerreglement stelt ook dat die aanstelling door het plenum van dit Huis moet gebeuren, ik verwijs naar artikel 168 van het Reglement. Verder wordt niet echt in detail bepaald hoe die aanstelling moet gebeuren. Die is nochtans heel belangrijk.

Hetgeen gisteren besproken werd in het Bureau, zoals mevrouw de voorzitter het net heeft gesteld, betreft een procedure met een zeer korte looptijd, die alleen opengesteld zou worden voor kandidaten van binnen de organisatie. Er wordt geen externe expertise ingewonnen om die jury bij te staan. Mevrouw de voorzitter, ik heb daarover twee vragen en zal ook een ordemotie indienen.

De eerste vraag is een formele vraag. In welke mate kunnen wij vandaag die kennisname doen, gelet op het feit dat het verslag van de vergadering van het Bureau nog niet bezorgd is aan de fracties en dus ook nog niet is goedgekeurd? Ik weet niet in welke mate uw kennisgeving formeel mogelijk is volgens de procedures van het Reglement. Kunt u daarover duidelijkheid scheppen?

Collega's, de tweede vraag is gericht aan u allemaal. Wij zullen een nieuwe griffier aanstellen. Wij hebben gezien in andere parlementen, zeker in het Waals Parlement, dat dit een bijzonder gevoelige kwestie kan zijn, die wij ook het best bijzonder serieus kunnen nemen. Het inzicht van onze fractie is om daarbij *best procedures* te hanteren die passen bij de 21ste eeuw en zoals die worden gevoerd in alle overheidsdiensten. Als daar topambtenaren worden benoemd, wordt er expertise gezocht, is er professionele begeleiding, wordt er voldoende tijd voor uitgetrokken. Hier wordt een procedure voorgesteld die niet aan die voorwaarden voldoet. Er wordt gewerkt met een *closed box*. Alleen de mensen die binnen de organisatie werken, kunnen kandideren. Wij zijn er oprecht van overtuigd dat er ook ruimer moet worden gekeken. Bijvoorbeeld, iemand die expertise zou hebben opgebouwd bij de griffie van de Senaat, kan volgens hetgeen hier voorligt niet kandideren. Dat lijkt ons geen goede zaak. Dat lijkt ons een kans missen om voldoende expertise te hebben.

Ten tweede, hier wordt voorgesteld dat kandidaten zich kandidaat moeten stellen tegen volgende donderdag 4 april 2024. Zij hebben amper een week tijd tijdens de paasvakantie. Dat lijkt ons geen redelijke timing. Wij zijn van mening dat daarvoor meer tijd ter beschikking moet worden gesteld.

Ten derde, er zou een jury worden aangesteld door de leden van het Bureau, wat een goede zaak is. Ook op dat punt vragen wij echter dat externe expertise ons begeleidt en dat wij bijvoorbeeld aan Selor vragen, niet om de procedure over te nemen, maar wel om het Bureau van de Kamer ter zake te begeleiden.

Mevrouw de voorzitter, daarom zou ik graag die punten als ordemotie aan u voorleggen, zodat de Kamer in haar totaliteit zich daarover kan uitspreken. Het is de bevoegdheid van de plenaire vergadering om de griffier aan te stellen en dus per definitie ook een uitspraak te doen over de aanstellingsprocedure.

Collega's, ik rond af. Wie de instelling een warm hart toedraagt, zorgt er vandaag voor dat dergelijke benoemingen zo open en transparant mogelijk gebeuren en dat ze zo professioneel mogelijk worden begeleid. Het is die bezorgdheid die ons tot de huidige ordemotie brengt, waarin wij de plenaire vergadering vragen zich in die zin over dat gegeven uit te spreken.

Mevrouw de voorzitter, het zal natuurlijk aan u zijn om over de ontvankelijkheid en het verdere verloop van de ordemotie te oordelen. Niettemin meen ik dat het belang van het thema de aandacht van de plenaire vergadering waard is.

De **voorzitter**: Ik dank u, mijnheer Loones. We zullen de ontvankelijkheid van uw ordemotie nakijken.

Projets de loi et propositions

Wetsontwerpen en voorstellen

20 **Projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024 (3801/1-4)**

20 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024 (3801/1-4)**

Discussion générale ***Algemene bespreking***

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

M. Bayet, rapporteur, renvoie au rapport écrit.

20.01 **Sander Loones** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, collega's, het voorliggende wetsontwerp is een technische kwestie. In de begroting is een technische lacune geslopen die door de staatssecretaris is opgemerkt en terecht wordt rechtgezet. De commissie voor Landsverdediging heeft zich daarover ook uitgesproken. Het is goed dat dit wordt rechtgezet, daar hebben wij geen enkel bezwaar tegen, integendeel.

Wel wil ik het woord nemen omdat we bij dezen spreken over de begroting. Begrotingsdebatten bieden een enorme opportuniteit om na te gaan of alles wel effectief op punt staat. Dat is voor veel zaken niet het geval, ook voor een kwestie die ons allen aanbelangt, namelijk de partijfinanciering. Daarom hebben wij een amendement ingediend op deze begroting. Technisch is dat mogelijk.

Waarover gaat ons amendement precies? Al vier of vijf jaar vraagt onze fractieleider Peter De Roover om stevig te knippen in de partijfinanciering. Iedereen geeft ons daarin gelijk. Alle fracties zeggen dat we moeten besparen op de partijfinanciering. Als puntje bij paaltje komt, gebeurt er echter niets, want de oppositiepartijen steunen zulke voorstellen, maar de meerderheid niet. Het absolute dieptepunt hebben we enkele weken geleden gezien in de commissie voor Grondwet, waar dit op de agenda stond, maar waar de meerderheid zelfs niet is komen opdagen. Daardoor hebben we daarover niet eens kunnen debatteren, de stemming kon uiteraard niet plaatsvinden. In zekere zin is dat een vorm van parlementaire sabotage, die ik betreurt.

Gelukkig hebben we deze plenaire vergadering. Er is altijd een mogelijkheid tot herkansing. Die kans geven wij jullie vandaag zeer graag. Het moment is aangebroken om kleur te bekennen, om te stemmen, want u krijgt allemaal individueel de kans om te stemmen over ons amendement, om serieus te knippen in de partijfinanciering. Daarmee kunnen wij al onze kiezers het signaal geven dat de politiek ook op zichzelf kan besparen, en nog geen klein beetje, want met ons voorstel wordt ongeveer 6,5 miljoen euro bespaard op de partijfinanciering, dankzij een technisch goed amendement van collega Wim Van der Donckt. Een vergelijkbare regeling is overigens al ingevoerd in andere parlementen in ons land, of althans in het Vlaams Parlement, dus wat wij voorleggen kan technisch perfect.

Het kan ook perfect in de begrotingsdiscussie. Dat hebben wij in het verleden al gezien met het Fonds blouses blanches, waar via de begroting een hervorming van het systeem werd ingevoerd. Ook op dat vlak is het technisch mogelijk.

Collega's, het is *money time*. We zijn niet meer zo ver van de verkiezingen. We weten allemaal hoe slecht de begroting er voorstaat. We gaan op vijf jaar naar een tekort van 45 miljard euro. Er zal bespaard moeten worden. Op zo'n moment geeft de politiek best het goede voorbeeld. Dat kunnen wij vandaag allemaal doen door te besparen op onszelf. Dat kan met dit amendement. Ga straks alstublieft niet lopen, kom opdagen in de plenaire vergadering om te stemmen.

Keur dit amendement goed en laat ons onze kiezers het signaal geven dat wij niet blind zijn voor de realiteit, dat wij niet blind zijn voor de terechte kritiek op de partijfinanciering, maar dat wij integendeel in staat zijn om als democratie beslissingen te nemen en serieus op deze partijfinanciering te besparen.

Dat is niet moeilijk, want er is slechts één amendement. U weet dus voor welk amendement straks te stemmen. Ook dat is niet moeilijk. U vindt een groen knopje op uw bank. Het volstaat om er straks even op te duwen. Ik wil vooral de groene partij daar specifiek toe oproepen.

20.02 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw de voorzitter, collega's, deze begrotingswijziging gaat om een vergetelheid, een slordigheid die in de begroting is geslopen op een PS-departement, namelijk op Defensie. Dat sterkt ons in de vaststelling die we al eerder en veelvuldig deden, namelijk dat de begrotingen die we altijd gepresenteerd krijgen in december niet alleen onvolledig zijn, maar ook volledig ontspoord zijn, zoals we deze week nog gezien hebben. We hadden het er net over. Misschien kunnen we nu wel een begrotingsdebat hebben, mevrouw de staatssecretaris. Misschien kunt u nu wel antwoorden op mijn vragen rond koopkracht, in plaats van de eerste minister. Ik wacht immers nog op antwoorden. Uw antwoord over de begroting heb ik al gehad.

Deze week hebben we gezien dat de ontsporing in de begroting in de komende jaren oploopt tot 45 miljard. We wisten al dat de situatie problematisch was, maar nieuw is vooral dat bij elke analyse die erbij komt, elk nieuw rapport dat verschijnt, de situatie nog veel ernstiger blijkt te zijn dan ze voordien was. Begin deze maand zaten we nog op een tekort van 40 miljard tegen 2029. Dat is ondertussen al 45 miljard geworden. Econoom Noels noemde dat desastreus. Alle geldkranen zijn opengedraaid. Hij is natuurlijk niet de enige die aan de alarmbel trekt. In het vragenuurtje werd dit ook al aangehaald. Ook de heer Moesen, een begrotingsexpert van de KU Leuven, is vernietigend voor uw regering. Hij zegt het volgende, wat niet genoeg herhaald kan worden: "De regering-De Croo is zwaar uit de bocht gegaan. De partijen hebben de mildheid van Europa, dat de gebruikelijke begrotingscontrole tijdelijk on hold zette, gretig aangegrepen om extraatjes uit te delen aan de eigen achterban, alsof de begroting een grote grabbelton is." De heer Moesen verwijt de regeringspartijen een gebrek aan verantwoordelijkheidszin. "Ze kozen voor het eigenbelang in plaats van het algemeen belang", klinkt het, "terwijl dat net het hoogste goed zou moeten zijn."

Dat zijn vernietigende commentaren op uw begrotingen, zoveel is duidelijk, mevrouw de staatssecretaris. Maar ik zei het al: dat debat hebben wij deze week al uitvoerig gevoerd.

Wat het amendement van de collega betreft, als het over de partijfinanciering gaat, weet u dat u in onze partij altijd een bondgenoot vindt. Ik wil er wel nog even op wijzen dat wij geen steun krijgen van uw fractie, wanneer wij in december traditioneel onze amendementen indienen om de partijdotaties te halveren.

Ik roep op tot die steun. De halvering van de partijdotaties kan best wel in dit land. Ik meen dat wij, als Vlaamsgezinden, als Vlaams-nationalisten, elke afbouw van het federale niveau gezamenlijk zouden moeten steunen. Daarvoor rekenen wij in de toekomst ook op uw steun voor onze amendementen. Dat zou een goede zaak zijn.

Ik kan al duidelijk aankondigen dat wij het voorliggende amendement zeker mee willen goedkeuren, maar voor ons mag het nog een pak ambitieuzer zijn. Wat ons betreft, mogen de partijdotaties gehalveerd worden.

20.03 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Madame la présidente, je voudrais commencer par remercier M. Loones de rappeler cet amendement Fonds blouses blanches que nous avons introduit voici déjà quelques années et qui avait permis de dégager un montant considérable pour le personnel infirmier. Une récente analyse journalistique en a montré l'impact sur l'emploi infirmier. Nous pouvons donc vraiment nous féliciter de ce Fonds blouses blanches. Cela dit, vu la situation, nous estimons qu'il faut aller plus loin et en multiplier l'investissement.

En revanche, monsieur Loones, s'agissant de l'amendement de la N-VA visant à revenir au montant 2019 de la dotation aux partis, je vais retourner également dans le passé en vous signalant qu'à l'occasion de chaque budget – notamment celui qui est amendé ici –, nous avons déposé un amendement destiné à réduire de moitié cette dotation. Or vous avez systématiquement voté contre. Soyez un peu plus ambitieux! Je pense que la N-VA a largement les moyens, vu son patrimoine financier et immobilier, de revoir à la baisse son train de vie.

J'en viens au projet, madame la secrétaire d'État. En commission, vous nous avez indiqué que cet ajustement répondait à un oubli. Des articles sont en effet insérés chaque année dans le budget, mais le gouvernement avait oublié de les insérer dans le budget 2024 qui nous fut soumis à la fin de l'année dernière. Le caractère immuable de ces dispositions au cours des années ne signifie pas pour autant que leur contenu ne soit pas préoccupant. Nous savions déjà que, dans notre démocratie représentative, la question de la guerre avait été retirée de la compétence du Parlement élu pour devenir l'exclusivité du gouvernement. Donc, nous pouvions croire un peu naïvement que la seule compétence du Parlement en la matière était budgétaire. Or, à travers

le présent projet de loi, la majorité va décider de céder une partie de ce pouvoir budgétaire au gouvernement et, de ce fait, va restreindre ses propres prérogatives budgétaires sur les questions militaires.

En voici deux exemples. Ce texte permet au gouvernement de vendre nos F-16 à sa guise, d'effectuer des dépenses pour le compte de l'acheteur de ces avions et même de lui accorder un préfinancement. Pire, ce texte bafoue le principe de spécialité budgétaire qui veut qu'on vote quelque chose précisément pour un poste et non pas pour un autre poste. C'est ce qui permet le contrôle budgétaire. Tout le pouvoir du Parlement réside dans ce principe. Ce texte bafoue le principe de spécialité budgétaire puisqu'il permet au gouvernement de transférer à sa guise des montants d'un article budgétaire à un autre sans accord préalable de la Chambre en vue de financer des opérations militaires. Le Parlement sera juste informé *a posteriori*. On lui dira: "Regardez, on a changé le budget!"

J'en conclus qu'en matière militaire, tout semble différent. Les règles budgétaires sont différentes. Nous, parlementaires, transférons notre pouvoir budgétaire au gouvernement. Ce qui est différent aussi en matière militaire, c'est votre leitmotiv, madame la secrétaire d'État.

Je vous vois en grande discussion avec votre collègue. Je comprends qu'il y a des choses importantes à régler mais cela pourrait se faire ailleurs qu'au Parlement.

Je poursuis. Vous martelez sans cesse que le problème du budget, ce sont les dépenses. À chaque interview, le problème, ce sont les dépenses mais quand il s'agit de dépenses militaires, alors, là, il n'est plus question de restreindre les dépenses. Au contraire, il faudrait les augmenter. Cela ne figure pas dans ce texte mais c'est la même logique. Quand il s'agit de questions militaires, c'est toujours l'exception à la règle ici au niveau de la compétence budgétaire du Parlement et dans votre discours sur la question des dépenses à réduire, sauf quand elles sont militaires!

20.04 Alexia Bertrand, secrétaire d'État: Madame la présidente, je veux tout de suite rassurer M. Van Hees en lui rappelant que ces modifications n'ont absolument aucun impact sur le budget. Pas un euro! Mon leitmotiv que vous semblez mieux maîtriser que moi, et je vous en remercie, n'est absolument pas remis en question par ces dispositions qui sont des dispositions standards et qui, comme je vous l'ai dit en toute transparence – je n'ai aucun problème à le répéter – ont fait l'objet d'un oubli de notre part. Elles n'avaient pas été reprises alors que, d'année en année, ces dispositions permettent à la Défense d'avoir une certaine souplesse budgétaire pour effectuer des transferts d'un poste à l'autre. Cela n'a donc aucun impact budgétaire.

20.05 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Madame la secrétaire d'État, votre réponse n'apporte aucune plus-value à mon intervention car c'est exactement ce que j'ai dit. J'ai simplement signalé qu'en matière militaire ou de guerre, on fait des exceptions au pouvoir budgétaire du Parlement, pouvoir qui est transféré au gouvernement. J'extrapolais par ailleurs en disant que, quand il s'agit de faire la guerre ou de faire des dépenses militaires, vous ouvrez le portefeuille, alors que vous fermez le portefeuille à la population pour les questions sociales.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles **Bespreking van de artikelen**

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3801/3)**
Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3801/3)**

Le projet de loi compte 14 articles.
Het wetsontwerp telt 14 artikelen.

* * * * *

Amendement déposé:

Ingediend amendement:

Art. 13/1(n)

- 1 – Wim Van der Donckt *cs* (3801/4)

* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:

Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservé: l'amendement.

Aangehouden: het amendement.

Adoptés article par article: les articles 1 à 14.

Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 tot 14.

* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement réservé ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement en over het geheel zal later plaatsvinden.

[21] Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 5 janvier 2021 entre les ministres de l'Agriculture de l'État fédéral et des Régions concernant la répartition des missions pour l'application des mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux (3830/1-3)

[21] Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 5 januari 2021 tussen de ministers van Landbouw van de Federale Staat en de Gewesten inzake de verdeling van opdrachten voor de toepassing van de beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten (3830/1-3)

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

Le rapporteur, M. Bacquelaine, renvoie à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)

Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3830/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3830/3)**

Le projet de loi compte 2 articles.

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 **Projet de loi organisant les traitements de données à caractère personnel nécessaires pour les missions d'inspection et de contrôle de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (3875/1-3)**

22 **Wetsontwerp houdende de organisatie van de verwerking van persoonsgegevens nodig voor de inspectie- en controleopdrachten van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (3875/1-3)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

Le rapporteur, M. Rigot, renvoie à son rapport écrit.

Mevrouw Snelpe heeft het woord in de algemene bespreking.

22.01 **Dominiek Snelpe** (VB): Mijnheer de minister, de inhoudelijke vragen over het stuk zal ik hier niet herhalen. Daar heb ik voldoende antwoorden op gekregen. Ik wil wel een oproep doen om na het rapport van de FIA ook voor het FAGG een audit uit te schrijven. We hebben gezien dat dit nodig kan zijn, naar aanleiding van Medistagate bij de FOD Volksgezondheid. Wij vragen ons af of er misschien ook bij andere overheidsstructuren een en ander fout loopt. Dat gebeurt daarom nog niet met opzet natuurlijk, maar dat men het kan onderzoeken, is toch al iets.

Ik wil mijn vraag herhalen, mijnheer de minister. Zo'n interne audit kan knelpunten, gebreken en werkpunten aan het licht brengen die anders misschien niet opgemerkt worden, of die pas opgemerkt worden als het eigenlijk al te laat is, zoals wij gezien hebben in Medistagate.

Ik wil mijn vraag dus herhalen, mijnheer de minister, wanneer zult u ook voor het FAGG een interne audit doen uitvoeren?

22.02 Minister **Frank Vandenbroucke**: Voorzitster, ik zal herhalen wat ik al in de commissie heb gezegd. Als een interne audit aangewezen is wegens klachten die wijzen op een mogelijke integriteitsschending of wegens vaststellingen waarbij men zou besluiten dat er mogelijk een integriteitscontrole nodig is, dan vindt die audit plaats. Er is bijvoorbeeld in de voorbije jaren na bepaalde klachten een interne audit geweest bij het FAGG. Die audit is afgesloten en er is ook gevolg aan gegeven.

Het is dus gewoon niet juist dat wij geen audit doen bij het FAGG als dat nodig is, maar zo'n audit in het algemeen? Neen. Ik heb dat al vaak gezegd. Die staat niet op de agenda. Dat werkt zo niet.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3875/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3875/3)**

Le projet de loi compte 38 articles.
Het wetsontwerp telt 38 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 38 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 38 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

23 **Projet de loi portant des dispositions diverses urgentes en matière d'assurance indemnités et maternité (3848/1-3)**

23 **Wetsontwerp houdende diverse dringende bepalingen inzake de uitkerings- en moederschapsverzekering (3848/1-3)**

Discussion générale ***Algemene bespreking***

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Le rapporteur, Mme Reuter, renvoie à son rapport écrit.

De heer Van der Donckt heeft het woord in de algemene bespreking.

23.01 **Wim Van der Donckt** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, sta me toe alvast onze stemverklaring te geven. Wij zullen ons inderdaad onthouden bij de stemming over het wetsontwerp, dat op het eerste gezicht vrij eenvoudig lijkt, maar toch redelijk ingewikkeld is.

Mijnheer de minister, het wetsontwerp bestaat uit twee delen. Over de artikelen 5 tot en met 9, met betrekking tot de progressieve werkhervatting in het tweede hoofdstuk, had collega Van Peel in de commissie kritische vragen en met uw antwoorden daarop slaagde u erin om onze initieel voorgenomen onthouding om te buigen naar een voorstem.

Maar uw antwoorden op onze kritische vragen over het eerste gedeelte van uw wetsontwerp, de omzetting van de Europese richtlijn 2003/88/EG, waarbij aan de lidstaten de verplichting wordt opgelegd om aan alle werknemers jaarlijks een vakantie met behoud van loon van ten minste vier weken toe te kennen, hebben ons niet overtuigd. Waarover gaat het? Wie ziek wordt tijdens zijn vakantie, verliest niet langer die vakantiedagen, wat we overigens kunnen begrijpen. Maar wij vroegen u of de ingewikkelde regeling om dat op de een of andere manier te compenseren, niet zou kunnen worden misbruikt en of het volgens u uitgesloten is dat er zowel een vakantievergoeding als een ziekte-uitkering wordt betaald.

U antwoordde daarop dat u niet onmiddellijk uitgaat van slechte wil bij de mensen – tot daar kan ik u volgen, want zo zijn wij ook; wij hebben ook een goede inborst –, en voegde er onmiddellijk aan toe dat de regeling hypothetisch en theoretisch wel zou kunnen worden misbruikt, maar dat u dat niet kunt controleren, omdat dat administratief onhaalbaar is. Dat is eigenlijk een beetje een zwaktebod als minister.

Omdat u ons niet kunt garanderen dat mogelijk misbruik – ik geef u op een blaadje dat de regeling inderdaad zal worden misbruikt, want wij zijn altijd heel creatief in het omzeilen van allerhande wetten, vooral indien het gaat over verplichtingen en zeker indien in de wet de mogelijkheid bestaat om, via allerlei achterpoortjes, dubbel te incasseren – wordt uitgesloten, hebben wij tegen hoofdstuk 2 gestemd. Wij zullen dat ook blijven doen. Bij de stemming over het geheel zullen wij ons onthouden om uw hoofdstuk 3 niet volledig weg te stemmen.

23.02 Minister **Frank Vandenbroucke**: Omdat de heer Van der Donckt zo correct is om zijn houding te

motiveren en dat op een constructieve manier doet, wil ik even op dat toch wel vrij technische punt terugkomen.

Mijnheer Van der Donckt, ik denk dat u het ermee eens bent dat wat we doen, een goede impact heeft op de bereidheid om het werk na een langdurige ziekte te hervatten. We willen dat werknemers gemotiveerd zijn om het werk te hervatten na een periode van ziekte, zelfs langdurige ziekte.

Hypothetisch en theoretisch – ik sluit dit inderdaad niet voor 100 % uit – zou een werknemer met niet-opgenomen vakantiedagen ervoor kunnen kiezen om een ziekte-uitkering te verkrijgen, waardoor die dagen niet opneembaar, dus overdraagbaar zijn en die uitkering te cumuleren door in 2025-2026 de dagen toch niet op te nemen, als het gaat over een situatie die dit jaar is ontstaan. Ik heb inderdaad gezegd dat de controle op al dan niet opname en retroactieve verwerking daarvan administratief niet haalbaar is.

Ik wil wel een belangrijke nuancering aanbrengen. Zo'n situatie blijft redelijk theoretisch. De betrokken persoon moet dan al geruime tijd arbeidsongeschikt zijn, waardoor hij niet in staat is de vakantie op te nemen in een normaal vakantiejaar. Men moet er dus een lange periode van arbeidsongeschiktheid voor over hebben, wil men louter die financiële rekening kunnen maken. Trouwens, men kan zichzelf natuurlijk ook niet zomaar langdurig arbeidsongeschikt verklaren voor een lange periode met een uitkering. Er is een attest van de behandelende arts nodig, evenals de bevestiging van de medisch adviseur van het ziekenfonds. Nogmaals, misbruik is dus niet helemaal uit te sluiten, maar men moet het al heel ver drijven en er veel voor over hebben qua langdurige arbeidsongeschiktheid. Men moet ook twee mensen vinden die men kan misleiden om die situatie te creëren.

Als ik de balans maak, zou men bijna kunnen zeggen dat we de bluts met de buil nemen. Eerlijk gezegd creëren we volgens mij een groot voordeel versus een bekend risico. Daarom wil ik het ontwerp verdedigen. Ik apprecieer alleszins ten zeerste uw grondige lezing en constructieve houding, mijnheer Van der Donckt.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3848/1)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3848/1)**

Le projet de loi compte 9 articles.

Het wetsontwerp telt 9 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 9 sont adoptés article par article.

De artikelen 1 tot 9 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

24 **Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2019 portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains (3736/1-3)**

24 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 mei 2019 tot oprichting van een Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens (3736/1-3)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De rapporteur, de heer De Vriendt, verwijst naar het schriftelijk verslag.

24.01 Ellen Samyn (VB): Mevrouw de voorzitter, collega's, mijnheer de minister, wij zijn het uiteraard eens met het principe dat gevangenen niet aan foltering, mensonterende of andere wrede behandelingen mogen worden blootgesteld. Wij leven in de eenentwintigste eeuw, maar vooral in een westers land, waar zulke praktijken ontoelaatbaar zijn en gedetineerden op een menswaardige manier hun straf moeten uitzitten.

Ik haalde tijdens de bespreking in de commissie aan dat dat vandaag lang niet in elk land het geval is. Denk alleen maar aan de zaak van professor Ahmadreza Djalali, die momenteel al 2.894 dagen weggijnt in een Iraanse cel. U benadrukte tijdens de commissie dat de Belgische regering meer doet dan om het even welke regering om zijn vrijlating te bewerkstelligen, zij het zonder resultaat. Ik vraag mij echter wel af wat professor Djalali en de vele andere gijzelaars van het Iraanse regime denken van het feit dat de slachter van Teheran, burgemeester Zakani, hier in onze eigenste hoofdstad op de koffie mocht komen op uitnodiging van Pascal Smet en minister Lahbib. Wat denken die Iraanse dissidenten en de Iraanse oppositie van het Iraans-Belgische overbrengingsakkoord voor gevonnen personen? Mijnheer de minister, u kent ons standpunt. Een onschuldig iemand ruilen met een terrorist kan voor mijn partij nooit door de beugel.

Ik keer terug naar het voorliggende wetsontwerp.

Gevangenen hebben uiteraard rechten, ook om te voorkomen dat zij de gevangenis niet mentaal en fysiek slechter verlaten dan ze zijn binnengekomen. Dat is een evidentie die in ons Parlement weinig debat behoeft.

Met het voorliggende wetsontwerp komt u tegemoet aan een lacune. Blijkbaar is België immers een van de twee EU-lidstaten die het facultatieve protocol bij het verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing nog niet heeft geratificeerd.

We zouden kunnen stellen dat het wetsontwerp een logische bevestiging is van de rechten van Belgische gevangenen in het bijzonder en van mensenrechten in het algemeen.

Collega's, mijnheer de minister, het voorliggende wetsontwerp is echter ook een mooie bliksemafleider voor de schrijnende problematiek in onze gevangenissen, met name een problematiek van overbevolking, onderbemanning en onderfinanciering.

Mijnheer de minister, terwijl u nota bene met het voorliggende wetsontwerp uitpakte om gevangenen tegen foltering te beschermen, werd op dat eigenste moment een gevangene in Antwerpen genadeloos en dagenlang aan de meest gruwelijke folteringen blootgesteld door zijn celgenoten, en dat in een ontwikkeld land als België en onder uw bestuur. Kan het nog cynischer? U kampt duidelijk met een structureel probleem waarop uw beleid momenteel geen antwoord biedt. Dat hebben de cipersvakbonden u ook al laten weten. Met dit wetsontwerp zult u die fundamentele pijnpunten niet oplossen.

Hoewel we uiteraard principieel voorstander zijn van het idee achter dit wetsontwerp, wil ik toch enkele bedenkingen meegeven. Zo stellen we vast dat het hier om een autonome federale instelling gaat met een autonoom budget en personeel, terwijl we worden geconfronteerd met nijpende tekorten aan penitentiaire beampten. Ook de overbevolking in het gevangeniswezen is een groot probleem in dit land. Is het dan budgettair wenselijk om nog maar eens in een extra instelling en dito administratie te voorzien? Gelet op het feit dat er nog nooit zo veel gedetineerden en bijgevolg ook grondslapers in onze gevangenissen aanwezig waren, is het dan niet meer aangewezen dat extra geld aan de uitbreiding van onze gevangenis capaciteit te besteden? U kent ons standpunt hierover. Het voelt dus wat wrang aan om nu een preventiemechanisme voor de rechten van gevangenen en het bijbehorende budget goed te keuren in de context waarin onze justitie zich vandaag bevindt.

Ik heb ook nog een argument van praktische aard. Wat met alle administratie die een extra orgaan met zich meebrengt? Willen we justitie, in de staat waarin ze verkeert, daarmee opzadelen? Willen we nog maar eens

een federale instelling oprichten in een land waarin alle bestuursniveaus over elkaar heen struikelen en een kat haar jongen niet meer terugvindt? Ik denk niet dat onze mensen daarop zitten te wachten.

Wij zijn uiteraard tegenstander van foltering en mensonterende praktijken, ook tegen gedetineerden, daarover bestaat trouwens een Kamerbrede consensus, maar gezien onze kritische opmerkingen zullen wij ons onthouden op het geheel.

24.02 Steven De Vuyst (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, beste collega's, het oorspronkelijke verdrag tegen foltering en andere wrede en mensonterende behandeling of bestraffing dateert van 2002. Het is zeer jammer dat het zo lang heeft moeten aanslepen, dat het zo lang heeft moeten duren voor dit aanvullende protocol aan dit Parlement werd voorgelegd. De oprichting van dit orgaan, met als bevoegdheid situaties te controleren van mensen die opgesloten zitten en om foltering en andere wrede en mensonterende behandeling te voorkomen, is een zeer goede zaak en wij zullen dit uiteraard ook steunen.

Dit verdrag is echter natuurlijk ook een uitgelezen kans om eens in eigen boezem te kijken en om de situatie in de Belgische gevangenissen in ogenschouw te nemen. Het verdrag heeft als doel om menselijke detentieomstandigheden te garanderen op plaatsen van vrijheidsberoving. Ons land werd al meermaals veroordeeld door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, omdat de detentieomstandigheden van onze gevangenen niet van dien aard zijn dat ze de elementaire mensenrechten garanderen en respecteren.

Er waren van de week hoorzittingen met de vakbonden en de cipers. Vorige week hield het ACOD nogmaals een pleidooi om de besparingen, gestart onder de regering-Michel, om te keren. Men wil 10 % besparen op de personeelskaders en 20 % op de werkingskosten, zelfs op zeep, javel, toiletpapier, kwalitatieve voeding enzovoort. Door de tussenkomst van de vakbonden is dit gedeeltelijk kunnen vermeden worden. Men heeft echter niet kunnen voorkomen dat de aanwervingsstop diepe putten geslagen heeft, die tot op heden nog niet konden worden ingevuld, met een zwaar gehypotheceerde werking en levensomstandigheden tot gevolg.

Ook de andere vakbonden wezen op de slechte leefomstandigheden in de gevangenissen, die leiden tot moeilijke werkomstandigheden voor de cipers. Het geeft elkaar natuurlijk allemaal een hand. Dat leidt dan weer tot personeelstekorten, waardoor niet alle taken volledig kunnen worden uitgevoerd.

De situatie in de gevangenissen van dit land is inderdaad schrijnend. De aanhoudende overbevolking is een ernstig probleem, dat maar niet opgelost raakt, ondanks het feit dat vakbonden en cipers al decennialang de vinger op dezelfde wonde leggen. Uit cijfers van de FOD Justitie bleek dat er op 1 maart sprake was van 12.000 gedetineerden voor 10.743 plaatsen. Er is dus bijna permanent een overbezetting van ongeveer 15 %.

Eind februari werden er in 10 gevangenissen ook geen nieuwe gedetineerden meer toegelaten. Ondertussen is die actie voorbij, maar de andere acties gaan nog steeds verder. Vandaag had u ook een overleg gepland met de vakbonden, maar dat is natuurlijk op niets uitgedraaid. U denkt immers de problemen op te lossen door de minimale dienstverlening verder te verstrengen. Ik geef u een kleine wake-upcall, mijnheer de minister, de personeelsleden werken bijna permanent met een minimale dienstverlening. Onderbemanning, overbevolking en afgeleefde gebouwen zijn het probleem, niet de minimale dienstverlening. In plaats van die problemen aan te pakken, wordt er gewezen naar het personeel en de vakbonden en valt u in zekere zin ook het stakingsrecht aan. U straft immers de klokkenluiders die al heel lang het probleem aanklagen in plaats van iets aan de structurele oorzaken te doen. Staken is voor hen namelijk de enige manier om aan de alarmbel te trekken en tot een gesprek te komen met u. Als ze dat gesprek dan krijgen, blijft u jammer genoeg koppig voet bij stuk houden.

We stemmen echter vandaag ook over een internationaal protocol en verdrag. Naast de situatie in de Belgische gevangenissen is de situatie in heel wat andere landen namelijk ook schrijnend. Daar blijven gedetineerden ook verstoken van elementaire mensenrechten. De lijst van mensen die onmenselijk worden behandeld in gevangenissen is dus heel lang en behelst natuurlijk ook gedetineerden die worden gemarteld in streng beveiligde militaire gevangenissen. Denk daarbij bijvoorbeeld aan de Amerikaanse marinebasis in Guantanamo en de gevangenissen in Rusland of Iran. De voorbeelden zijn legio. Er is namelijk ook nog Julian Assange, die eveneens nog altijd in onmenselijk omstandigheden wordt vastgehouden en in hechtenis zit in het Verenigd Koninkrijk, een land dat toch verondersteld wordt democratisch te zijn. Dat werd ook bevestigd door een VN-rapporteur. Het is belangrijk om dat te benadrukken, want een onmenselijke opsluiting komt jammer genoeg nog in verscheidene landen voor, en of dat al dan niet bondgenoten zijn, zou geen verschil

mogen uitmaken.

Zoals ik zei, wij zullen dit wetsontwerp steunen. De situatie wereldwijd, maar ook in de Belgische gevangenissen, toont aan dat het dringend nodig is.

24.03 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la présidente, j'interviens sur ce projet qui est venu devant la commission des Relations extérieures au regard des obligations internationales de notre pays, mais qui aurait pu également venir devant la commission de la Justice tant il est étroitement lié au milieu carcéral.

En effet, ce projet de loi concerne l'instauration d'un mécanisme de prévention indépendant, comme prévu par le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT), adopté à New York le 18 décembre 2002. Ce protocole est entré en vigueur le 22 juin 2006. À cette date, cet instrument avait déjà été ratifié par 80 États. Sur les 27 États membres de l'Union, 25 ont ratifié le protocole. Deux – dont la Belgique – l'ont signé mais pas encore ratifié. Il comprend un volet international, mis en place depuis 2007, et un volet national qui, par ce projet de loi, pourra enfin voir le jour.

Autant dire que celui-ci était attendu et réclamé avec force par les associations actives dans le milieu carcéral depuis de nombreuses années. Je pense singulièrement à la coalition OPCAT – qui rassemble ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture); la Ligue des Droits Humains; Défense des Enfants International - Belgique; I.Care; la section belge de l'Observatoire international des prisons et le Centre d'Action Laïque. Ces associations forment une coalition rassemblée autour de l'objectif de voir l'OPCAT ratifié par la Belgique et, surtout, mis à exécution au niveau national.

Actuellement, il n'existe pas en Belgique d'organe indépendant pour contrôler tous les lieux de privation de liberté. Ceci prive les personnes détenues d'un regard extérieur sur leurs droits. Des institutions comme le Conseil central de surveillance pénitentiaire, Myria, le Comité P, le Médiateur fédéral existent, mais elles ne remplissent pas les fonctions requises. Leur rôle est souvent limité et certaines restent liées au pouvoir exécutif, ce qui pose des problèmes d'indépendance.

Par ailleurs, le système actuel, avec les commissions de surveillance, crée parfois une position inconfortable pour ses membres qui peuvent se retrouver partagés entre leur mission de contrôle de l'établissement pénitentiaire et leur mission de réception des plaintes et de médiation.

À ce niveau, la mise en place de cet organe constituera un véritable plus. Pour rappel, l'OPCAT vise à établir un mécanisme de prévention, et pas à créer de nouveaux droits. Il s'inscrit dans la continuité de la Convention des Nations Unies contre la torture, obligeant les États membres à agir préventivement contre la torture et les traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants. Le mécanisme de prévention est chargé d'examiner régulièrement la situation des personnes privées de liberté dans des lieux de détention afin de renforcer leur protection contre la torture et autres traitements ou peines inhumains ou dégradants.

Le projet de loi assure ainsi un accès libre et inopiné aux lieux de détention, la rencontre confidentielle avec les détenus, la possibilité d'obtenir des informations sur le nombre de personnes privées de liberté, leur lieu de détention, etc. Par ce projet, le mécanisme sera établi au sein de l'Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains (IFDH) en Belgique. Il est prévu qu'il fonctionne de manière autonome, au sein de l'IFDH, tout en respectant l'indépendance nécessaire pour ses fonctions et ressources. Son indépendance sera en effet primordiale.

Il travaillera en collaboration avec des organismes spécialisés déjà chargés de veiller au respect des droits humains dans certains lieux de privation de liberté. La formule choisie constitue un pas dans la bonne direction et nous la soutiendrons aujourd'hui. Cependant, l'adoption de ce projet de loi ne peut qu'avoir un goût extrêmement amer au vu de la situation vécue dans les prisons actuellement. On parle ici d'un mécanisme de prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants pour les personnes privées de liberté. En règle générale, quand on parle de prévention, on vise à éviter qu'une situation se produise. Or, ici, on est en plein dedans. Et je ne parle pas que des faits de torture dans une cellule anversoise, mais bien de la dimension absolument intolérable que prend la surpopulation dans nos prisons.

À l'heure actuelle, on pourrait parler, et je pèse mes mots, de torture étatique: mettre trois, quatre cinq,

six détenus dans une cellule prévue pour deux ou trois avec pour seul sanitaire un seau, être à un tel niveau de surpopulation que nos prisons dysfonctionnent, ne permettant plus un accès normal aux douches, au préau, aux activités physiques, aux visites ou aux soins. La tuberculose est de retour. Les punaises de lit envahissent certains établissements. Et dans le même temps, on diminue les budgets alloués à la nourriture et à l'hygiène.

Il n'y a pas que moi qui le dit. Voilà plus d'un an – en novembre 2022 – que la Belgique a été condamnée à mettre fin à la surpopulation et aux traitements inhumains et dégradants au sein de la prison de Lantin sous peine d'astreintes. Un jugement confirmé par la cour d'appel de Liège en décembre 2023 et pour lequel on en est à 2,7 millions d'astreintes rien que pour un mois entre décembre et janvier de cette année. On peut procéder à de l'embauche de personnel et faire des aménagements de bâtiments avec cette somme, quand on voit que pour la prison de Huy, 600 000 euros ont été débloqués en urgence sur un budget nécessaire se chiffrant entre 19 et 24 millions.

Pire, selon les dernières informations reçues, les astreintes seraient actuellement montées à plus de 6 millions d'euros – des astreintes tant pour la surpopulation que pour les traitements inhumains et dégradants. C'est faramineux! À l'échec humain que représente la surpopulation va bientôt venir s'ajouter une punition financière à supporter par l'ensemble des Belges pour votre incurie.

Alors, en est-on toujours à prévenir la torture et les traitements inhumains et dégradants? Non. Ce gouvernement a une immense part de responsabilité par sa mise à exécution de petites peines et son immobilisme dans la mise en œuvre de lieux adaptés pour les détenus souffrant de maladies mentales.

Monsieur le ministre de la Justice, mardi, vous vous êtes encore montré inflexible sur l'exécution des petites peines. "C'est crucial pour la crédibilité de la justice", avez-vous dit. Par contre, faire exécuter des peines jusqu'à dix ans un mois sur deux, est-ce crédible? En réalité, c'est la crédibilité de ce gouvernement qui est possiblement en cause. Mais plus que sa crédibilité, c'est sa responsabilité qui est impliquée dans cette crise et dans les bombes que l'on voit apparaître dans les prisons.

24.04 Paul Van Tigchelt, ministre: Madame la présidente, chers collègues, brièvement, quelques commentaires de ma part. Je propose de limiter mes commentaires au projet de loi relatif au mécanisme national de prévention et de ne pas revenir sur la problématique de la surpopulation dans les prisons.

Daar hebben we dinsdag een uitgebreide commissievergadering over gehad, waar ik volgens sommigen soms zelfs te lang heb gesproken. Ik heb toen uw partij niet gehoord, mijnheer De Vuyst. Ik moet daar nu dus niet op terugkomen. We zijn er na 19 jaar in geslaagd om deze internationale verplichting, die de oprichting van het nationaal preventiemechanisme is, om te zetten in nationaal recht. Mevrouw Samyn, u zegt dat ik dit gebruik als bliksemafleider voor de problemen in de gevangenissen. Ik zou dan wel erg vooruitziend moeten zijn, aangezien er 19 jaar aan gewerkt is. Het ene heeft niets met het andere te maken. Ik ben gewoon blij dat die wet hier vandaag ter stemming voorligt. Het is inderdaad geen onbelangrijke wet, daarover zijn we het eens.

Madame Matz, ce mécanisme permet aussi de faire des enquêtes préventives afin de prévenir des traitements inhumains ou dégradants, que vous dénoncez à juste titre.

Mevrouw Samyn, dit mechanisme wordt gehuisvest binnen het FIRM, het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens. Dat is een bestaand instituut, dus we creëren geen nieuwe structuur. Ons land is nogal versnipperd qua bevoegdheden, daar hebt u een punt, maar we voorzien in de wet samenwerking met gespecialiseerde instellingen. Dat zorgt ervoor dat synergieën mogelijk zijn en daardoor is er inderdaad minder extra budget nodig. We werken op basis van complementariteit, niet naast elkaar. Zo zou het moeten zijn in dit land.

Nogmaals, het FIRM bestaat al. Een extra taak wordt aan het FIRM gegeven, namelijk hierover waken. Volgens ons is het belangrijk om de coördinatie en de eindverantwoordelijkheid voor het OPCAT aan één instelling, het FIRM, toe te vertrouwen, en niet te versnipperen over verschillende instellingen, wat een andere optie zou zijn geweest. Het is nodig om het mechanisme van de bescherming tegen foltering – daarover gaat het hier – coherent te organiseren en uniform te maken. Ook op internationaal niveau wordt dat benadrukt.

Ik wil nog een laatste punt aanhalen.

Je l'ai déjà dit, ce mécanisme permettra de faire des enquêtes préventives sur des traitements inhumains dégradants. Il assoit également la compétence de punir après avoir fait des recommandations aux autorités compétentes. On ne peut donc pas sous-estimer l'importance de ce mécanisme.

J'en ai terminé avec mes commentaires, madame la présidente.

24.05 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la présidente, je demande juste d'où M. le ministre tient que le PTB ne serait pas intervenu à propos de la surpopulation carcérale. Ma collègue Maria Vindevoghel était présente et a participé à la discussion. Vous êtes d'accord, monsieur le ministre?

24.06 Paul Van Tigchelt, ministre: Oui, c'est exact. (*hors micro*)

24.07 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Merci de le confirmer, monsieur le ministre.

La **présidente**: C'est donc corrigé, me semble-t-il.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles **Bespreking van de artikelen**

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3736/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3736/3)**

Le projet de loi compte 18 articles.
Het wetsontwerp telt 18 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 18 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 18 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

25 Projet de loi droit de la procédure pénale I (3514/1-8)

25 Wetsontwerp strafprocesrecht I (3514/1-8)

Discussion générale **Algemene bespreking**

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

M. Goffin, rapporteur, renvoie au rapport écrit.

25.01 Sophie De Wit (N-VA): Mevrouw de voorzitter, collega's, dit wetsontwerp werd behandeld in de commissie, dus ik kan heel kort zijn.

Er worden een aantal zaken aangepast. Ik wil eerst en vooral opmerken dat ik het jammer vind dat we op het gebied van de strafprocedure deze legislatuur weinig fundamentele hervormingen hebben doorgevoerd. We

weten ondertussen wel dat dit nodig is, zeker gezien de lange doorlooptijd van de dossiers binnen justitie, niet alleen van strafdossiers, maar ook van heel wat burgerlijke dossiers. Op het vlak van het procesrecht vallen er dus nog wel een aantal zaken te hervormen. Er zijn een aantal bottlenecks, bijvoorbeeld bij de Raadkamer en de KI, die weggewerkt kunnen worden en waarvoor men ook vragende partij is. Dat even terzijde gezegd.

Er zijn natuurlijk een paar goede zaken aan dit ontwerp, zoals het feit dat we in de voorgaande titel van het Wetboek van strafvordering een eenvoudiger en een coherenter regeling voorzien op het vlak van de extraterritorialiteit en de verjaring. Dat is belangrijk.

Ik heb wel twee punten van kritiek en zal mij daartoe beperken. Ik heb immers niet de gewoonte om het debat over te doen, zeker niet als het technische materie is. Ik wil twee zaken toch aanhalen, omdat wij onze amendementen op dat punt ook hernemen. Het eerste betreft de onverjaarbaarheid van de maatschappij-ontwrichtende dossiers. Collega D'Haese heeft dat in de commissie behandeld, maar we konden tijdens de hoorzittingen ook horen dat het criterium zoals dat vandaag is opgenomen in de wet ruim en zelfs vaag is en kan leiden tot discriminatie en rechtsonzekerheid.

Er was een suggestie van het College van procureurs-generaal om dat te voorzien voor alle moorden, want dan zou men niet met dat onderscheid zitten, wat het eenvoudiger zou maken. Dat is dus niet alleen onze mening en we hernemen daarom het amendement dat we hadden ingediend op artikel 33 van het wetsontwerp. Wij voelen ons daarbij in goed gezelschap, namelijk dat van het College van procureurs-generaal.

Een tweede punt dat ik wil aanhalen, betreft het verval van een strafvordering vanwege de overschrijding van de redelijke termijn. Het lijkt ons dat er daar het best nog een extra voorwaarde aan gekoppeld kan worden, namelijk dat de strafvordering enkel kan vervallen wanneer het recht van de verdediging of de bewijsvoering ernstig en onherstelbaar is aangetast.

Dat is de rechtspraak vandaag. Het lijkt mij nuttig die op te nemen in de wetgeving. Wij hernemen ook het amendement ter zake. Uiteraard moet er een redelijke termijn zijn, en aan het overtreden daarvan kunnen sancties verbonden zijn, maar verval is een heel zware sanctie. Ik meen dat daar het best een extra voorwaarde aan gekoppeld kan worden.

Daarnaast, mijnheer de minister, waren er ook adviezen die wijzen op de noodzaak van een overgangsbepaling. Bepaalde hangende zaken zouden nu immers onmiddellijk kunnen verjaren wanneer het nieuwe verjaringsregime in werking treedt. Het is belangrijk dat er veel aandacht zal zijn voor de overgangsbepaling, want dit is geen evidentie.

Trouwens, ik heb tijdens de bespreking in de commissie, en ook bij de tweede lezing, aangekaart dat er voor bepaalde zaken nu wel een verschil is. Aan sommige minder ernstige feiten is nu een langere termijn verbonden dan aan ernstigere feiten. Ik meen dat er toch een onevenwicht kan zijn als wij de tekst onmiddellijk toepassen. De overgangsbepaling zal dus belangrijk zijn.

Ook de samenhang met het nieuwe Strafwetboek is meermaals aangekaart door de sprekers. Er zullen nog heel wat aanpassingen nodig zijn aan het strafprocesrecht voor het nieuwe Strafwetboek in werking kan treden.

Ook hier meen ik dat het belangrijk is dat er zo snel mogelijk mee aan de slag gegaan wordt, en dat het niet telkens opnieuw wordt doorgeschoven.

Tot daar mijn korte interventie inzake dit ontwerp, mijnheer de minister, collega's.

25.02 Marijke Dillen (VB): Mijnheer de minister, het is al aangehaald, met het voorliggende wetsontwerp wilt u de strafprocedure beperkt hervormen. Bepaalde punten zijn goed, ik kom daar dadelijk op terug. De hervorming is echter beperkt, met name tot de regels inzake de strafvordering wegens misdaden en wanbedrijven gepleegd buiten het grondgebied van het Rijk en tot de regels voor de verjaring van de strafvordering.

Mevrouw de voorzitter, wij hebben tijdens de bespreking in de commissie de gelegenheid gehad om daarover

uitvoerig te debatteren. Daarom zal ik mij beperken tot enkele klemtonen.

Mijnheer de minister, de termijnen voor de verjaring worden fors opgetrokken. Dat is positief. Dat heb ik ook toegegeven tijdens de bespreking in de commissie. Voor een aantal misdrijven zal er een manifest langere verjaringstermijn van toepassing zijn, wat tot gevolg heeft dat zaken die bijvoorbeeld waren afgesloten maar waarin nieuwe elementen opduiken kunnen worden heropend en tot vervolging aanleiding kunnen geven.

Mijnheer de minister, heel positief is dat het wetsontwerp tot doel heeft het verjaringssysteem te vereenvoudigen en overzichtelijker te maken. Op het terrein bestond daaraan immers een heel erg grote nood. Het systeem wordt eenvoudiger en duidelijker. Belangrijk is ook dat er minder uitzonderingen komen. Op dit ogenblik is het systeem dat van toepassing is een heel ingewikkeld kluwen, dat tot heel veel discussie aanleiding geeft.

Die aanpassing is belangrijk in het licht van de rechtszekerheid en het risico op gerechtelijke dwalingen, alsook in het licht van de gehypothekeerde bewijsvoering en de moeilijke taak van de verdediging om op afdoende wijze elementen à décharge te kunnen aankaarten.

Mijnheer de minister, wij zullen moeten afwachten wat het nieuwe systeem in de praktijk zal betekenen. Het zal zich immers nog moeten bewijzen.

U moet aandacht besteden aan een vrees die in verschillende adviezen tot uiting is gekomen en waarvoor in die adviezen is gewaarschuwd. De verjaringstermijn wordt namelijk bepaald door de straf in abstracto en niet meer door de straf die de rechter uiteindelijk zal uitspreken.

Dat is positief – daarover is er geen discussie – maar dat principe vereist tegelijkertijd de inwerkingtreding van het nieuwe Strafwetboek. Er wordt dan ook voor gewaarschuwd dat een inwerkingtreding van deze regel in het huidige regime onvermijdelijk zal leiden tot prejudiciële vragen inzake het gelijkheidsbeginsel door de grote discrepantie in de bestraffing van oude en nieuwe misdrijven. Ik hoop, net als u denk ik, dat al die prejudiciële vragen geen aanleiding zullen geven tot uitstel van de behandeling.

De correctionalisering en contraventionalisering zullen geen invloed meer hebben op de verjaring. Ook daaromtrent zijn er waarschuwingen in de adviezen. Ik vermeld bijvoorbeeld het advies van de Orde van Vlaamse Balies dat erop wijst dat het nieuwe systeem hiermee geënt lijkt te worden op het nieuwe Strafwetboek, waarin deze mechanismen ook niet behouden worden. Ook de memorie verwijst daar trouwens expliciet naar. In het ontwerp kiest u er echter voor om bij de bepaling van de verjaringstermijnen nog altijd gebruik te maken van het onderscheid tussen misdaden, wanbedrijven en overtredingen, een onderscheid dat nochtans zal verdwijnen in het nieuwe Strafwetboek. Ik hoop dat dat in de praktijk geen aanleiding zal geven tot veel discussies. Dat is trouwens niet alleen de visie van mijn fractie. Wij bevinden ons daar in goed gezelschap, aangezien onder andere de Orde van Vlaamse Balies en het College van de hoven en rechtbanken dat hebben opgemerkt en zij er nogmaals uitdrukkelijk op aandringen om beide wetsontwerpen met elkaar in overeenstemming te brengen.

Dan heb ik nog een bedenking over de impact van de herhaling op de verjaringstermijn, waarop in het wetsontwerp geen antwoord wordt gegeven. Daar is ook niets over gezegd in de memorie van toelichting. U wenst af te stappen van het principe dat de straf in concreto de verjaringstermijn bepaalt, maar dan rijst de vraag of er dan ook wordt afgeweken van het klassieke standpunt dat de wettelijke herhaling geen impact heeft op de verjaringstermijn, maar de bijzondere herhaling wel. Als u dat standpunt blijft handhaven, kan dat een grote impact hebben op de verjaringstermijnen in het bijzondere strafrecht. Ik verwijs onder andere naar de drugswet.

Ik heb nog een bedenking bij de uitbreiding van de verjaring. In het nieuwe systeem gaat het om een verjaring die betrekking heeft op de duur van het vooronderzoek. Mijn vraag is en blijft – ik heb daar geen afdoend antwoord op gekregen tijdens de bespreking in de commissie – of dit wel voldoende is getoetst aan de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, specifiek met betrekking tot de overschrijding van de redelijke termijn.

U weet beter dan ik dat deze rechtspraak duidelijk is en ook steeds strenger wordt bij het beoordelen van de redelijke termijn, zelfs in heel complexe dossiers. Ik durf hierbij ook te verwijzen naar rechtspraak van het Hof

van Cassatie, die het standpunt van het Europees Hof deelt. Ik hoop, waarschijnlijk samen met u, mijnheer de minister, dat wat hier voorligt de toets van het Europees Hof zal doorstaan en dat het vooral niet zal leiden tot vrijspraak of eenvoudige schuldigverklaring zonder straf, want dit kan en mag niet de bedoeling zijn.

Ik verwijs ook naar het uitvoerig gemotiveerde advies van het College van procureurs-generaal, opnieuw geïllustreerd met uitgebreide rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en het Hof van Cassatie, dat stelt dat wat voorzien is betreffende de redelijke termijn niet voldoende genuanceerd is wat betreft de mogelijkheid om het verval van de strafvordering uit te spreken. Dit verval kan alleen het gevolg zijn van het feit dat de bewijsvoering en het recht van verdediging ernstig en onherstelbaar zijn aangetast.

Onze fractie hoopt dat ook de langere verjaringstermijnen niet het risico inhouden dat onderzoeken langer zullen stilliggen, dat er minder aandacht is voor een snelle voortgang van vervolging en berechting en dat de doorlooptijden niet langer zullen worden omdat de druk van een mogelijke verjaring wegvalt. Dat is een effect dat absoluut niet wenselijk is.

Mijnheer de minister, ik kom tot een ander probleem waarop ook geen antwoord is gekomen tijdens de bespreking in de commissie. Er is niet echt in overgangsrecht voorzien. Hier wordt gewaarschuwd dat dit gebrek aan overgangsrecht kan leiden tot onmiddellijke verjaring van bepaalde dossiers bij de inwerkingtreding van de wet. Er werd het voorbeeld gegeven van cold cases in moorddossiers waarin de feiten op het ogenblik van de inwerkingtreding meer dan 30 jaar eerder werden gepleegd. Deze zouden door het verdwijnen van de stuiting onmiddellijk verjaren. Ik vroeg u of er een impactanalyse werd gemaakt van de inwerkingtreding met onmiddellijke toepassing op hangende zaken. Dat is eigenlijk absoluut noodzakelijk. Het antwoord op die vraag was helaas negatief.

Met betrekking tot de onverjaarbare misdaden wordt er een nieuwe categorie ingevoegd. Hier wordt duidelijk het Bendedossier geïntroduceerd. Dat is volledig terecht. Daarop hebben wij geen enkele kritiek, wij kunnen dat alleen maar steunen. Ik wil hier echter verwijzen naar het advies van het College van procureurs-generaal. Dat is heel duidelijk in zijn advies en zegt dat de onverjaarbaarheid moet worden voorzien voor alle misdrijven waarbij een persoon wordt gedood met het oogmerk om te doden. In de commissie heb ik dat heel uitvoerig uiteengezet. Ik verwijs naar die bespreking.

Ik wil wel nog de conclusie van het College van procureurs-generaal meegeven. Het College van procureurs-generaal zegt dat zo'n meer algemene en objectieve regel een oplossing kan bieden voor alle zogenaamde cold cases waarin na vele jaren elementen opduiken die het uiteindelijk mogelijk maken de dader te identificeren.

Wat de extraterritoriale bevoegdheid betreft, wordt er gewaarschuwd voor een enorme uitbreiding van in België te behandelen dossiers omwille van de verruimde bevoegdheid van het Europees openbaar ministerie, om vanuit ons land extraterritoriaal op te treden in het belang van de Europese Unie en van haar burgers. Ook het gegeven dat de gewone verblijfplaats en niet langer de hoofdverblijfplaats wordt gebruikt om iemand te kunnen vervolgen voor strafbare feiten die in het buitenland gepleegd zijn, kan aanleiding geven tot een enorme toename. Tijdens de bespreking in de commissie hebt u deze waarschuwing ontkend, maar u moest tegelijkertijd toegeven dat de impact op het aantal dossiers niet werd onderzocht. Ik kan alleen maar hopen dat u in de praktijk gelijk krijgt want de werklast van de betrokken magistraten is nu al zeer hoog en een grote toename van dossiers moet beheersbaar blijven, anders ontstaan er problemen in de praktijk.

Dit wetsontwerp verwijst naar het wetsvoorstel houdende het Wetboek van strafprocesrecht dat vertrekt van een eengemaakt strafonderzoek, waarbij de regeling van de rechtspleging zal worden vervangen door een ander systeem en waarbij eveneens wordt afgerekend met de problematiek van het aannemen van verzachtende omstandigheden. Dit betekent dat de huidige strafprocedure in elk geval grondig zal moeten worden aangepast indien en vooraleer het nieuwe Strafwetboek in werking zal treden. Ik blijf de vraag herhalen of u zich daar wel voldoende van bewust bent. Terecht stelt het College van procureurs-generaal in zijn advies dat, ik citeer: "Als de minister nog steeds de intentie heeft om het nieuwe Strafwetboek in werking te laten treden binnen een korte periode, zullen het huidige Wetboek van strafvordering en een aantal essentiële procedurewetten in ieder geval binnen dezelfde periode en vóór de inwerkingtreding van het nieuwe Strafwetboek grondig nagekeken en aangepast moeten worden. Hierbij moet er inzonderheid worden verwezen naar de in het nieuwe Strafwetboek gehanteerde strafniveaus."

Mijnheer de minister, de coherentie van de Wetboeken strafrecht en strafprocesrecht moet worden bewaakt. Dat vereist dat de impact van het Strafwetboek op de huidige strafprocedure wordt nagegaan. Wat nu voorligt, beperkt zich tot slechts twee punten, met name de verjaring en de extraterritoriale bevoegdheid, maar u moet toegeven – u hebt dit trouwens erkend tijdens de bespreking in de commissie – dat dit geen fundamentele hervorming van het strafprocesrecht inhoudt. Daarvan zal dus zeker nog werk moeten worden gemaakt en ik durf daarvoor aandringen op hoogdringendheid.

Mevrouw de voorzitter, dat zijn de bedenkingen die ik wilde formuleren. Voor het overige verwijs ik naar de uitvoerige bespreking in de commissie voor Justitie.

25.03 Koen Geens (cd&v): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, als het goed is, moeten we het zeggen. In de nu voorliggende wetsontwerpen zitten een heleboel goede verbeteringen van ons huidig strafprocesrecht. Naar mijn mening is de belangrijkste verbetering de schorsing van de strafvorderingsverjaring vanaf het moment dat een zaak aanhangig is gemaakt. Het is een barbaarsheid die ik als simpele civilist nooit begrepen heb. Ik ben dan ook bijzonder gelukkig dat daarmee komaf gemaakt wordt, niet alleen omdat strafprocedures al eens wat langer duren, maar ook omdat in mijn jeugd een minister waar ik helemaal niet tegen was, op die manier aan de strafvordering is ontsnapt, terwijl ik dat toen al, nog geen jurist zijnde, helemaal niet begreep.

Nog verschillende andere dingen zitten in de nu voorgelegde wetsontwerpen, niet het minst de onverjaarbaarheid van zeer zware misdrijven van het type Bende van Nijvel. Ik ga niet in op de omschrijving daarvan. De beslissing is genomen in de commissie. Anders dan dezer dagen gebruikelijk is, vind ik, hoewel ik heel enthousiast ben over wat voorligt, dat alles beter kan. Op het gebied van strafvordering dient dus nog heel wat te gebeuren.

Het is waarschijnlijk onze laatste plenaire vergadering over strafvordering, maar geen zorgen, ik zal het niettemin kort houden. Ik begrijp echter niet waarom wij de verwijzingsgerechten niet hebben afgeschaft. Dit soort zaken kan alleen door de regering worden aangekaart om een kans op slagen te hebben. De niet-afschaffing is een fel vertragende factor. Uiteraard is dat zeer nuttig voor de bekrachtiging van arrestatiebevelen en voorlopige hechtenissen, maar daarvoor is geen verwijzingsgerecht nodig zoals we dat vandaag kennen, en zeker geen dubbel verwijzingsgerecht, waar de zaak vaak al ten gronde wordt gepleit.

Ik heb er in mijn loopbaan zo een aantal gepleit. Ik vond dat een lange en dikwijls overbodige procedure. Soms leidt ze tot buitenvervolginstelling, dat besef ik wel. De vraag is echter waarom alles dubbel moet gebeuren en waarom het zo lang moet duren. Ik zeg dit wat provocerend, maar niet kwaad bedoelend dat het mij steeds gestoord heeft dat het één en ondeelbaar parket in alle fases van de strafprocedure optreedt door verschillende magistraten.

Probeert u zich voor te stellen dat een advocaat in elke stap van de procedure door een andere advocaat vervangen zou worden. Dat hoeft zelfs voor strafzaken voor het Hof van Cassatie niet te gebeuren. Naarmate een strafprocedure langer duurt, leidt dat soms tot een minder grondige vervolging dan anders nuttig zou zijn. Er zijn twee domeinen van het recht waarin het legaliteitsbeginsel absoluut heilig is, namelijk het fiscaal recht en het strafrecht. Ze zijn niet toevallig daardoor twee van de meest ingewikkelde rechtstakken geworden.

Voorzitter: Kristof Calvo, ondervoorzitter.

Président: Kristof Calvo, vice-président.

Helaas kennen de meeste penalisten niet veel van fiscaal recht en de meeste fiscalisten niet veel van strafrecht. Dat is het probleem waarover onze collega's van de PTB misschien eens zouden moeten nadenken wanneer zij zoveel klagen over de vervolging van fiscale en financiële fraude. Dat is dus een gigantisch tekort in heel onze vervolging en onze opleidingen aan de universiteiten. Meestal zijn de mensen die graag tellen niet de mensen die graag vervolgen en omgekeerd.

Ik hoop dat u als gewezen parketmagistraat in de jaren die komen, mocht het uw roeping zijn om uw mandaat op Justitie te vervolgen, minstens – als u niet de hele strafvordering wilt veranderen, wat ik natuurlijk hoop, maar waarvoor ik, België kennende, zeer oud zou moeten worden – de verwijzingsgerechten zult kunnen afschaffen. Ik hoop ook dat u ervoor zult kunnen zorgen dat de strafvervolging unieker wordt.

Die eenheid en ondeelbaarheid van het parket is zowat de vreemdste bewering die ik ooit heb gehoord. Zelfs op het vlak van informatica zijn de parketten een van de moeilijkste zaken om te unificeren. Op het vlak van werklastmeting zijn werklastmetingen van de parketten de moeilijkste om te verkrijgen. Ik weet dat de minister van Justitie niets te zeggen heeft over de parketten, maar ik vind dat doodjammer.

Ik zou willen besluiten met te zeggen dat ik opnieuw dezelfde en altijd trouwe experts op het vlak van strafvordering gezien heb die wij altijd zien, waaronder professor Verstraeten. Ik heb dat ooit meegemaakt met het vennootschapsrecht. Er ligt nog altijd een ontwerp van 1979 in de schuif van het Parlement. We hebben dat gelukkig kunnen opvangen, maar het Wetboek van strafvordering wordt geleidelijk leeggeplukt. Men haalt er zaken uit die de strafvordering in de komende jaren moderner en, als het even kan, ook iets sneller zullen maken dan ze vandaag is. Ik dank u.

25.04 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mijnheer de minister, collega's, het is niet mijn gewoonte om het woord te nemen over een dossier inzake Justitie. Vandaag maak ik een uitzondering, omdat het voorliggende wetsontwerp een belangrijke impact heeft op een dossier dat Aalstenaars zoals ikzelf en heel wat mensen van binnen en buiten de regio heel na aan het hart ligt. 9 november 1985, de dag van de zoveelste en gelukkig de laatste aanslag van de Bende van Nijvel, staat in mijn geheugen gegrift. Acht mensen verloren toen hun leven en andere slachtoffers en hele gezinnen en families bleven achter met een levenslang litteken.

In principe verjaart dat dossier op 28 november 2025, 40 jaar na de feiten. Er zijn heel wat inspanningen geleverd, onder andere door u, mijnheer Geens, toen u minister was, maar 40 jaar na de feiten kennen de slachtoffers nog altijd niet de waarheid en zij hebben zich meer dan eens serieus in de steek gelaten gevoeld, zowel door Justitie als door de politieke wereld.

Mijnheer de minister, tijdens de bespreking in commissie merkte u op dat verjaring uitdrukking geeft aan het vergeten waarbij de samenleving het niet langer nodig vindt dat bepaalde misdrijven nog worden vervolgd. Ik kan u met de hand op het hart verzekeren dat de slachtoffers de aanslag nog niet vergeten zijn en ook wij, in Aalst, herdenken de aanslag elk jaar. De Aalstenaars zijn die aanslag nog steeds niet vergeten.

Dankzij het voorliggende wetsontwerp hoeft het dossier niet te verjaren en dat is voor de slachtoffers waarmee ik vanmorgen nog contact had, een lichtpunt. Wij zouden het onszelf nooit kunnen vergeven dat als er bij mirakel overmorgen een dader wordt gevat, die vrijuit zal kunnen gaan, omdat het dossier morgen verjaart. In die zin zal Vooruit het wetsontwerp voluit steunen.

Verjaring of niet is één aspect. Dat mag u niet beletten om achter de waarheid te blijven zoeken. Uit uw antwoorden op mijn vragen leerde ik dat er minder speurders met de zaak bezig zijn en dat het monitoringcomité niet meer samenkomt. Daarom maak ik van de gelegenheid gebruik om een pleidooi te houden opdat men het dossier niet loslaat en naar de waarheid blijft zoeken. Voor mij kan alleen de waarheid rust brengen. Dat verdienen de slachtoffers en dat verdienen hun nabestaanden.

25.05 Vanessa Matz (Les Engagés): Monsieur le ministre, ce projet de loi de procédure pénale vient réorganiser sans bouleversements majeurs des notions de territorialité concernant les poursuites en matière de procédure pénale, mais il va surtout réformer en profondeur le système de prescription de l'action publique. L'opportunité d'une réforme est compréhensible. En effet, le système de la prescription constitue un cadre juridique très complexe à l'heure actuelle. Nous comprenons également la nécessité, dans certaines situations, d'accorder davantage de temps à la résolution d'enquêtes particulièrement difficiles.

Toutefois, les avis et auditions ont permis de soulever plusieurs préoccupations majeures que nous ne pouvons pas ignorer. Tout d'abord, l'absence d'une disposition de droit transitoire risque d'avoir des conséquences extrêmement diverses. Dans bon nombre de cas, elle aura pour effet d'augmenter de manière significative et immédiate la durée de la prescription. Par contre, dans d'autres cas, avec la disparition des actes interruptifs, certains faits extrêmement graves seront désormais prescrits du jour au lendemain dès l'adoption de la loi.

Ainsi, si le délai de prescription actuel de 20 ans pour un meurtre peut aller jusqu'à 40 ans moyennant l'existence d'un acte interruptif, la loi qui porte le délai de prescription à 30 ans mais supprime les actes interruptifs fera en sorte qu'une affaire d'homicide non résolue depuis 31 ans sera prescrite immédiatement en l'absence de droit transitoire, puisque les changements apportés au régime de prescription sont de nature

procédurale, une telle législation s'appliquant immédiatement à toutes les affaires en suspens.

Dans certains cas, la durée de prescription se trouvera raccourcie mais, de manière générale, le projet de loi semble aller vers une prolongation significative des délais de prescription. Avec le projet, de nouveaux crimes deviennent désormais imprescriptibles. On passe de vingt à trente ans de prescription pour d'autres, on rehausse toute une série de prescriptions de cinq ans, de quinze à vingt ans, de dix à quinze ans et de cinq à dix ans. On passe même d'un an à dix ans pour les délits contraventionnalisés. Enfin, on passe de six mois à un an pour les contraventions.

Voilà qui nous amène à réfléchir à la proportionnalité de ces mesures. Bien que l'intention derrière cette prolongation soit de prévoir suffisamment de temps pour des enquêtes complexes, nous devons nous demander si une telle extension ne risque pas de nuire à l'efficacité et à la célérité de la justice. Des délais excessivement longs pourraient non seulement diluer la responsabilité, mais aussi conduire à une accumulation de dossiers non résolus qui pèseraient lourdement sur notre système judiciaire.

Dispose-t-on vraiment des effectifs nécessaires dans les commissariats, les parquets et les tribunaux pour encaisser cette prolongation de délai qui permettra tout à coup à de nombreux dossiers d'être examinés pendant encore cinq à dix ans?

L'aspect de l'imprescriptibilité soulevé dans cette réforme est aussi une source de préoccupation. Nous sommes compréhensifs face au souhait de rendre certains crimes, tels que les assassinats en contexte terroriste, imprescriptibles. Bien évidemment, flotte derrière ce projet de loi la question du dossier des tueurs du Brabant.

Il reste cependant essentiel de traiter cette question avec prudence. Une application inégale ou trop large de l'imprescriptibilité pourrait mener à des injustices et à une érosion des principes fondamentaux de notre système judiciaire, où la prescription a longtemps servi de balancier entre la recherche de la justice et la protection contre des poursuites indéfinies.

De plus, je tiens à souligner les risques inhérents à une généralisation de l'imprescriptibilité. Cette démarche, bien qu'elle puisse paraître favorable aux victimes, pourrait être en réalité une source de disparité et d'incertitude juridique considérable.

Nous devons garder à l'esprit que la prescription n'est pas simplement un délai administratif. Elle représente un élément crucial de la justice, assurant que les accusations sont traitées dans un cadre temporel raisonnable et que les droits de tous les individus, y compris les accusés, sont protégés.

De manière générale, si chaque crime a un impact différent sur la société, les délais de prescription devraient refléter cette réalité. Prolonger indûment des délais pour certains délits pourrait non seulement entraver la justice, mais aussi aller à l'encontre du sentiment de justice au sein de notre société.

Dans les derniers risques présentés par cette réforme, il y a aussi l'article 35, qui dispose que la prescription cesse de courir le jour où le juge de fond est saisi. L'interrogation est portée par AVOCATS.be à propos du risque de voir le ministère public, arrivé au bout du délai après une longue enquête, être tenté de saisir le juge de fond afin d'éviter le souci de la prescription.

Le seul garde-fou évoqué face à ce risque dans l'exposé des motifs était la loyauté du parquet. Monsieur le ministre, je sais qu'en tant qu'ancien membre du ministère public, vous ne doutez pas de la loyauté de celui-ci mais on ne sera pas outre mesure étonné si quelques dossiers devaient être envoyés devant le juge de fond alors qu'ils ne sont pas entièrement bouclés pour éviter la prescription.

Enfin, face à toutes ces argumentations, il reviendra aux cours et tribunaux, au cas par cas, d'examiner dans quelle mesure il doit être fait application du principe du délai raisonnable, en prononçant alors une peine inférieure au minimum légal, une simple déclaration de culpabilité ou – c'est un élément clairement visé par le projet de loi – en permettant au juge de prononcer l'extinction de l'action publique pour un non-respect grave du délai raisonnable.

Nous nous abstiendrons sur ce projet de loi, étant donné que le projet va dans diverses directions. Il est difficile

d'estimer avec certitude s'il sera problématique, nonobstant les points soulevés ici.

De **voorzitter**: De heer D'Haese vraagt nog het woord. Ik meen dat dit het best in de eerste ronde kan, zodat u zijn betoog kunt meenemen in uw antwoord, mijnheer de minister.

25.06 Christoph D'Haese (N-VA): Mijnheer de minister, wij hebben uitvoerig van gedachten kunnen wisselen in de commissie. Ik wil toch nog even het woord nemen, omdat de link wordt gelegd naar één bepaald dossier, een dossier dat in een rechtsstaat elkeen moet raken, het dossier van de Bende van Nijvel.

Ik begin eerst met iets anders. Ik meen dat er heel goede dingen zitten in de wetswijzing die voorligt. Wij weten dat België wereldkampioen is inzake het moeilijkste systeem van verjaring. Er is een prachtig werk geschreven door professor Meese. Hij heeft het daarin over de duur van het proces en beschrijft alle mogelijke incidenten in verband met de verjaring. Dat is een heel dik boek. In essentie gaat het over wat hij een 'Minoïsch labyrint' noemt. Het is een kwelling voor iedereen in de praktijk, aan welke kant van de balie men ook staat, of men zittend of staand magistraat is. De verjaring is een kwelling.

Maar de verjaring moet ons ook iets leren. Een volwassen rechtsstaat, een correcte rechtsstaat, – en recht spreken is essentieel in een democratische samenleving – moet recht spreken binnen behoorlijke termijnen. De verjaring is wezenlijk te onderscheiden van het overschrijden van de redelijke termijn. Dit zijn technisch twee totaal verschillende dingen.

Elke stap voorwaarts die u doet om dat systeem te vereenvoudigen, is een goede stap, maar er is natuurlijk meer. Eigenlijk is dit een schijn debat. Excuseer mij dat ik het zo moet zeggen. Het is een schijn debat over een falende justitie.

Mevrouw Vanrobaeys, u hebt gelijk, het is niet normaal dat mensen 40 jaar moeten wachten eer zij weten waarom er 28 doden gevallen zijn. Dat is natuurlijk niet de fout van deze minister van Justitie. Het gaat natuurlijk veel verder terug in de tijd, in de geschiedenis. Mijn interventie van vandaag zou eigenlijk heel lang moeten duren. Ik zou moeten een lezing geven van de 11 toespraken die ik heb gegeven, soms in heel geanimeerde bewoordingen, soms in alle rust, soms uitblinkend door de kracht van de stilte van het verdriet van de slachtoffers te respecteren. In allerlei toonaarden heb ik geprobeerd het dossier gedurende jaren vooruit te helpen, want in de rechtsstaat hebben de mensen natuurlijk recht op een antwoord op zulke fundamentele vragen.

De wetswijziging vandaag moet ons iets leren en moet ons doen stilstaan bij het feit dat er in België veel verkeerd gaat in justitie. In het Frans bestaat er daarvoor een mooi woord, *la célérité*, de doorlooptijd van procedures. Wat collega Geens zegt, is heel terecht. Denk erover na om die onderzoeksgerechten te vereenvoudigen, maar dat zal voor een volgende legislatuur zijn. Zelfs in een eenvoudige strafprocedure zitten er te veel bottlenecks. Dat is veel te moeilijk en niet leesbaar geworden. We moeten daar fundamenteel op inzetten door die procedures te actualiseren en op een vakkundige manier te werken aan de doorlooptijd ervan.

We hernemen ook de amendementen die we in de commissie hebben ingediend, specifiek wat betreft de schabouwelijke, legistiek bijna onleesbare bepaling dat bepaalde misdrijven niet in de tijd kunnen verjaren en andere wel. Het criterium dat u in dit wetsontwerp naar voren schuift om bepaalde zaken die de openbare orde en de rust verstoren alsnog niet te laten verjaren, is een heel interpretatief criterium, want dat kan in een tijdssegment enorm veranderen. U geeft daar een bijkomende beoordeling aan de rechter, maar u objectivert dat niet. U legt dat in handen van de rechter. Het was veel eenvoudiger geweest om een klassiek principe uit het strafrecht te nemen, namelijk het oogmerk om te doden, *la volonté de tuer*. Dat is voldoende om onverjaarbaar te zijn.

Daar begrijp ik u niet. De meerderheid komt altijd zo op voor de rechten van slachtoffers en probeert progressief te zijn, maar toch laat u toe dat iemand die iemand anders opzettelijk van het leven berooft vrijuit kan gaan. Dat staat in schril contrast met alle aanpassingen die we, heel terecht, hebben gedaan voor bijvoorbeeld kindermisbruik en zedenfeiten. Die wettelijke verscherpingen die deels door uw voorgangers en door uzelf zijn gedaan, zijn heel terecht.

Echter, het recht op leven is toch het hoogste rechtsgoed in onze rechtsstaat? Op dat vlak maakt u een

compromis dat geen compromis is. Wij zouden over dat amendement bijna een ethische stelling moeten hebben. Het gaat immers over leven en dood.

U stelt dat iemand die een andere persoon opzettelijk kapot heeft gemaakt en destructie heeft toegebracht aan diens leven op alle mogelijke manieren, zelfs met meervoudige moord, een misdaad is die kan verjaren. Dat is een statement dat u maakt. U maakt aldus een ongelooflijk moreel statement.

Daarin kunnen wij ons heel moeilijk vinden, hoewel de weg bezaaid ligt met goede bedoelingen. Op dat punt bent u gestruikeld. Daarop bent u echt gestruikeld. Het recht op leven en dood is immers het hoogste rechtsgoed en moet worden beschermd.

Daarom zullen wij dat amendement ook opnieuw indienen. Misschien kunt u daarover nog eens nadenken. Anders zullen wij dat tijdens een volgende legislatuur doen. Wij zullen het vandaag echt niet te moeilijk maken, maar ook de overgangsbepalingen hangen met de spreekwoordelijke haken en ogen aan elkaar.

De **voorzitter**: Er zijn geen sprekers meer die zich spontaan hebben aangemeld. Dat betekent dus dat wij bij de vice-eersteminister zijn aanbeland voor zijn antwoord.

25.07 Minister **Paul Van Tigchelt**: Mijnheer de voorzitter, geachte leden, ik dank u allen voor de commentaren vandaag maar ook tijdens de commissie voor Justitie.

Mijnheer D'Haese, u hebt gelijk. Het waren interessante debatten en u hebt heel relevante commentaren gegeven.

Het klopt. U en ik weten, zoals u hebt opgemerkt, dat er nog werk aan de winkel is op het vlak van de strafvordering.

Mijnheer Geens, mijnheer D'Haese, mevrouw De Wit en iedereen eigenlijk, u hebt aangehaald dat het tijd wordt dat wij de verwijzingsgerechten, de onderzoeksgerechten in artikel 127 van het Wetboek van strafvordering afschaffen. Het stropste daar vaak.

Mijnheer Geens, ik herinner er wel aan dat wij een eerste aanzet hebben gegeven, toen wij het snelrecht met aanhouding hebben goedgekeurd. Op dat moment schaften wij de verwijzing, bepaald in artikel 127 van het Wetboek van strafvordering, wel af. Daar is dat dus al mogelijk, maar het debat is inderdaad nog niet gedaan.

Dat neemt niet weg dat wij een aantal belangrijke zaken wijzigen, waardoor een en ander eenvoudiger wordt. De procedure was inderdaad veel te ingewikkeld geworden. Bovendien wordt het mogelijk wanneer bepaalde cold cases na jaren toch nog worden opgehelderd, verdachten en verantwoordelijken alsnog voor justitie te brengen. Collega's Vanrobaeys en D'Haese, u had het over het onopgehelderde dossier van de Bende van Nijvel. De overvallen van die bende blijven vooralsnog een zwarte bladzijde in onze Belgische geschiedenis. De slachtoffers hebben inderdaad nog steeds recht op de waarheid. U noemt de voorgestelde wijziging een lichtpunt.

Maar sta me toe om aan *perception management* te doen: ik wil bij de slachtoffers geenszins valse verwachtingen scheppen. Dat we nu de verjaring rekken, wellicht ook voor de feiten van de Bende van Nijvel, wil niet zeggen dat de feiten daarmee opgehelderd kunnen worden. Was het maar waar. Overigens zal de recent goedgekeurde DNA-wetgeving het ook mogelijk maken om bepaalde cold cases met nieuwe DNA-technieken op te helderen. Dat is tenminste onze hoop en ambitie. Dat is hetgeen wij proberen te doen met onderhavige wetgeving.

Het feit dat strafbare feiten verjaren, heeft natuurlijk een reden. Daartegenover staan inderdaad rechten van slachtoffers. Slachtoffers hebben steeds het recht op de waarheid. Dat evenwicht zoeken wij.

Collega D'Haese, u bekritiseert de specifieke context voor de onverjaarbaarheid van moord en roofmoord. Het is uw goed recht om dat te doen. Dat is nu eenmaal de keuze die wij hebben gemaakt. Wij hebben het daarover al in commissie gehad. Wij vinden die formules, die door gerenomeerde experts werd voorgesteld, niet uit. Ze bestaat al in terrorismezaken en heeft daar haar deugdelijkheid bewezen.

Voorts merk ik op dat de overschrijding van de redelijke termijn niet hetzelfde is als de verjaring. De overschrijding van de redelijke termijn kan namelijk leiden tot een eenvoudige schuldigverklaring en het opleggen van een lagere straf. Die regeling bestond al ingevolge de rechtspraak van het Europees Hof, artikel 6, het recht op een eerlijk proces binnen een redelijke termijn.

Wat we nu hebben toegevoegd, collega De Wit heeft dit ook aangehaald, is dat het verval van de strafvordering – dat is een zware sanctie – kan worden uitgesproken bij een schabouwelijke overschrijding van de redelijke termijn. De reden waarom we dat hebben ingeschreven, is net omdat we in een volledig nieuw systeem van verjaring voorzien. De verjaring kan namelijk niet meer intreden in de fase voor het vonnisgerecht. Dat is een serieuze wijziging. Daar moet wel iets tegenover staan. Daar moet tegenover staan dat we Justitie verplichten om inderdaad haar zaken binnen een redelijke termijn af te handelen. Het verval van een strafvordering kan alleen worden uitgesproken door een vonnisgerecht op een gemotiveerde wijze, namelijk enkel en alleen – dit is de grendel die we inbouwen –, indien er sprake is van een zeer zwaarwichtige miskenning van de redelijke termijn. Zo zoeken we een evenwicht. Daarmee garanderen we de rechtsonderhorige ook dat Justitie haar werk binnen een redelijke termijn uitvoert.

Over de overgangsbepalingen en de samenloop met het nieuwe Strafwetboek hebben we een technische discussie in de commissie voor Justitie gevoerd. Het klopt inderdaad dat het nieuwe Strafwetboek twee jaar na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* in werking zal treden. Dat is bij mijn weten nog niet gebeurd; ik heb mij laten vertellen dat het ook veel werk is. In dat nieuwe Strafwetboek schaffen we de correctionalisering af en hebben we de strafmaten op basis van de conversietabel zo goed mogelijk omgezet. Met onderhavig wetsontwerp dringt zich volgens ons de nood op om het strafprocesrecht onmiddellijk te wijzigen. Collega's Vanrobaeys en D'Haese hebben dat aan de hand van een voorbeeld ten overvloede aangetoond.

Ik weet dat een bepaalde professor pleit voor overgangsrecht. Wij hebben ons laten adviseren door een andere professor, met name professor Verstraeten. Hij heeft er ons in de commissie voor Justitie voor gewaarschuwd om vooral geen overgangsbepalingen in te schrijven, omdat ons doel net een vereenvoudiging van het systeem is. Overgangsrecht doet dat niet. Dat zijn niet mijn woorden, wel de woorden van professor Verstraeten in de commissie voor Justitie.

Voorzitter: Eliane Tillieux, voorzitter.

Président: Eliane Tillieux, présidente.

Ten slotte, wat de extraterritorialiteit betreft, we hoeven mijns inziens – ik zei het al in commissie - geen significante toename van het aantal gevallen te verwachten. Het principe van de discretionaire vervolging, zoals we dat noemen, is nog steeds van toepassing. In de commissie voor Justitie heb ik ook verwezen naar de Europese verordening inzake het EPPO, wat staat voor European Public Prosecutor's Office, de Europese procureur, die een alsmaar belangrijkere plaats in het Europees veiligheidslandschap inneemt. Die verordening bepaalt dat de vervolging bij voorrang wordt ingesteld in de staat waarin het strafbaar feit is gepleegd.

Madame la présidente, il me semble ainsi avoir répondu aux principales critiques.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3514/7)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3514/7)**

Le projet de loi compte 60 articles.

Het wetsontwerp telt 60 artikelen.

* * * * *

Amendements déposés:

Ingediende amendementen:

Art. 33

- 19 – *Christoph D'Haese cs (3514/8)*

Art. 34

- 20 – *Christoph D'Haese cs (3514/8)*

* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:

Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservés: les amendements et les articles 33 et 34.

Aangehouden: de amendementen en de artikelen 33 en 34.

Adoptés article par article: les articles 1 à 32 et 35 à 60.

Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 tot 32 en 35 tot 60.

* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen, de aangehouden artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

26 **Projet de loi portant diverses modifications du Code d'instruction criminelle II (3515/1-9)**

26 **Wetsontwerp houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering II (3515/1-9)**

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

De rapporteurs, de heer Aouasti en mevrouw Dillen, verwijzen naar het schriftelijk verslag.

26.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, collega's, wat betreft de wijzigingen en toevoegingen met de spijtoptantenregeling vestig ik de aandacht op het amendement dat straks nog wordt ingediend om aan de inwerkingtreding een aanpassing te doen. Ik dank de meerderheid zeer om dit te steunen.

Ik zou kort willen tussenkomen wat betreft de minnelijke schikking en vooral de mogelijkheid om een bestuursverbod op te leggen. Het bestuursverbod is in het Strafwetboek als bijkomende straf voorzien, maar wordt nu ook in het kader van een minnelijke schikking opgelegd. We moeten consequent zijn. Ik blijf dat een heel raar verhaal vinden. U hebt verschillende regelingen gehad qua bestuursverbod. Het wordt nu echt een warboel en het is heel moeilijk om daar nog duidelijkheid in te vinden. Er is nu een bestuursverbod in het Strafwetboek, er is een minnelijke schikking in het Wetboek van economisch recht, in KB nr. 22. Het verschilt van misdrijven waarvoor het kan, de sancties zijn verschillend, de termijnen zijn verschillend, de publiciteit is verschillend en de rechtsvormen zijn verschillend. Je vindt er je weg niet meer in terug, ik alleszins toch niet. Een grondige opkuis en een herstructurering van de regeling zijn zeker nodig.

Wat voor ons problematisch is met de regeling die nu in de wet wordt ingeschreven – het is ook de reden waarom wij ons wensen te onthouden bij de stemming over dit wetsontwerp – is dat die gewoon conceptueel contradictorisch is. Waarom gaan partijen een minnelijke schikking aan? Dat wordt heel vaak de afkoopwet genoemd en die wordt net gebruikt om negatieve publiciteit in het kader van een strafprocedure en een veroordeling te vermijden. Een bestuursverbod wordt niet gepubliceerd. Daar zit een conflict. Het heeft geen zin, want een bestuursverbod dat niet gepubliceerd wordt, kan geen enkele derde beschermen. Dan is er geen bescherming. Dat kan men niet handhaven. De overtreding ervan kan niet worden gesanctioneerd, want heel

weinig mensen weten dat iemand een bestuursverbod heeft. Het staat ook niet in het register. Voor mij is het contradictorisch om dit als maatregel in te schrijven.

Als men het opneemt in een minnelijke schikking wil dat zeggen dat men een aanvullende straf oplegt zonder dat er een uitspraak wordt gedaan over een hoofdstraf. Dat vind ik ook redelijk contradictorisch.

Bovendien zijn wij bezorgd dat het de toets van de Grondwet niet zal doorstaan, mijnheer de minister. De Raad van State had gezegd dat de wettekst zelf een verduidelijking nodig had, niet enkel de memorie van toelichting maar de wettekst zelf, en dat is niet gebeurd. Dat werd nochtans opgemerkt door de Raad van State, maar de tekst van het voorontwerp is gewoon opnieuw overgenomen, waardoor het nog steeds onvoldoende duidelijk is wat er precies wordt bedoeld onder dat bestuursverbod. Belangrijker is echter dat het niet duidelijk is voor welke misdrijven het geldt. Geldt het voor alle misdrijven? Blijkbaar kan de procureur het namelijk opleggen voor meer misdrijven dan de strafrechter. Er is ook geen beperking qua duur. Er is rechtspraak van het Arbitragehof in eerdere gevallen waaruit blijkt dat dit eigenlijk onaanvaardbaar is. Het kan (...) door de procureur voor alle rechtsvormen, maar de strafrechter kan dat niet. Ook hier is er dus een contradictie. De toets van de Grondwet zou dus wel voor problemen kunnen zorgen.

Tot slot, mijnheer de minister, lijkt het ons eveneens niet te handhaven. Er is immers publiciteit noch sanctie voorzien. Of men dan een bestuursverbod oplegt of niet... Als niemand het kan weten, hoe kan men dan het recht van die derde beschermen? Dat zei ik echter daarnet al.

Ik zie dus heel veel problemen in deze regeling. Ik heb geen probleem met het opleggen van een bestuursverbod, want dat vind ik op zich een goede zaak. We moeten echter eerst grote kuis houden in de regeling en goede wetteksten maken alvorens het er hier gewoon door te duwen.

26.02 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la présidente, monsieur le ministre, nous avons eu l'occasion de discuter assez longuement en commission sur ce projet de loi, que nous considérons comme une occasion manquée concernant le régime des repentis. C'est peut-être un peu moins vrai maintenant.

Je vous avais interrogé oralement et par écrit, en présentant des amendements, et à chaque fois vous m'aviez répondu que ce projet avait pour objet des modifications procédurales à la demande du Collège du ministère public. L'objectif n'était pas d'aller au-delà, nos amendements étaient de nature à perfectionner la procédure.

J'ai attiré votre attention sur différents points posant question dans le texte, dont l'ambiguïté de la notion de proportionnalité dans le texte, qui est pourtant une notion centrale, et l'ambiguïté de l'ordre des opérations entre les déclarations et l'homologation. Le juge doit homologuer, même s'il sait que les déclarations sont mensongères, car ce critère de refus d'homologation n'est pas prévu à ce stade.

Nous avons proposé d'amender le texte, afin de laisser ouverte la possibilité que l'avocat ne soit pas obligé de signer le mémorandum lorsqu'il y a des risques pour sa sécurité. Nous avons aussi proposé qu'il soit prévu de réparer intégralement le dommage à la victime. La victime et les personnes concernées par des déclarations doivent aussi pouvoir demander la révocation de la promesse sous certaines conditions.

Vous n'avez pas pu faire droit à ces différentes demandes, en disant qu'il fallait à ce stade faire uniquement des modifications minimales dans le texte, telles que sollicitées par la justice.

Nous sommes revenus en première et deuxième lectures sur la question de l'application de cette nouvelle loi aux procédures en cours au niveau des repentis. Nous avons dit à plusieurs reprises qu'il était important qu'elle ne puisse pas s'appliquer aux procédures en cours. Vous nous aviez alors répondu que cela n'aurait pas d'incidence sur ces procédures. Nous pouvions vous croire mais nous n'en savons rien puisque le dossier est à l'instruction et que, par définition, l'instruction est secrète. Nous n'avons donc pas les éléments pour juger si, oui ou non, cela aurait pu avoir une incidence sur la procédure.

De longues négociations ont eu lieu avec votre cabinet et avec un certain nombre de groupes politiques que je remercie. Mme De Wit et M. Boukili, entre autres, ont mesuré aussi toute l'importance de ne pas perturber une procédure en cours par une nouvelle loi dont on ne connaît pas l'impact qu'elle pourrait éventuellement avoir. J'avais pris l'exemple de l'avis préalable du juge d'instruction qui est actuellement obligatoire pour conclure le mémorandum. Sur ce point, le projet apporte un changement puisque, désormais, le juge

d'instruction peut décider de ne pas rendre un avis. Il était tout à fait possible – aucun de nous ne peut le dire avec certitude – que, dans cette procédure, le juge d'instruction n'ait jamais remis d'avis. Ce projet, qu'on s'apprête à voter, aurait couvert ce vice.

Le secret de l'instruction nous empêche de lever le doute sur l'influence des procédures en cours dans un sens ou dans un autre.

Après de multiples négociations avec vous-même, avec votre cabinet, avec l'appui des collègues dont M. De Smet qui nous soutenait dans la démarche, un amendement corrigé a été déposé par notre groupe. Cet amendement, qui semble recueillir une certaine majorité pour être voté, demande simplement que la procédure "repentis", que la loi actuelle, sur la question des repentis, ne puisse pas s'appliquer aux procédures en cours. Si, effectivement, comme vous le dites, cela n'a aucune incidence, postposer cette procédure, le temps que les affaires en cours soient conclues, ne changera donc rien.

Je vous remercie pour votre ouverture, monsieur le ministre, et pour celle de vos collaborateurs avec lesquels j'ai beaucoup communiqué. J'en vois d'ailleurs certains ici qui sont, je le souligne, toujours à la disposition du Parlement. Ce n'est pas le cas de tous les cabinets, je tiens à le dire. Vos collaborateurs qui étaient aussi ceux de votre prédécesseur sont toujours très à l'écoute pour vous transmettre les messages qui arrivent, y compris de l'opposition. Je tiens à les remercier également pour la bonne compréhension de cette affaire qui était importante pas seulement pour nous, Les Engagés, mais pour nous tous parce que nous aurions pu risquer qu'une procédure soit invalidée. Nous sommes particulièrement observés par l'Europe dans ce dossier que je ne cite pas mais que tout le monde reconnaît. Cela n'aurait pas été une fleur à notre chapeau de voir une procédure invalidée dans le cadre d'affaires qui concernent des politiques. Cela aurait donné l'impression d'arrangements entre soi. Je sais évidemment que vous ne le souhaitez pas.

Je vous remercie d'avoir approuvé le principe de cet amendement. Nous verrons tout à l'heure si l'assemblée fera droit à celui-ci. Je le pense. En tout cas, c'est faire preuve d'esprit constructif. Je pense que vous avez contribué à ce que l'État de droit et les procédures soient respectés et à ne pas donner l'impression d'influencer des procédures en cours. Vous savez comme les citoyens y sont attentifs. Ils nous jugent aussi par rapport à cela. Je remercie également l'ensemble des groupes politiques de la majorité ayant marqué un accord sur cet amendement d'avoir compris toute l'importance de ce petit amendement qui ne mange pas de pain mais qui fera vraiment du bien à la confiance que les citoyens ont à notre égard et à l'égard de la justice. Je tenais à vous remercier pour cela.

26.03 Paul Van Tigchelt, ministre: madame la présidente, j'apprécie vraiment les compliments adressés par Mme Matz aux collaborateurs de notre cabinet. Ils sont en effet amplement mérités. Merci de votre appréciation.

Je ne vais pas revenir sur l'enquête en cours à laquelle vous faites allusion, mais après mûre réflexion, nous pouvons soutenir l'amendement de la collègue Matz qui prévoit que l'article 4 de notre projet de loi ne sera pas d'application pour des procédures en cours.

Artikel 4 zal dus niet van toepassing zijn op lopende procedures, wat een afwijking is van de gewoonlijke onmiddellijke toepassing van een procedurele wet. Het geldt dus enkel voor het luik rond de pentiti, de spijtoptanten.

Het laatste punt betreft het bestuursverbod. Collega De Wit, u houdt ons scherp dienaangaande. We hebben na het advies van de Raad van State een amendement gemaakt en een toevoeging gedaan: "Hij" – dat is de rechter – "kan bijkomend een bestuursverbod opleggen als beveiligingsmaatregel, onder dezelfde voorwaarden als voorzien in de artikelen 1 en 4 van het KB nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het bestuursverbod." Dat amendement hebben we in tweede lezing ingediend en daarmee wordt het bestuursverbod als beveiligingsmaatregel, zoals we die hier invoeren in de regel rond de verruimde minnelijke schikking, gealigneerd met de strafrechtelijke bestuursverboden conform het KB van 24 oktober 1934. Die alignering is gebeurd. We hebben de Raad van State gevolgd en de tekst verduidelijkt. Het toepassingsgebied is identiek. JustBan zal ook dientengevolge worden aangepast. Het was en is dus een belangrijk amendement.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3515/8)**
Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3515/8)**

Le projet de loi compte 6 articles.
Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

* * * * *

Amendement déposé:
Ingediend amendement:
Art. 7(n)

- 12 – Vanessa Matz (3515/9)

* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:
Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservé: l'amendement.
Aangehouden: het amendement.

Adoptés article par article: les articles 1 à 6.
Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 tot 6.
* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement en over het geheel zal later plaatsvinden.

[27] Projet de loi exécutant le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 et modifiant diverses dispositions relatives à l'organisation et aux pouvoirs de l'Autorité belge de la concurrence (3813/1-3)

[27] Wetsontwerp tot uitvoering van Verordening (EU) 2022/1925 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2022 over betwistbare en eerlijke markten in de digitale sector, en tot wijziging van Richtlijnen (EU) 2019/1937 en (EU) 2020/1828 en tot wijziging van diverse bepalingen houdende de organisatie en de bevoegdheden van de Belgische Mededingingsautoriteit (3813/1-3)

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Mme Houtmeyers, rapporteur, renvoie au rapport écrit.

Zij krijgt het woord in de algemene bespreking.

[27.01] Katrien Houtmeyers (N-VA): Mijnheer de minister, het grote probleem van het voorliggende ontwerp bevindt zich in artikel 57, zoals wij reeds in de commissie hebben besproken. Daar bevindt zich een serieuze

inhoudelijke wijziging met betrekking tot het voorafgaande concentratietoezicht op erkende ziekenhuizen door de BMA. Waar vandaag enkel locoregionale klinische ziekenhuisnetwerken zijn vrijgesteld van een voorafgaande controle op de concentratie door de BMA, zal het met dit wetsontwerp een algemeen principe worden dat alle erkende ziekenhuizen vrijgesteld zijn van de controle door de BMA, met slechts één uitzondering, namelijk concentraties tussen erkende ziekenhuizen. Die blijven onderworpen aan de voorafgaande concentratiecontrole door de BMA, indien de betrokken erkende ziekenhuizen samen in België een omzet van meer dan 900 miljoen euro bereiken en ten minste twee van de betrokken erkende ziekenhuizen elk in België een omzet halen van ten minste 250 miljoen euro, de aanmeldingsdrempel.

De N-VA is er evident voorstander van om te voorzien in een betere samenwerking tussen de ziekenhuizen. Concentraties zijn een methode om tot kwaliteits- en efficiëntiewinst te komen en laten ook toe dat hooggespecialiseerde zorg bij elkaar kan worden gebracht en daar ook aan kwaliteit kan winnen. De beweegreden moet steeds het centraal stellen van de patiënt zijn. Wij begrijpen ook dat ziekenhuizen zeker en vast geen klassieke economische spelers zijn. In 2021 hebben wij echter bij een eerste wijziging van de wet – met collega Gijbels, die ook aanwezig is – al het belang van een voorafgaand concentratietoezicht door de BMA aangestipt. Het is niet het minst in het belang van de patiënt om monopolies te voorkomen en de keuzevrijheid te garanderen.

Ook de BMA is het er geenszins mee eens dat ziekenhuisnetwerken nog kunnen worden onttrokken aan de concentratiecontrole. Ze zorgt ervoor dat de nodige prikkels worden behouden om inkomsten en uitgaven te optimaliseren ten voordele van de gebruikers. Een concentratiecontrole kan ook eventuele schadelijke gevolgen, zoals een prijsverhoging of kwaliteitsvermindering, tegengaan en een effectieve, vrije en eerlijke concurrentie garanderen.

Het advies van de BMA met betrekking tot die vrijstelling is dan ook duidelijk. De BMA is hiervan absoluut geen voorstander en heeft een lijvig rapport ingediend. Het wetsontwerp gaat dan ook flagrant in tegen dat advies. De BMA wou dat advies in de commissie komen toelichten, maar de meerderheid had daar helaas geen oren naar.

Wij volgen de BMA en vinden dat alle ziekenhuizen onderworpen moeten blijven aan een voorafgaand concentratietoezicht. Indien men dit toezicht voor erkende ziekenhuizen wil schrappen, dan is het niet logisch dat hierin dan nog een onderscheid wordt gemaakt tussen grotere en kleinere ziekenhuizen. Om deze reden zullen wij ons onthouden op dit ontwerp.

27.02 Erik Gilissen (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, dit wetsontwerp heeft meerdere doelen. Naast de uitvoering van een Europese verordening betreffende de Digital Markets Act wil men ook de efficiëntie van de BMA verbeteren.

Ik zal het eerst hebben over de Digital Markets Act. Die regelt de markten die voortkomen uit de digitale omgeving. Deze Europese wet wil een hogere mate van competitie creëren binnen de Europese digitale markten door te voorkomen dat grote bedrijven hun macht misbruiken en dus geen nieuwe spelers op de markt toelaten. Het zal het marktgedrag van de gatekeepers strenger reguleren, vooral dat van de big-techbedrijven, zoals Google, Facebook, Apple, Microsoft en Amazon. Het Vlaams Belang wil in dit verband het belang van de interoperabiliteit benadrukken. Systemen die opener zijn en onderling met elkaar kunnen communiceren zijn volgens ons de beste manier om techmonopolies te doorbreken.

Mijn volgend punt betreft de BMA. De onderzoeksbevoegdheid van de BMA wordt in dezen beperkt tot een ondersteunende rol ten aanzien van de Europese Commissie. De rol van de BMA bestaat er dus voortaan in om informatie en bewijsmateriaal te verzamelen en te overhandigen aan de Europese Commissie, die de enige handhaver zal zijn van de Europese verordening 2022/1925.

Als de Europese Commissie beslist een procedure in te leiden, wordt de BMA de bevoegdheid ontnomen zelfs maar een onderzoek in te stellen. Kortom, het is meer Europa en minder soevereiniteit, want de BMA wordt als het ware gedegradeerd tot een hulpje van de Europese Commissie.

Voorts wil men de BMA de controle op de concentratie van erkende ziekenhuizen ontnemen. Enkel erkende ziekenhuizen die in hun groep meer dan 900 miljoen omzet behalen, en waarbij ten minste 2 van de betrokken erkende ziekenhuizen elk in België een omzet behalen van ten minste 250 miljoen, zullen nog onderworpen

worden aan toezicht op concentraties. Dat is voor onze fractie een probleem.

Ook de BMA heeft een probleem met het wetsontwerp. Ze was daarom vragende partij om een en ander in een hoorzitting in commissie toe te lichten. Als een organisatie als de BMA zelf vraagt om een toelichting te geven, moet men haar de mogelijkheid geven. De meerderheid en uzelf, mijnheer de minister, vonden dat echter niet nodig en er werd niet op het verzoek ingegaan. Vandaar dat wij het moeten stellen met de schriftelijke adviezen en de bezwaren die de BMA aan uw kabinet bezorgd heeft en die u als tegemoetkoming aan de commissieleden hebt toegestuurd.

Ik citeer graag enkele zaken uit die adviezen.

"De geregleerde aard van de ziekenhuissector maakt het eenvoudiger om concurrentie te analyseren en verder te gaan dan de loutere vaststelling van aanzienlijke lokale marktaandelen. De regelgeving op het gebied van concentratiecontrole bevat een reeks mechanismen om ervoor te zorgen dat zaken efficiënt worden afgehandeld. De ziekenhuissector vrijstellen van voorafgaande concentratiecontrole houdt aanzienlijke juridische risico's in. De vrijstelling van de ziekenhuissector van de voorafgaandelijke concentratiecontrole zal grote rechtsonzekerheid creëren."

"De vrijstelling van de ziekenhuissector van concentratiecontrole houdt ook aanzienlijke politieke risico's in."

"Als gevolg van het wetsontwerp zal het verwerven van een belang met winstoogmerk in de ziekenhuissector worden vrijgesteld van voorafgaande controle."

"Het wetsontwerp begrijpt het concept van concentratie verkeerd".

Mijnheer de minister, collega's, sommige bepalingen van het wetsontwerp steunen we; bij andere bepalingen plaatsen we vraagtekens. Daarom kunnen we het wetsontwerp in zijn geheel niet goedkeuren. Wij zullen ons straks bij de stemming onthouden.

27.03 **Maxime Prévot** (Les Engagés): Monsieur le ministre, chers collègues, le projet de loi que nous discutons poursuit, nous le savons, quatre objectifs et même après les explications données en commission, le fait d'avoir regroupé ces quatre volets ne nous semble ni opportun ni souhaitable.

L'exécution du *Digital Markets Act*, d'une part, la composition du comité de direction de l'Autorité belge de la Concurrence d'autre part, et enfin l'exclusion des concentrations entre hôpitaux, du contrôle préalable des concentrations, sont trois sujets qui méritent des discussions distinctes et une réflexion séparée. Cette méthodologie de travail que vous avez suivie ne nous apparaît pas opportune, et je vais donc, en l'absence d'alternative, faire quelques remarques sur les trois volets que je viens de distinguer.

Le premier volet du projet de loi concerne l'exécution du *Digital Markets Act*. Nous attendions que la Belgique donne effet aux mesures d'exécution de ce règlement européen qui vise à mieux encadrer les activités économiques des plus grandes plateformes. Ces grandes entreprises, désignées sous le terme de contrôleurs d'accès, rendent les consommateurs et les plus petites entreprises particulièrement dépendantes de leurs services et empêchent la concurrence des autres sociétés. Ce règlement est applicable depuis le 2 mai 2023 et les plateformes qualifiées de contrôleurs d'accès doivent se conformer à leurs nouvelles obligations depuis le 6 mars dernier. Tenant compte de ces délais, nous jugeons regrettable que l'actualisation des compétences de l'Autorité belge de la Concurrence n'intervienne que maintenant. On ne le dira jamais assez mais l'anticipation est une vertu que la Belgique doit encore apprendre à cultiver pour être un partenaire européen pleinement fiable et efficace. D'autant plus que nous occupons la présidence de l'Union; il est plus que jamais important de faire preuve d'exemplarité concernant nos obligations vis-à-vis de celle-ci.

S'agissant de l'introduction d'un cinquième membre au sein du comité de direction de l'Autorité belge de la Concurrence, je ne suis qu'à moitié étonné que cela intervienne seulement maintenant. C'est en effet une manœuvre intéressante qui permet de compenser un peu le déséquilibre linguistique de l'actuel comité de direction, composé de trois néerlandophones pour un francophone. Les remarques formulées par mon collègue M. Ducarme ont d'ailleurs éclairci la situation et ont permis au ministre de confirmer qu'aucun cadre linguistique n'a été prévu à l'Autorité belge de la Concurrence. Je m'étonne ainsi que le gouvernement n'ait pas encore agi sur ce point, et je rejoins mon collègue qui, en commission, a questionné la légalité de la

nomination du président dans ces conditions.

Enfin, concernant l'exemption de contrôle préalable des concentrations pour le secteur hospitalier, ce point aurait, selon nous, mérité d'être traité distinctement afin de pouvoir lever toutes les incertitudes juridiques qui se posent. Nous partageons pleinement l'objectif du projet de loi. Il est illogique et particulièrement lourd pour les hôpitaux de les encourager d'une part à regrouper leurs activités, et de les soumettre d'autre part à des contrôles de concentration préalables. Ces regroupements hospitaliers peuvent en effet contribuer à améliorer l'efficacité et la qualité des soins. Ce que nous ne voulons pas, c'est que l'exemption instituée par le présent projet de loi soit source d'insécurité juridique pour les hôpitaux. Or, on nous a refusé un échange avec l'Autorité belge de la Concurrence. Les échanges écrits qui nous ont été transmis renforcent notre inquiétude sur la sécurité juridique de cette mesure, ou plutôt l'absence de sécurité juridique.

Nous avons notamment été alertés concernant les contrariétés au droit européen de la concurrence et des aides d'État, mais aussi au principe constitutionnel d'égalité de traitement. Les échanges en commission n'ont aucunement levé le doute persistant sur ce point. Or, si ces risques sont avérés, cette mesure pourrait avoir l'effet inverse que celui souhaité pour les hôpitaux.

Par ailleurs, monsieur le ministre, l'auditeur général de l'Autorité belge de la Concurrence a mentionné dans un courriel l'existence d'un courrier adressé par le commissaire européen en charge de la Concurrence au gouvernement. Nous n'avons pas eu accès à ce courrier, et le ministre n'a pas évoqué son contenu.

Nous regrettons cette situation, puisque l'avis du commissaire européen aurait pu être de nature à dissiper ou à confirmer les incertitudes juridiques de ce volet. Dès lors, certaines questions restent encore et toujours sans réponse. Et nous le regrettons sincèrement puisqu'il s'agit d'une mesure qui, à condition d'être juridiquement juste, pourrait vraiment être de nature à alléger la charge pesant sur les établissements hospitaliers.

Pour ces multiples raisons et commentaires que j'ai partagés avec vous, mais surtout parce que la méthode de travail choisie ne nous permet pas d'avoir un débat parlementaire distinct sur chacun de ces points, nous préconiserions de nous abstenir sur ce projet de loi.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3813/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3813/3)**

Le projet de loi compte 62 articles.
Het wetsontwerp telt 62 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 62 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 62 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

28 Proposition de loi modifiant la loi organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace du 18 juillet 1991 en ce qui concerne la composition des Comités permanents P et R (3800/1-4)

28 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse wat de samenstelling van de Vaste Comités P en I betreft (3800/1-4)

Proposition déposée par:

Voorstel ingediend door:

Eliane Tillieux.

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De rapporteur, mevrouw Ingels, verwijst naar het schriftelijk verslag.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)
Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3800/4)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3800/4)**

La proposition de loi compte 7 articles.
Het wetsvoorstel telt 7 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 7 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 7 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

29 Projet de loi relatif à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.)
(3886/1-3)

- **Projet de loi modifiant la loi relative à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.) (3887/1-3)**

29 Wetsontwerp betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.) **(3886/1-3)**

- **Wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.) (3887/1-3)**

Sans rapport.
Zonder verslag.

Je vous propose de consacrer une seule discussion générale à ces deux projets de loi. (*Assentiment*)

Ik stel u voor één enkele algemene bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)
Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 3886. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3886/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 3886. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3886/3)**

Le projet de loi compte 44 articles.
Het wetsontwerp telt 44 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 44 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 44 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 3887 (matière visée à l'article 78 de la Constitution). Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(3887/3)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 3887 (aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet). De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3887/3)**

Le projet de loi compte 6 articles.
Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

30 Proposition modifiant le Code de déontologie des membres de la Chambre des représentants en ce qui concerne les dons aux parlementaires (2649/1-3)

30 Voorstel tot wijziging van de Deontologische code voor de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de giften aan parlementsleden betreft (2649/1-3)

Proposition déposée par:

Voorstel ingediend door:

Melissa Depraetere, André Flahaut, Vincent Scourneau, Guillaume Defossé, Jan Briers, Egbert Lachaert, Kristof Calvo.

Discussion de l'article unique
Bespreking van het enige artikel

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2649/1)**

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2649/1)**

La discussion de l'article unique est ouverte.

De bespreking van het enige artikel is geopend.

De rapporteur, de heer Verherstraeten, verwijst naar het schriftelijk verslag.

30.01 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Madame la présidente, effectivement, une proposition de modification du Code de déontologie des membres de la Chambre des représentants, ce n'est pas tous les jours que cela arrive et, en l'occurrence, la modification proposée concerne les dons aux parlementaires.

Le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) a adressé à la Belgique de nombreuses recommandations qui, pour beaucoup, sont restées lettre morte. Ici, on prétend mettre en œuvre l'une de ces recommandations, mais ce n'est pas tout à fait le cas, selon moi.

Dans son rapport de 2014 sur la Belgique, le GRECO recommandait de "s'assurer qu'une réglementation cohérente et effective soit en place pour les parlementaires en matière de cadeaux, dons et autres gratifications (...)". Cette recommandation supposait de revoir sérieusement la loi et ensuite d'adapter le Code de déontologie des parlementaires. Or, tout ce que fait cette proposition, c'est d'ajouter au Code de déontologie que les dons sont autorisés dans les limites fixées par la loi de 1989.

Là, un problème se pose. En effet, cette loi fixe un montant maximal de 500 euros mais, en réalité, ce montant concerne davantage les dons effectués dans le cadre du financement des partis et des campagnes électorales que les cadeaux aux parlementaires. Par contre, pour moi, un cadeau de 500 euros à un parlementaire n'est pas vraiment une valeur patrimoniale symbolique telle que définie dans le Code de déontologie.

En fin de compte, nous avons un Code de déontologie qui dispose, en son paragraphe premier, que ce cadeau est une valeur patrimoniale symbolique mais, de l'autre côté, le code renvoie à une loi qui prévoit un montant de 500 euros. Pour certains collègues, un montant de 500 euros ne représente peut-être qu'un pipi de chat ou un symbole – étant donné que vous allez voter ce texte –, mais ce n'est pas mon avis. D'autant qu'en vertu du texte qui nous est soumis, un parlementaire pourrait recevoir non pas une fois un cadeau de 500 euros mais de nombreuses fois ce montant, dès lors que le donateur serait à chaque fois différent!

Bref, ce texte pose finalement deux problèmes. D'une part, la législation n'est toujours pas claire ni stricte sur les cadeaux aux parlementaires car elle n'a pas été modifiée. D'autre part, le Code de déontologie est plus ambigu qu'avant et ouvre la porte à des cadeaux qui vont au-delà d'une simple portée symbolique.

Pour cette raison, chers collègues, nous ne soutiendrons pas ce texte.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion de l'article unique est close.

De bespreking van het enige artikel is gesloten.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

L'article unique est adopté.

Het enige artikel wordt aangenomen.

La discussion de l'article unique est close. Le vote sur cette proposition aura lieu ultérieurement.
De bespreking van het enige artikel is gesloten. De stemming over dit voorstel zal later plaatsvinden.

31 Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'instituer formellement une commission de suivi des missions militaires (2457/1-3)

31 Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde formeel een commissie in te stellen die belast is met de opvolging van de militaire missies (2457/1-3)

Proposition déposée par:

Voorstel ingediend door:

André Flahaut, Christophe Lacroix, Emmanuel Burton, Servais Verherstraeten, Kris Verduyck, Wouter De Vriendt, Guillaume Defossé.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2457/1)**

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2457/1)**

La discussion des articles est ouverte.

De bespreking van de artikelen is geopend.

M. Piedboeuf, rapporteur, renvoie au rapport écrit.

31.01 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik verwijs voor de uiteenzetting van de heer Loones naar het verslag.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion est close.

De bespreking is gesloten.

La proposition compte 3 articles.

Het voorstel telt 3 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur cette proposition aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over dit voorstel zal later plaatsvinden.

32 Proposition de modification de l'article 67 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la proportionnalité des sanctions infligées (2083/1-3)

- **Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de modifier les conséquences d'une violation de l'obligation de secret (2148/1-2)**

32 Voorstel tot wijziging van artikel 67 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de proportionaliteit van de opgelegde sancties betreft (2083/1-3)

- **Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde de gevolgen van het schenden van de geheimhoudingsplicht te hervormen (2148/1-2)**

Propositions déposées par:

Voorstellen ingediend door:

- 2083: Eliane Tillieux

- 2148: Nathalie Dewulf, Barbara Pas.

Discussion de l'article unique
Bespreking van het enige artikel

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2083/1)**
De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2083/1)**

La discussion de l'article unique est ouverte.
De bespreking van het enige artikel is geopend.

De rapporteur, de heer Piedboeuf, verwijst naar het schriftelijk verslag.

32.01 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Madame la présidente, je vous remercie à nouveau.

Cette modification du Règlement de la Chambre vise son article 67 qui énonce que, lorsqu'un député viole l'obligation de secret, l'ensemble des sanctions prévues par cette disposition s'appliquent automatiquement sans marge d'appréciation quant aux peines disciplinaires à infliger. Or une jurisprudence de la Cour constitutionnelle et de la Cour européenne des droits de l'homme souligne que, pour de telles sanctions, le principe de proportionnalité doit être respecté. Dans cet optique, nous comprenons parfaitement l'objectif de cette proposition, qui est précisément d'introduire l'idée de proportionnalité des sanctions dans le Règlement.

Toutefois, le problème est que le pouvoir discrétionnaire de déterminer la sanction repose intégralement et uniquement entre les mains de la présidence de la Chambre qui, sans marge d'appréciation, applique simplement la sanction prévue. Or, avec ce texte, on accroît le pouvoir de la présidence qui sera seule à peser les éléments en balance et devra simplement annoncer sa décision à l'assemblée plénière, sans débat ni motivation.

Dans un pareil cas, toute forme d'arbitraire ou de motivation politique n'est pas à exclure. Nous estimons qu'il vaudrait mieux imaginer un système selon lequel l'examen de la proportionnalité soit plutôt le fruit d'une œuvre collective. Une instance collégiale serait en effet plus à même de statuer sur la proportionnalité de la sanction. Nous comprenons bien la finalité du texte et cette nécessité de proportionnalité, mais nous allons nous abstenir parce qu'une seule personne, la présidence, en reste seule juge.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion de l'article unique est close.
De bespreking van het enige artikel is gesloten.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

L'article unique est adopté.
Het enige artikel wordt aangenomen.

La discussion de l'article unique est close. Le vote sur cette proposition aura lieu ultérieurement.
De bespreking van het enige artikel is gesloten. De stemming over dit voorstel zal later plaatsvinden.

33 Comité P – Nomination du président et du premier président suppléant

33 Comité P – Benoeming van de voorzitter en van de eerste plaatsvervangende voorzitter

L'ordre du jour appelle la nomination du président et du premier président suppléant du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P).
Aan de orde is de benoeming van de voorzitter en van de eerste plaatsvervangende voorzitter van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten (Comité P).

Les candidatures pour ces mandats ont été annoncées au cours de la séance plénière du 22 février 2024.

De kandidaturen voor deze mandaten werden aangekondigd tijdens de plenaire vergadering van 22 februari 2024.

Le 20 mars 2024, la commission du suivi du Comité permanent P et du Comité permanent R a entendu les candidats.

Op 20 maart 2024 heeft de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité P en het Vast Comité I de kandidaten gehoord.

Le rapporteur a fait rapport de cette audition au cours de la Conférence des présidents du 27 mars 2024.

De rapporteur heeft verslag uitgebracht over deze hoorzitting tijdens de Conferentie van voorzitters van 27 maart 2024.

Étant donné qu'il n'y a qu'un(e) seul(e) candidat(e) pour chacun des mandats, la Chambre ne doit pas procéder à un vote secret.

Aangezien er slechts één kandidaat is voor elk van de mandaten, dient de Kamer niet over te gaan tot een geheime stemming.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 27 mars 2024, et en application de l'article 157, n° 6, du Règlement de la Chambre, je déclare élus Mme Kathleen Stinckens et M. Dirk Van der Kelen, respectivement en qualité de président et de premier président suppléant du Comité permanent de contrôle des services de police.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 27 maart 2024, en met toepassing van artikel 157, nr. 6, van het Kamerreglement, verklaar ik mevrouw Kathleen Stinckens en de heer Dirk Van der Kelen verkozen tot respectievelijk voorzitter en eerste plaatsvervangende voorzitter van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Vu que M. Dirk Van der Kelen a été nommé en qualité de premier président suppléant du Comité P, son mandat de premier membre suppléant devient vacant.

Aangezien de heer Dirk Van der Kelen benoemd werd tot eerste plaatsvervangende voorzitter van het Comité P, valt zijn mandaat van eerste plaatsvervangend lid open.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 27 mars 2024, je vous propose de publier au *Moniteur belge* un appel à candidats pour le mandat de premier membre suppléant néerlandophone du Comité P.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 27 maart 2024 stel ik u voor een oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken voor het mandaat van Nederlandstalig eerste plaatsvervangend lid van het Comité P.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

34 Demandes d'urgence émanant du gouvernement

34 Urgentieverzoeken van de regering

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi complétant et modifiant le Code pénal social et diverses dispositions de droit pénal social (n° 3914/1).

De regering heeft de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot aanvulling en wijziging van het Sociaal Strafwetboek en verscheidene bepalingen van Sociaal Strafrecht (nr. 3914/1).

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.
Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

34.01 **Ludivine Dedonder**, ministre: Merci madame la présidente. Il s'agit d'une adaptation du code qui a pour objectif de rendre plus efficace la lutte contre la fraude sociale.

Le projet de loi vise à actualiser le Code pénal social, plus précisément à y insérer des infractions qui n'avaient pas été insérées lors de sa rédaction, ou qui ont été adoptées ou sont entrées en vigueur ultérieurement, ou encore à adapter le libellé des infractions incluses dans le Code pénal social aux modifications apportées aux obligations de base par des lois ultérieures.

Les travaux de révision du Code pénal étant achevés, ce projet aligne aussi les niveaux de sanctions des infractions similaires dans le Code pénal commun et dans le Code pénal social. C'est une harmonisation qui apportera la cohérence nécessaire entre les sanctions. Ces dispositions doivent être intégrées dans le code de manière à poursuivre le travail de coordination que propose le code et à respecter l'uniformisation que la réforme apporte au droit pénal social.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.*

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt des projets de loi suivants:

- projet de loi portant institution d'un Conseil national de la coopération et de l'entreprise sociale (n° 3915/1)
- projet de loi modifiant les articles 8:4 et 8:5 du Code des sociétés et des associations et modifiant la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole (n° 3916/1).

De regering heeft ook de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van de volgende wetsontwerpen:

- wetsontwerp houdende instelling van een Nationale Raad voor de coöperatie en de sociale onderneming (nr. 3915/1).
- wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 8:4 en 8:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en tot wijziging van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming (nr. 3916/1).

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.
Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

34.02 **Ludivine Dedonder**, ministre: Madame la présidente, les deux points étant liés, je vais fournir une motivation sur les deux points.

Le Conseil national de la coopération et de l'entreprise sociale est un organe représentatif qui ne comprend actuellement que les sociétés coopératives agréées. Or, le nouveau Code des sociétés et des associations a créé un nouvel agrément pour les sociétés agréées comme entreprises d'économie sociale. Celles-ci sont en attente d'un organe représentatif.

Réformer le Conseil national de la coopération et de l'entreprise sociale pour le rendre conforme à la réforme du Code des sociétés et des associations est l'objet du présent projet. Les sociétés coopératives agréées qui sont déjà présentes dans cet organe représentatif sont également en attente de cette mise en conformité. Depuis le début de la législature, de nombreuses consultations ont eu lieu auprès des coopératives agréées, des sociétés agréées comme entreprises d'économie sociale et des sociétés agréées comme entreprises agricoles afin de définir un modèle optimal d'organe représentatif qui fasse consensus auprès de ces trois types de sociétés agréées.

Voilà pourquoi l'urgence est demandée.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence pour les deux projets de loi est adoptée par assis et levé.
De urgentie voor beide wetsontwerpen wordt aangenomen bij zitten en opstaan.*

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant des dispositions en matière du travail du sexe sous contrat de travail (n° 3926/1).
De regering heeft eveneens de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende bepalingen betreffende sekswerk onder arbeidsovereenkomst (nr. 3926/1).

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.
Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

34.03 Ludivine Dedonder, ministre: Madame la présidente, l'accord de gouvernement prévoyait de mener un travail de réflexion, en concertation avec les acteurs de terrain, afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs du sexe. En collaboration avec les collègues de la Justice et des Affaires sociales, M. le ministre Dermagne a travaillé à l'élaboration d'un statut spécifique qui permettra aux travailleurs du sexe d'effectuer leurs prestations dans un cadre réglementé et sécurisé.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.*

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant dispositions diverses en matière de santé et de finances. (n° 3928/1).
De regering heeft eveneens de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en financiën (nr. 3928/1).

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.
Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

34.04 Ludivine Dedonder, ministre: Madame la présidente, l'urgence est motivée par le fait que le projet de loi contient certaines dispositions nécessaires pour les campagnes de contrôle dans le cadre de la protection de la santé de nos citoyens cet été.

Le projet actuel contient également de nouvelles dates d'entrée en vigueur concernant la loi de 2022 relative à la qualité de l'air intérieur, des dates qui sont plus éloignées que les échéances actuelles. Les délais actuels ne semblent plus réalisables. De nouvelles dispositions doivent être prises.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

*L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.*

Le gouvernement a également demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant des dispositions concernant les exigences linguistiques concernant les chefs de corps, les greffiers en chef et les secrétaires en chef de Bruxelles et la désignation du procureur du Roi de Bruxelles, de l'auditeur du travail de Bruxelles, des procureurs du Roi adjoints de Bruxelles et des auditeurs du travail adjoints de Bruxelles (n° 3936/1).

De regering heeft eveneens de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende bepalingen inzake de taalvereisten met betrekking tot de

korpschefs, hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen te Brussel en de aanwijzing van de procureur des Konings te Brussel, de arbeidsauditeur te Brussel, de adjunct-procureurs des Konings te Brussel en de adjunct-arbeidsauditeurs te Brussel (nr. 3936/1).

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.
Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

34.05 Ludivine Dedonder, ministre: Madame la présidente, comme vous le savez certainement, le poste de procureur du Roi de Bruxelles est vacant. Le mandat de l'auditeur du travail l'est également depuis avril 2023. Le 1^{er} avril 2024, le procureur du Roi adjoint, habilité par la loi à remplacer le procureur du Roi, cessera également d'exercer ses fonctions de procureur du Roi *ad interim*.

L'état actuel de la législation empêche la nomination d'un nouveau procureur du Roi et d'un auditeur du travail. C'est une situation, vous l'avouerez, qui n'est plus tenable. Une solution doit donc être trouvée à court terme pour une nomination juridiquement valable du procureur du Roi.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

35 Prises en considération **35 Inoverwegingen**

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.
In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considère la prise en considération de ces propositions comme acquise. Je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement. (art. 75, n° 5, Rgt)
Indien er geen bezwaar is, beschouw ik de inoverwegingneming van deze voorstellen als aangenomen. Overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden. (art. 75, nr. 5, Rgt)

Urgentieverzoek **Demande d'urgence**

35.01 Joris Vandenbroucke (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, de Vooruitfractie vraagt de urgentie voor het wetsvoorstel nr. 3942/1 tot wijziging van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor wat de inwerkingtreding van het Nationaal Akkoord tandheelkundigen-ziekenfondsen 2024-2025 betreft.

De reden voor de urgentie is het percentage van weigeringen van tandartsen om toe te treden tot het Dentomutakkoord 2024-2025. Dat bedraagt namelijk voor het gehele land 43,03 %. Daardoor kan het akkoord niet in werking treden op het niveau van het Rijk. Het wetsvoorstel voorziet erin het percentage van weigering tot toetreding te verhogen tot 45 % op het niveau van het Rijk, enkel voor de tandheelkundigen en voor het afgesloten akkoord. Deze aanpassing is dringend en noodzakelijk, enerzijds om een onderbreking in de continuïteit van de akkoorden te vermijden en anderzijds om de toegankelijkheid tot de tandzorg te kunnen blijven garanderen voor de bevolking.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

36 Procédure de nomination du nouveau greffier de la Chambre (continuation)

36 Benoemingsprocedure voor de nieuwe griffier van de Kamer (voortzetting)

**Motion d'ordre
Ordemotie**

Chers collègues, je reviens sur la motion d'ordre déposée tout à l'heure par M. Loones.

Een ordemotie werd ingediend door de heer Sander Loones en luidt als volgt:

"Artikel 168 van het Kamerreglement bepaalt dat de plenaire vergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers een griffier benoemt. Over de procedure beperkt het Reglement zich tot de regeling van de stemprocedure;

Het belang van de functie van de griffier kan niet worden overschat. Om de politieke werkzaamheden te begeleiden, maar evenzeer om de instelling van de Kamer te besturen. Gelet op dit bijzondere belang, vraagt de plenaire vergadering om voor de aanstelling van een nieuwe griffier de volgende elementen te garanderen tijdens de benoemingsprocedure:

- voor de functie naast interne ook externe kandidaten toe te laten die de nodige expertise kunnen voorleggen;
- een voldoende timing te voorzien aan de kandidaten om hun kandidatuur te stellen;
- een professionele begeleiding van de jury te garanderen."

Une motion d'ordre a été déposée par M. Sander Loones et est libellée comme suit:

"L'article 168 du Règlement de la Chambre dispose que la séance plénière de la Chambre des représentants nomme un greffier. En ce qui concerne la procédure, le Règlement se borne à régler la procédure de vote;

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de la fonction de greffier pour l'accompagnement des travaux politiques mais également, pour la gestion de l'institution qu'est la Chambre. Eu égard à cette importance particulière, la séance plénière demande de garantir les éléments suivants dans le cadre de la procédure de nomination relative à la désignation d'un nouveau greffier:

- que des candidats non seulement internes, mais également externes pouvant faire valoir une expérience utile soient autorisés à se présenter;
- qu'un délai suffisant soit proposé aux candidats pour la remise de leur candidature;
- qu'un accompagnement professionnel soit garanti pour le jury."

Je la déclare recevable.

Je vous propose dès lors de voter par assis et levé, comme cela se fait traditionnellement pour adopter ou rejeter une motion. Cette motion d'ordre concerne la procédure de nomination du nouveau greffier de la Chambre au sujet de laquelle M. Loones a expliqué tout à l'heure les différentes remarques qu'il voulait exposer.

36.01 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik denk dat u niet anders kon dan de motie ontvankelijk verklaren.

Op de eerste opmerking die collega Loones gemaakt heeft, hebt u nog niet antwoord. Hij vroeg, aangezien er nog geen verslag is en dus ook geen goedgekeurd verslag, of het überhaupt wel mogelijk is om vandaag reeds de kandidatuur open te verklaren. Het lijkt mij dat dit niet kan.

Wat de motie zelf aangaat, herhaal ik graag dat het een zaak is die dit Huis aanbelangt. In de voorbije legislatuur heeft de Kamer wel wat aanvallen te verduren gekregen, soms buiten proportie, maar heel dikwijls wel terecht, over de besloten manier van werken, waardoor ernstige problemen zijn ontstaan die pas laattijdig aan de oppervlakte zijn gekomen. Dat hebben we vastgesteld en daar hebben we serieus mee moeten kampen. Collega's, we moeten eerlijk toegeven dat dit allemaal niet van een leien dakje is gelopen.

Met wat nu voorligt, zonder een oordeel over welke persoon dan ook, wordt een bepaalde indruk gewekt. Vandaag wordt immers een kandidatuur geopend waarop niet alleen binnen de week ingeschreven moet worden, maar waarvoor ook een project moet worden ingediend, een voorstel omtrent de wijze van uitoefening van dat belangrijke leidend mandaat. Aansluitend wordt er 's anderendaags overgegaan tot een examen.

Dat betekent dat het geheel van de procedure om over te gaan tot de benoeming van het hoogste administratieve ambt in dit Huis slechts acht dagen zou inhouden. Dat is natuurlijk iets waarop deze motie wijst. We moeten dat verruimen, want dat kan niet op die manier. Het wekt immers de indruk – en ik zeg niet dat dit het geval is – dat deze procedure toch besloten wordt afgerond.

Mevrouw de voorzitter, ik vraag u dus nog altijd een antwoord op de eerste vraag die opgeworpen werd door collega Loones.

Wat de ordemotie betreft, reken ik net als hij op het gezond verstand van alle collega's. We moeten immers evolueren naar de 21ste eeuw bij het bestieren van dit Huis. Het woord bestieren hoort wellicht niet thuis in de 21ste eeuw, maar laat ons dat toch maar bewaren.

De **voorzitter**: Mijnheer De Roover, de benoeming van onze griffier is de bevoegdheid van onze assemblee.

36.02 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, zoals u weet heb ik gisteren ook mijn twijfels uitgedrukt over vooral de timing van de procedure, die toch zeer kort voor het ontbinden van de Kamer plaatsvindt. Wij hadden op deze benoeming kunnen anticiperen, vermits de geboortedatum van iedereen die hier werkt gekend is. Ik wil graag, als dat mogelijk is, een hoofdelijke stemming vragen, want onze groep zou zich willen onthouden.

La **présidente**: Nous pouvons tout à fait procéder à un vote nominatif si cela est sollicité. Il n'y a pas de difficultés.

36.03 Vanessa Matz (Les Engagés): Par l'intermédiaire de notre collègue Georges Dallemagne, il y a aussi eu des réticences par rapport à cette procédure et à la précipitation dans laquelle elle est organisée. Effectivement, je pense que les arguments qui ont été développés, à savoir aussi la confiance que l'on doit rétablir par rapport à l'institution suite à d'autres éléments, justifie que l'on prenne un peu plus de temps et qu'il y ait moins de précipitation dans la désignation d'un haut fonctionnaire de notre institution.

La **présidente**: Merci, madame Matz.

Pas d'autre intervention?

36.04 Peter De Roover (N-VA): Ik steun en dank collega Merckx, want zij heeft gevraagd wat ik ben vergeten, met name een nominatieve stemming. U weet dat wij bijzonder goed samenwerken... (*Hilariteit*) ... wanneer het procedurele aangelegenheden betreft.

Ik wil antwoorden op uw eerste vraag. Ik heb niet ontkend dat dat het prerogatief van deze vergadering is. Het gaat erom dat het dossier behandeld is geweest, dat er een verslag over is opgesteld, maar dat dat niet is goedgekeurd. We hebben daar ook geen kennis van kunnen nemen. Dat blijft toch een beetje een bizarre manier van werken. Waarom is dat verslag dan überhaupt nodig? Waarom is dat besproken, als de vergadering niet in kennis wordt gesteld van de bespreking die heeft plaatsgevonden? Ik neem aan dat er toch een verslag is?

Ik kom tot mijn vragen. Is er een verslag? Is dat goedgekeurd? Mogen wij daarvan kennisnemen?

De **voorzitter**: Er bestaat een verslag, dat nu vertaald is. Ik heb het verslag integraal voorgelezen.

Le compte rendu a été intégralement lu tout à l'heure. Vous en avez donc eu connaissance. Il n'y a aucune difficulté. Le Bureau s'est réuni, a adopté le point, et il vient en plénière aujourd'hui. Il n'y a vraiment aucune difficulté de procédure, aucune!

36.05 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, het gebeurt weleens dat er een agendapunt is met een mondeling verslag, maar ik weet niet of op die vergadering is afgesproken om die procedure te volgen. Indien niet, is het heel vreemd dat het hier ter plekke wordt uitgevonden.

La **présidente**: Je propose de passer au vote.

36.06 Peter De Roover (N-VA): (...)

La **présidente**: Vous pouvez continuer à contester. Je vais continuer à vous dire que cela n'a pas lieu d'être. Cela a été lu. La décision a été prise en Bureau. Nous pouvons aujourd'hui nous positionner. Le point est à l'ordre du jour, inscrit régulièrement.

Pouvons-nous ouvrir le vote sur la motion?

36.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, door de motie van collega De Roover wordt het voltallige plenum gevat door een dossier waarin het op dit ogenblik niet over alle informatie beschikt. Dat is logisch, want het Bureau is gisteren samengekomen en het verslag is nog niet ter beschikking. Toch vraagt de heer De Roover een uitspraak.

Tegelijkertijd betreur ik het dat iets dat de werking van onze instelling aangaat opnieuw het voorwerp van een publiek plenair debat wordt, terwijl ik vind dat we het best samen kunnen zoeken naar de best mogelijke manier om deze instelling te besturen.

Daarom wil ik aan de heer De Roover vragen om zijn motie een week uit te stellen, om op die manier de collega's, die vandaag niet beschikken over het verslag van de beraadslaging van het Bureau, toe te laten zich te informeren om zich daarna via een hoofdelijke stemming kunnen uitspreken.

U hebt ervoor gekozen om dit een materie van de plenaire vergadering te maken. U hebt die keuze gemaakt, maar dan moeten wij dat hier met de juiste informatie kunnen doen. Het verslag van het Bureau is logischerwijze nog niet ter beschikking. Daarom vraag ik u om uw motie een week uit te stellen. Daarna kunnen wij ons daarover uitspreken in de plenaire vergadering.

La **présidente**: Je ne vais pas redire ce que j'ai expliqué complètement tout à l'heure, lorsque la salle était à moitié vide, monsieur Calvo. Fondamentalement, tous les éléments ont été livrés à ce moment-là. Je n'accepterai pas que vous disiez qu'on ne sait pas de quoi on parle. Je veux bien que chacun entre et sorte de la séance plénière, mais les travaux qui s'y déroulent ont une valeur et il faudrait que vous le compreniez.

Je propose donc de passer au vote sur la motion déposée par M. Loones.

36.08 Peter De Roover (N-VA): Ik meen dat de interventie van de heer Calvo volledig correct was: hij dringt er gewoon op aan dat iedereen zou stemmen met volle kennis van zaken van een goedgekeurd verslag, mevrouw de voorzitter.

U hebt een tekst voorgelezen, maar niet van het goedgekeurde verslag, want het is niet goedgekeurd. U kunt het dus niet voorgelezen hebben. U hebt een tekst voorgelezen. Misschien vragen wij wel wat aanpassingen aan het verslag, want wij kennen dat niet en wij hebben dat niet goedgekeurd.

De voorlezing van een tekst zonder statuut kan nooit in de plaats komen van de voorlezing van een verslag en kan ook niet dienen als informatie voor ons Huis. Het betekent dat de vraag van de heer Calvo volkomen correct is. Wij hebben kennisgenomen van een tekst zonder statuut. Wij zijn niet geïnformeerd. Wij kunnen vandaag dus geen beslissing nemen.

Dat betekent dat ik zeer graag die stemming volgende week laat agenderen. Iedereen kan dan een volle week nadenken, met alle consequenties van dien, namelijk dat de stemming dan niet zonder inhoud is. Dat spreekt voor zich.

Ik meen dat wij hier naar een zeer goed compromis aan het evolueren zijn, mevrouw de voorzitter.

La **présidente**: Je propose de passer au vote sur la motion dans un premier temps. Dans un deuxième temps, il y aura un vote sur la proposition de procédure de désignation du nouveau greffier. C'est la Chambre qui est compétente. Vous voudrez bien garder cela en tête. C'est important.

36.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, ten eerste, we delen allemaal de overtuiging dat het belangrijk is om zo goed mogelijk samen te werken voor de organisatie van onze instelling. Sommigen

maken deel uit van de oppositie, sommigen maken deel uit van de meerderheid, sommigen zijn ecologen, sommigen zijn sociaaldemocraten, sommigen zijn liberalen, sommigen zijn nationalist, sommigen zijn marxisten, maar we zijn allemaal volksvertegenwoordigers. We hebben de voorbije tijd kunnen volgen hoe onze instelling in woelig water terechtgekomen is en er veel polemiek was, soms terecht, soms onterecht, rond het beheer van onze instelling. Iedereen, en in de eerste plaats degenen die onze instelling belichamen, heeft er belang bij dat dit in een rustig en sereen vaarwater terechtkomt.

Ten tweede, u wilt alsnog een stemming agenderen, terwijl de heer De Roover net is ingegaan op mijn suggestie om daar vandaag niet over te stemmen, wat ik apprecieer. Het zou bijzonder gek zijn dat u, op het moment dat een indiener van de motie vraagt om daar volgende week over te stemmen, alsnog erop aandringt om daarover toch vandaag te stemmen.

Om de inhoudelijke reden, met name het samen sereen werken aan de instelling, en om de procedurele reden dat de indiener van de motie zelf heeft gevraagd om de stemming uit te stellen, kunt u maar één ding doen, mevrouw de voorzitter, namelijk vandaag niet overgaan tot de stemming, ondertussen een aantal contacten plegen en de stemming volgende week organiseren. Dat is inhoudelijk en procedureel de meest juiste keuze als Kamervoorzitter en als volksvertegenwoordiger.

Als u niet ingaat op de uitgestoken hand van mezelf en de heer De Roover zal zich dat in elk geval vertalen in mijn stemgedrag.

36.10 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, u hebt inderdaad zopas kort toegelicht waarover het gaat, maar de uiteenzetting van de heer Calvo maakt duidelijk dat veel collega's hier vandaag niet weten wat er aan de hand is, wat er precies op de agenda staat. Het voorstel om de stemming daarover met een week uit te stellen, is wel aanvaardbaar. Dat betekent ook dat de procedure met een week uitgesteld wordt.

La **présidente**: Non, ça suffit! Le point est à l'ordre du jour!

36.11 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la présidente, si on fait droit à cette demande de reporter le vote d'une semaine, je voudrais avoir la précision ferme sur le fait de savoir si cela suspend également ce qui a été décidé pour la procédure, sinon "on se chatouille pour se faire rire".

36.12 Ahmed Laaouej (PS): Madame la présidente, c'est une remarque pertinente de Mme Vanessa Matz. Mais on a voté en Bureau sur le fait d'inscrire le point à l'ordre du jour. Je suis désolé; on a voté! Je ne vais pas revenir sur un vote qui a été émis. C'est M. Loones qui a demandé le vote. Je rappelle que le Bureau ne fonctionne pas au consensus. Il y a eu un vote. Je ne vais pas revenir sur un vote qui a eu lieu au Bureau. Je demande donc à ce qu'on passe au vote, madame la présidente.

La **présidente**: Si vous souhaitez le report du vote sur la motion, pas de souci, mais alors, votons sur le point à l'ordre du jour, qui est la procédure de désignation du greffier.

Mijnheer De Roover, voor de laatste keer.

36.13 Peter De Roover (N-VA): Dat zal nog moeten blijken, mevrouw de voorzitter.

Staat er in het ontwerpverslag dat men met een mondeling verslag zou overgaan tot de stemming?

La **présidente**: Il n'y a absolument pas besoin de rapport pour venir en plénière sur ce point, monsieur De Roover. Cela n'existe pas. Ce n'est pas la procédure.

36.14 Peter De Roover (N-VA): Waarom is er dan überhaupt een verslag?

La **présidente**: Il n'y a pas de rapport sur ce point. Je vous ai dit que j'avais lu tout à l'heure tous les points et le détail des points à l'ordre du jour aujourd'hui et, *de facto*, le même point que celui adopté hier par le Bureau.

36.15 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, u begrijpt toch dat u hier de indruk wekt dat er zaken aan het gebeuren zijn waarover niet mag worden nagedacht? U brengt op deze manier de instelling in diskrediet, want er is geen enkele urgentie. Er is geen enkele reden...

De **voorzitster**: Mijnheer De Roover, dat is uw standpunt, maar wij zijn hier in aantal en we moeten de mogelijkheid hebben om te stemmen.

36.16 Peter De Roover (N-VA): Er is geen enkele reden waarom die week uitstel voor ernstige problemen zou zorgen. Er is geen enkele urgentie. Er wordt hier alleen de indruk gewekt dat er hier iets met de karwats moet worden doorgejaagd, zonder dat er sprake is van een verslag. U kunt dat doen wanneer u een meerderheid hebt, wat ik hoop dat niet het geval is, maar het respect voor dit Huis neemt niet toe op deze manier. Het is uw verantwoordelijkheid als voorzitter van het Huis om daarover te waken en u bent hier opnieuw een bijzonder dubieus parcours aan het rijden.

De **voorzitster**: Nu is het genoeg, mijnheer De Roover.

36.17 Peter De Roover (N-VA): Het spijt mij dat ik dat moet zeggen, maar dit wekt een indruk die ik ongaarne wil zien.

36.18 Ahmed Laaouej (PS): Madame la présidente, le narratif de M. De Roover n'engage que lui. Je le respecte mais cela n'engage que vous, monsieur De Roover, vos insinuations, vos interprétations, vos récits, vos narratifs. Vous avez soumis une motion d'ordre dans laquelle vous reprenez tout ce que vous venez de dire. Eh bien, votons et nous serons fixés!

Je demande qu'on passe au vote.

De **voorzitster**: Wij stemmen over de ordemotie. (*Protest*)

Vous ne voulez pas voter sur la motion? Alors votons sur le point à l'ordre de jour.

Puisqu'il y a contestation par rapport à la motion, nous allons voter sur la procédure de nomination du nouveau greffier de la Chambre – point inscrit régulièrement à l'ordre du jour de notre séance.

Er is blijkbaar een technisch probleem...

(*Stemming nr. 1 wordt geannuleerd*)

(*Le vote n° 1 est annulé*)

Monsieur De Roover, voulez-vous que je relise ce que j'ai déjà lu tout à l'heure? Ce n'est d'habitude pas la procédure que nous suivons.

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(<i>Stemming/vote 2</i>)		
Ja	71	Oui
Nee	7	Non
Onthoudingen	14	Abstentions
Totaal	92	Total

Bijgevolg neemt de Kamer de procedure aan.

En conséquence, la Chambre adopte la procédure.

L'ordre du jour appelle le vote sur les autres motions déposées...

(*Tumulte et vives protestations*)

(*Tumult en hevig protest*)

Ce n'est pas possible de fonctionner dans ce vacarme.

36.19 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik denk dat u daarnet onze motie ontvankelijk hebt verklaard, maar u brengt die niet ter stemming. U hebt zonet een stemming georganiseerd over iets waarvan niemand wist waarover het ging, maar dat heeft wel een meerderheid gehaald, weliswaar een relatieve meerderheid.

La **présidente**: Monsieur De Roover, cela suffit! Je vous retire la parole.

Vous avez demandé vous-même le retrait, soutenu par l'un ou l'autre membre de cette assemblée. J'ai proposé de voter directement sur le point mais cela a été contesté. Je suis donc revenue au vote sur le point à l'ordre du jour. Cela a été clairement exprimé à plusieurs reprises.

36.20 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, er is dus gestemd over de vraag of er gestemd wordt over een motie die u ontvankelijk hebt verklaard. Kennelijk is het daarmee afgelopen en wordt er over de motie zelf niet gestemd.

La **présidente**: Monsieur De Roover, je clos le débat sur ce thème. Cela ne sert à rien de continuer à discuter de la sorte. Nous poursuivons l'ordre du jour.

Votes nominatifs

Naamstemmingen

37 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Ellen Samyn sur "Le congé de deuil, le congé parental et la pension de survie en cas de décès d'un proche parent" (n° 479)

37 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Ellen Samyn over "Rouwverlof, ouderschapverlof en overlevingspensioenen voor nabestaanden" (nr. 479)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions du 20 mars 2024.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen van 20 maart 2024.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 479/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Ellen Samyn;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Laurence Zanchetta.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 479/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Ellen Samyn;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Laurence Zanchetta.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

(...): (...)

(Brouhaha)

La **présidente**: Si vous ne vous taisez pas, je ne peux pas imaginer qu'il y a quelqu'un qui demande la parole dans un brouhaha pareil. Cela vous apprendra à vous taire et à respecter un peu cette séance.
(Applaudissements sur les bancs du PS)

Fin du vote / Einde van de stemming.
Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 3)		
Ja	83	Oui
Nee	37	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	121	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

Reden van onthouding?
Raison d'abstention?

37.01 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Madame la présidente, étant donné le côté chaotique de la session, je n'ai pas pu annoncer que Mme Vindevoghel faisait un pairage aujourd'hui pour M. Delizée qui est souffrant.

La **présidente**: Merci beaucoup pour notre collègue souffrant. Pas d'autre pairage? (Non)

38 **Aangehouden amendement op het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024 (3801/1-4)**

38 **Amendement réservé au projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024 (3801/1-4)**

Stemming over amendement nr. 1 van Wim Van der Donckt cs tot invoeging van een artikel 13/1(n). **(3801/4)**
Vote sur l'amendement n° 1 de Wim Van der Donckt cs tendant à insérer un article 13/1(n). **(3801/4)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 4)		
Ja	36	Oui
Nee	78	Non
Onthoudingen	10	Abstentions
Totaal	124	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.
En conséquence, l'amendement est rejeté.

Reden van onthouding? (Nee)
Raison d'abstention? (Non)

39 **Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024 (3801/3)**

39 **Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024 (3801/3)**

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (Nee)
Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (Non)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	98	Oui
Nee	26	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3801/5)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3801/5)**

40 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 5 januari 2021 tussen de ministers van Landbouw van de Federale Staat en de Gewesten inzake de verdeling van opdrachten voor de toepassing van de beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten (3830/3)

40 Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 5 janvier 2021 entre les ministres de l'Agriculture de l'État fédéral et des Régions concernant la répartition des missions pour l'application des mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux (3830/3)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	123	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3830/4)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3830/4)**

(De heer Björn Anseeuw heeft voorgestemd)

41 Wetsontwerp houdende de organisatie van de verwerking van persoonsgegevens nodig voor de inspectie- en controleopdrachten van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (3875/3)

41 Projet de loi organisant les traitements de données à caractère personnel nécessaires pour les missions d'inspection et de contrôle de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (3875/3)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	106	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	17	Abstentions
Totaal	123	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

(3875/4)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3875/4)**

Reden van onthouding? *(Nee)*

Raison d'abstention? *(Non)*

(Le groupe Les Engagés s'est abstenu)

42 Wetsontwerp houdende diverse dringende bepalingen inzake de uitkerings- en moederschapsverzekering (3848/1)

42 Projet de loi portant des dispositions diverses urgentes en matière d'assurance indemnités et maternité (3848/1)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	111	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	14	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

(3848/4)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3848/4)**

Reden van onthouding? *(Nee)*

Raison d'abstention? *(Non)*

43 Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2019 portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains (3736/3)

43 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 mei 2019 tot oprichting van een Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens (3736/3)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	92	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	29	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3736/4)**
 Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3736/4)

Raison d'abstention? *(Non)*
 Reden van onthouding? *(Nee)*

44 Amendements et articles réservés du projet de loi droit de la procédure pénale I (3514/1-8)
44 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp strafprocesrecht I (3514/1-8)

Vote sur l'amendement n° 19 de Christoph D'Haese cs à l'article 33. **(3514/8)**
 Stemming over amendement nr. 19 van Christoph D'Haese cs op artikel 33. **(3514/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	31	Oui
Nee	93	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 33 est adopté.
 Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 33 aangenomen.

Vote sur l'amendement n° 20 de Christoph D'Haese cs à l'article 34. **(3514/8)**
 Stemming over amendement nr. 20 van Christoph D'Haese cs op artikel 34. **(3514/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	44	Oui
Nee	77	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	122	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 34 est adopté.
 Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 34 aangenomen.

45 Ensemble du projet de loi droit de la procédure pénale I (3514/7)
45 Geheel van het wetsontwerp strafprocesrecht I (3514/7)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*
 Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 12)		
Ja	90	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	34	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3514/9)**
Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3514/9)

Raison d'abstention? (Non)
Reden van onthouding? (Nee)

46 Amendement réservé au projet de loi portant diverses modifications du Code d'instruction criminelle II (3515/1-9)

46 Aangehouden amendement op het wetsontwerp houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering II (3515/1-9)

Vote sur l'amendement n° 12 de Vanessa Matz tendant à insérer un article 7(n). **(3515/9)**
Stemming over amendement nr. 12 van Vanessa Matz tot invoeging van een artikel 7(n). **(3515/9)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 13)		
Ja	107	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, l'amendement est adopté.
Bijgevolg is het amendement aangenomen

Vu que l'amendement est adopté, nous reportons le vote sur l'ensemble à la semaine prochaine. (Art. 95.3, Rgt)

47 Projet de loi exécutant le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 et modifiant diverses dispositions relatives à l'organisation et aux pouvoirs de l'Autorité belge de la concurrence (3813/3)

47 Wetsontwerp tot uitvoering van Verordening (EU) 2022/1925 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2022 over betwistbare en eerlijke markten in de digitale sector, en tot wijziging van Richtlijnen (EU) 2019/1937 en (EU) 2020/1828 en tot wijziging van diverse bepalingen houdende de organisatie en de bevoegdheden van de Belgische Mededingingsautoriteit (3813/3)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (Non)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (Nee)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	47	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3813/4)**
 Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.
(3813/4)

Raison d'abstention? *(Non)*
 Reden van onthouding? *(Nee)*

48 Proposition de loi modifiant la loi organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace du 18 juillet 1991 en ce qui concerne la composition des Comités permanents P et R (3800/4)

48 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse wat de samenstelling van de Vaste Comités P en I betreft (3800/4)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*
 Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera soumise en tant que projet de loi à la sanction royale. **(3800/5)**
 Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als wetsontwerp aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(3800/5)**

49 Projet de loi relatif à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.) (3886/3)

49 Wetsontwerp betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.) (3886/3)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*
 Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
 Einde van de stemming / Fin du vote.
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	112	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3886/4)**
Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(3886/4)**

Raison d'abstention? (*Non*)
Reden van onthouding? (*Nee*)

50 **Projet de loi modifiant la loi relative à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.) (3887/3)**

50 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E) (3887/3)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	114	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat. **(3887/4)**
Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden. **(3887/4)**

Raison d'abstention? (*Non*)
Reden van onthouding? (*Nee*)

51 **Proposition modifiant le Code de déontologie des membres de la Chambre des représentants en ce qui concerne les dons aux parlementaires (2649/1)**

51 **Voorstel tot wijziging van de Deontologische code voor de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de giften aan parlementsleden betreft (2649/1)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	114	Oui
Nee	10	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition. La présente modification sera publiée au *Moniteur belge*. **(2649/4)**

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel aan. Deze wijziging zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. **(2649/4)**

52 Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'instituer formellement une commission de suivi des missions militaires (2457/1)

52 Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde formeel een commissie in te stellen die belast is met de opvolging van de militaire missies (2457/1)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 19)			
Ja	110		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	14	Abstentions	
Totaal	124	Total	

En conséquence, la Chambre adopte la proposition. La présente modification sera publiée au *Moniteur belge*. **(2457/4)**

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel aan. Deze wijziging zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. **(2457/4)**

Raison d'abstention? (*Non*)

Reden van onthouding? (*Nee*)

53 Proposition de modification de l'article 67 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la proportionnalité des sanctions infligées (2083/1)

53 Voorstel tot wijziging van artikel 67 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de proportionaliteit van de opgelegde sancties betreft (2083/1)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 20)			
Ja	107		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	10	Abstentions	
Totaal	117	Total	

En conséquence, la Chambre adopte la proposition. La présente modification sera publiée au *Moniteur belge*. **(2083/4)**

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel aan. Deze wijziging zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. **(2083/4)**

Raison d'abstention? (*Non*)

Reden van onthouding? (*Nee*)

54 Adoption de l'ordre du jour

54 Goedkeuring van de agenda

Nous devons procéder à l'approbation de l'ordre du jour de la séance de la semaine prochaine.

Wij moeten overgaan tot de goedkeuring van de agenda voor de vergadering van volgende week.

Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 4 avril 2024 à 14 h 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 4 april 2024 om 14.15 uur.

La séance est levée à 19 h 39.

De vergadering wordt gesloten om 19.39 uur.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 55 PLEN 296 annexe.

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 55 PLEN 296 bijlage.

DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN**

Vote nominatif - Naamstemming: 001 (annulé/geannuleerd)

Oui	024	Ja
-----	-----	----

Bacquelaine Daniel, Bihet Mathieu, Bury Katleen, Dallemagne Georges, Dedecker Jean-Marie, De Maegd Michel, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, Dewulf Nathalie, Ducarme Denis, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Matz Vanessa, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Scourneau Vincent, Senesael Daniel, Troosters Frank, Van Lommel Reccino, Wollants Bert

Non	017	Nee
-----	-----	-----

Bayet Hugues, Beke Wouter, Briers Jan, Creyelman Steven, Dierick Leen, Farih Nawal, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lacroix Christophe, Leoni Leslie, Muylle Nathalie, Thiébaud Eric, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Verduyck Kris, Verherstraeten Servais

Abstentions	004	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 002

Oui	071	Ja
-----	-----	----

Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	007	Nee
-----	-----	-----

Arens Josy, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Smet François, Matz Vanessa, Prévot Maxime, Rohonyi Sophie

Abstentions	014	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Roggeman Tomas, Van Hees Marco, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 003

Oui	083	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	037	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Boukili Nabil, Bruyère Robin, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Daems Greet, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 004

Oui	036	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Matz Vanessa, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Non	078	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	010	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 005

Oui	098	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, Dedeker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Rover Peter, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	026	Nee
-----	-----	-----

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Bury Katleen, Creyelman Steven, Daems Greet, D'Amico Roberto, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravys Kurt, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 006

Oui	123	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goede, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 007

Oui	106	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Roover Peter, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goede, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles,

Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	017	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Bury Katleen, Creyelman Steven, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Matz Vanessa, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter

Vote nominatif - Naamstemming: 008

Oui	111	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaïne Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	014	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Dedecker Jean-Marie, De Roover Peter, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Metsu Koen, Roggeman Tomas, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 009

Oui	092	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	029	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 010

Oui	031	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Non	093	Nee
-----	-----	-----

Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée

Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 011

Oui	044	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Bruyère Robin, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Hedeboom Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravys Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donck Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Non	077	Nee
-----	-----	-----

Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chantelle, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 012

Oui	090	Ja
-----	-----	----

Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaut Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	034	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Arens Josy, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Matz Vanessa, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 013

Oui	107	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Roover Peter, De Smet François, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaut Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	016	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Bury Katleen, Creyelman Steven, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter

Vote nominatif - Naamstemming: 014

Oui	076	Ja
-----	-----	----

Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	047	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Bruyère Robin, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Hedeboom Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Vindevoghel Maria, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 015

Oui	123	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravys Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Dedecker Jean-Marie

Vote nominatif - Naamstemming: 016

Oui	112	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravys Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	011	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 017

Oui	114	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	011	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 018

Oui	114	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile,

Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaut Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	010	Nee
-----	-----	-----

Boukili Nabil, Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Van Hees Marco

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vindevoghel Maria

Vote nominatif - Naamstemming: 019

Oui	110	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Bruyère Robin, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buyst Kim, Calvo Kristof, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Caluwé Robby, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaut Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Hoof Els, Vanpeborgh Gitta, Van Quickenborne Vincent, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	014	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Dedecker Jean-Marie, De Roover Peter, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Metsu Koen, Roggeman Tomas, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 020

Oui	107	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacqueline Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Bury Katleen, Buysrogge Peter, Calvo Kristof, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Creyelman Steven, Dallemagne Georges, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Ducarme Denis, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lacroix Christophe, Leoni Leslie, Leysen Christian, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Mariage Louis, Matz Vanessa, Metsu Koen, Özen Özlem, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravys Kurt, Reuter Florence, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Schlitz Sarah, Scourneau Vincent, Segers Ben, Senesael Daniel, Taquin Caroline, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hoof Els, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	010	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Bruyère Robin, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Moscufo Nadia, Van Hees Marco, Vindevoghel Maria